

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

RCI BANQUE

Société anonyme au capital de 100 000 000 Euros

Siège social : 15, rue d'Uzès – 75002 Paris

306 523 358 R.C.S. PARIS

Comptes annuels sociaux et consolidés approuvés

par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2025

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de société RCI Banque SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Appréciation du risque de crédit et dépréciations des créances avec la clientèle afférentes au bilan

|                  |   |
|------------------|---|
| Risque identifié | <p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Comme indiqué dans la note 1.2.2 de l'annexe aux comptes annuels, les dépréciations pour risque de crédit sont constituées pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances. Elles sont déterminées sur base individuelle ou sur base collective.</p> <p>Nous avons considéré que les dépréciations pour risque de crédit constituent un point clé de l'audit compte tenu de l'importance du montant des crédits à la clientèle finale et au réseau des concessionnaires à l'actif du bilan, de l'utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans le calcul des dépréciations déterminées de manière statistique, et de l'exercice important du jugement intervenant dans leur détermination.</p> |
|------------------|---|

|                      |  |
|----------------------|--|
|                      | <p>Ces dépréciations ont été estimées compte-tenu du contexte macroéconomique contrasté qui se traduit notamment par le ralentissement de l'inflation et la stabilisation des taux d'intérêt.</p> <p>Les dépréciations pour risque de crédit sont détaillées dans la note 4 des annexes aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 143,3 millions d'euros pour un encours de 19,6 milliards d'euros de valeur nette.</p>   |
| <b>Notre réponse</b> | <p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ;</li> <li>• apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous tendant les dépréciations complémentaires constituées ;</li> <li>• réaliser des contrôles sur le système informatique de RCI Banque, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière ;</li> <li>• réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations pour risque de crédit d'un exercice à l'autre ;</li> <li>• examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes annuels au regard des règles comptables applicables.</li> </ul> |

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement, des informations requises par les articles L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du code de commerce.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Format de présentation des comptes annuels dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes annuels destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes annuels qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 29 avril 2020 pour le cabinet Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5<sup>ème</sup> année de sa mission.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### **Rapport au comité des comptes et de l'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes  
Paris La Défense, le 27 mars 2025

Forvis Mazars  
Anne VEAUTE  
Associée

KPMG  
Ulrich SARFATI  
Associé

# 1 Bilan et compte de résultat

## BILAN

| <b>ACTIF - en milliers d'euros</b>                | <b>Notes</b> | <b>12/2024</b>    | <b>12/2023</b>    |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Caisse, Banques centrales et CCP                  | 1            | 4 652 708         | 3 611 597         |
| Effets publics et valeurs assimilées              | 2            | 4 980             |                   |
| Créances sur les établissements de crédit         | 3            | 15 877 779        | 13 821 430        |
| Opérations avec la clientèle                      | 4            | 19 630 929        | 17 774 073        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe        | 5            | 7 230 105         | 7 897 761         |
| Actions et autres titres à revenu variable        | 6            | 113 420           | 110 989           |
| Autres titres détenus à long terme                | 7            | 4 001             | 4 001             |
| Participation et parts dans les entreprises liées | 8            | 2 431 644         | 2 459 427         |
| Crédit-bail et location avec option d'achat       | 9            | 3 269 867         | 2 944 032         |
| Location simple                                   | 10           | 230 135           | 210 860           |
| Immobilisations incorporelles                     | 11           | 21 471            | 18 024            |
| Immobilisations corporelles                       | 12           | 6 363             | 6 130             |
| Autres actifs                                     | 13           | 821 616           | 772 780           |
| Comptes de régularisation                         | 14           | 253 516           | 464 165           |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                                |              | <b>54 548 534</b> | <b>50 095 269</b> |

  

| <b>PASSIF - en milliers d'euros</b>        | <b>Notes</b> | <b>12/2024</b>    | <b>12/2023</b>    |
|--|--------------|-------------------|-------------------|
| Dettes envers les établissements de crédit | 15           | 6 441 961         | 6 571 475         |
| Opérations avec la clientèle               | 16           | 26 018 700        | 24 318 815        |
| Dettes représentées par un titre           | 17           | 15 300 136        | 13 340 543        |
| Autres passifs                             | 18           | 633 646           | 612 566           |
| Comptes de régularisation                  | 19           | 597 780           | 544 891           |
| Provisions                                 | 20           | 167 150           | 158 425           |
| Dettes subordonnées                        | 21           | 1 628 879         | 869 378           |
| <b>Capitaux propres</b>                    |              | <b>3 760 282</b>  | <b>3 679 176</b>  |
| Capital souscrit                           | 22           | 100 000           | 100 000           |
| Primes d'émission et de fusion             | 22           | 258 807           | 258 807           |
| Réserves                                   | 22           | 319 614           | 319 614           |
| Ecart de réévaluation                      | 22           | 76                | 76                |
| Report à nouveau                           | 22           | 2 400 680         | 2 227 938         |
| Résultat de l'exercice                     | 22           | 681 105           | 772 741           |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                        |              | <b>54 548 534</b> | <b>50 095 269</b> |

**COMPTE DE RESULTAT**

| En milliers d'euros  | Notes | 12/2024          | 12/2023          |
|--|-------|------------------|------------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 29    | 2 770 335        | 2 219 294        |
| Intérêts et charges assimilées   | 30    | (2 099 753)      | (1 755 610)      |
| Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées   | 31    | 915 810          | 825 487          |
| Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées  | 31    | (815 145)        | (698 408)        |
| Produits sur opérations de location simple   | 32    | 56 660           | 56 042           |
| Charges sur opérations de location simple  | 32    | (41 678)         | (43 333)         |
| Revenus des titres à revenu variable   | 33    | 435 593          | 490 917          |
| Commissions (Produits)   | 34    | 71 057           | 67 808           |
| Commissions (Charges)  | 34    | (71 100)         | (65 832)         |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation                                    | 35    | (13 944)         | (9 394)          |
| Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées                        | 35    | (140 502)        | 132 498          |
| Autres produits d'exploitation   | 36    | 226 153          | 188 773          |
| Autres charges d'exploitation  | 37    | (31 636)         | (36 219)         |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  |       | <b>1 261 850</b> | <b>1 372 023</b> |
| Charges générales d'exploitation   | 38    | (340 279)        | (340 334)        |
| Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles |       | (3 112)          | (2 012)          |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>918 459</b>   | <b>1 029 677</b> |
| Coût du risque   | 39    | (89 268)         | (70 347)         |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>829 191</b>   | <b>959 330</b>   |
| Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés  | 40    | (36 287)         | (9 598)          |
| <b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>  |       | <b>792 904</b>   | <b>949 732</b>   |
| Impôts sur les bénéfices   | 41    | (111 799)        | (176 991)        |
| <b>RESULTAT NET</b>  |       | <b>681 105</b>   | <b>772 741</b>   |

**ENGAGEMENTS HORS-BILAN**

| En milliers d'euros        | Notes | 12/2024           | 12/2023           |
|----------------------------|-------|-------------------|-------------------|
| <b>Engagements donnés</b>  | 25    | <b>13 491 253</b> | <b>9 637 885</b>  |
| Engagements de financement |       | 5 984 064         | 1 526 784         |
| Engagements de garantie    |       | 1 246 568         | 1 034 283         |
| Autres engagements donnés  |       | 6 260 621         | 7 076 818         |
| <b>Engagements reçus</b>   | 26    | <b>17 334 174</b> | <b>16 657 191</b> |
| Engagements de financement |       | 8 730 484         | 9 401 627         |
| Engagements de garantie    |       | 8 603 690         | 7 255 564         |

**Annexe aux comptes annuels****1.1 Événements significatifs relatifs à l'exercice****Nouvelles émissions de fonds communs de titrisation**

Sur le marché de la titrisation, RCI Banque S.A. a placé pour environ 822 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande et pour environ 765 M€ de titres adossés à des crédits octroyés par sa société mère française.

La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€.

**MeinAuto**

Le 02 janvier 2024, RCI Banque S.A., par le biais de sa filiale Mobilize Lease&Co SAS, a acquis la totalité des titres des entités : MS Mobility Solutions GmbH, DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH, Mobility Concept GmbH et sa filiale Mein Auto GmbH, pour une valeur totale de 248 M€. Ces quatre entités sont consolidées par intégration globale.

Cette acquisition, la première pour Mobilize Lease&Co SAS depuis la création de cette filiale en novembre 2022, a permis d'accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Le goodwill est estimé à 84 M€ pour une juste valeur des actifs acquis de 164 M€.

## Acquisition de titres

En 2024, RCI Banque S.A. a participé aux augmentations de capital d'entités dont les principales sont les suivantes : RCI Servicios Colombia pour 7,9 M€, ORFIN Finasman Anonim Sirketi pour 8,2 M€ et BIPICAR Mobility SL pour 22,5 M€ (Voir Note 8 – Variations des parts dans les entreprises liées et autres participations).

## 1.2 Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014 (modifié par le règlement ANC n° 2020-10 du 22/12/2020) relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des comptes des entreprises du secteur bancaire. Ils intègrent les comptes des succursales à l'étranger.

La société RCI Banque S.A. compte 10 succursales implantées à l'étranger :

- En Allemagne, la succursale finance les ventes des réseaux Renault et Nissan ;
- En Italie, la succursale est dédiée au financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- En Argentine, l'activité de la succursale concerne le financement aux réseaux ;
- Au Portugal, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux, ainsi que du leasing ;
- En Slovénie, la succursale finance les stocks de Véhicules Neufs et de Pièces Détachées des concessionnaires Renault du pays et propose une activité de Retail Credit et Leasing ;
- En Espagne, la succursale assure le financement à la clientèle et aux réseaux des marques Renault et Nissan ;
- En Suède, l'entité propose une offre de financements aux concessionnaires et aux clients finaux de Renault établis en Suède, au Danemark, en Finlande et en Norvège ;
- En Autriche, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux ;
- En Irlande, la succursale réalise des financements aux réseaux ;
- En Pologne, la succursale réalise des financements à la clientèle et aux réseaux.

### 1.2.1 Evolution des principes comptables d'évaluation et de présentation des comptes.

Il n'y a pas eu d'évolution significative en termes d'évaluation ou de présentation des comptes annuels au cours de l'année.

### 1.2.2 Créances sur la clientèle

#### Principe d'évaluation et de présentation des prêts et créances sur la clientèle

Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau appartiennent à la catégorie des « prêts et créances émis par l'entreprise ». A ce titre, elles sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Le coût amorti des créances de financement des ventes comprend, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêts reçues du constructeur ou du réseau, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Ces différents éléments, qui concourent au rendement de la créance, sont présentés en minoration ou majoration du montant de la créance. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26/11/2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits évaluable sont présentés au bilan, avec l'encours de crédit concerné (opérations avec la clientèle).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments évaluable sont présentés dans le produit net bancaire.

#### Identification du risque de crédit

RCI Banque S.A. utilise actuellement différents systèmes de notation interne :

- Une notation groupe pour les emprunteurs « Réseau », utilisée aux différentes phases de la relation avec l'emprunteur (acceptation initiale, suivi du risque, dépréciation) ;
- Une notation groupe pour les contreparties bancaires, établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie ;
- Pour les emprunteurs « Clientèle », différents systèmes de score d'acceptation sont utilisés en fonction des filiales et des types de financement concernés.



Toute créance présentant un risque avéré de non-recouvrement partiel ou total est classée parmi l'une des deux catégories suivantes :

- Encours douteux : le classement en créance douteuse intervient au plus tard lorsqu'une échéance est impayée depuis plus de trois mois. Le classement en douteux d'une créance entraîne le transfert en créance douteuse de l'intégralité des encours sur le client concerné ;
- Encours compromis : l'identification des encours compromis intervient lorsque la déchéance du terme (crédit) ou la résiliation du contrat (location) est prononcée en raison de la situation financière dégradée de la contrepartie. En l'absence de déchéance du terme ou résiliation, elle intervient un an au plus tard après le classement en encours douteux.

Compte tenu de l'incidence de pratiques de gestion locales différenciées, la déchéance du terme ou la résiliation n'ont pas lieu au même âge dans les différents pays où s'exerce l'activité de RCI Banque S.A. Toutefois, on constate une certaine convergence des pratiques par grandes zones géographiques :

- Europe du Nord : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 3 à 4 mois qui suivent le premier impayé ;
- Europe du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation a généralement lieu dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé ;
- Amérique du Sud : la déchéance du terme ou la résiliation intervient généralement dans les 6 à 8 mois qui suivent le premier impayé.

Les indemnités de résiliation et intérêts de retard sur les créances douteuses et compromises sont comptabilisés et dépréciés intégralement jusqu'à leur encaissement.

Le retour d'un encours douteux vers l'encours sain intervient après une période probatoire de trois mois à compter de la date d'apurement des arriérés, période probatoire étendue à deux ans pour les encours restructurés.

#### **Facteurs réducteurs de risque**

RCI Banque S.A. pratique de manière limitée et localisée le recours à la cession des créances douteuses.

#### **Dépréciation pour risque de crédit**

Des dépréciations pour risque de crédit avéré sont constituées pour couvrir les risques de non-recouvrement des créances. Ces dépréciations sont déterminées sur base individuelle (selon le cas, de manière unitaire ou à partir d'une approche statistique des risques) ou sur base collective et classées au bilan en déduction des postes d'actif auxquels elles se rattachent.

#### **Activité Clientèle**

L'approche statistique sur base individuelle est appliquée à l'activité Clientèle. Elle vise à estimer la perte finale sur l'encours douteux, l'encours compromis et l'encours avec incident de paiement. Les créances « Clientèle » sont dépréciées par groupes de risque représentatifs des types de financement et des biens financés.

Les flux prévisionnels utilisés dans le cadre de la dépréciation statistique sont déterminés par l'application au montant des créances lors du défaut, d'un taux de récupération périodique en fonction de la durée écoulée suite au passage en douteux. Les flux de récupération sont projetés sur une durée de plusieurs années à l'issue de laquelle le dernier flux représente un forfait des récupérations au-delà de cette durée. Les taux de récupération utilisés résultent de l'observation des récupérations réelles, lissées sur une période de 12 mois.

La dépréciation sur encours douteux est calculée en comparant la valeur recouvrable estimée, constituée des flux de récupération prévisionnels actualisés, avec la valeur comptable des créances concernées. Etant donné le caractère statistique de la méthode permettant de mesurer les flux de récupération prévisionnels, le calcul de la valeur recouvrable estimée est effectué non pas individuellement pour chaque créance, mais collectivement par génération de contrats.

L'encours incidenté non douteux est déprécié en tenant compte de la probabilité de passage en douteux et sur la base d'un taux de récupération au moment du passage en douteux. Il s'agit d'incurred loss, le fait avéré étant constitué par un défaut de paiement inférieur à 3 mois.

Dans le cas où l'approche statistique sur base individuelle n'est pas pertinente, les créances incidentées et douteuses font l'objet d'un suivi unitaire, la dépréciation est alors déterminée en fonction d'une classification des entreprises et des phases de recouvrement ou de procédures engagées.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

#### **Activité Réseau**

Les dépréciations pour risques de crédit de l'activité réseau sont calculées selon 3 types de créances : incidentée, douteuse et compromise, dont les faits générateurs et le principe de calcul sont décrits ci-après.

L'estimation des pertes à provisionner sur les créances incidentées se base exclusivement sur des méthodes statistiques. Le classement dans la catégorie des créances incidentées est toujours généré par des faits tels que : dégradation de la structure financière, perte de rentabilité, irrégularité de paiement, anomalie des contrôles de stock.

Les dépréciations pour créances douteuses sont déterminées de façon unitaire et individuelle en fonction des encours produits (véhicule neuf, véhicule d'occasion, pièces de rechange, cash, ...) et selon une classification des contreparties en état de pré-alerte ou en état d'alerte et après une dégradation continue et critique des indicateurs cités ci-dessus par les opérationnels de RCI Banque S.A.

Les encours non douteux et non incidentés qui sont ainsi classés sains ne font pas l'objet de dépréciations.

### **Règles de passage en pertes**

Lorsqu'une créance présente un risque avéré depuis trois ans et qu'aucun élément ne permet d'envisager le recouvrement, le montant de la dépréciation est repris et l'encours brut est passé en pertes sur créances irrécouvrables.

### **Dépréciation des valeurs résiduelles**

RCI Banque S.A. assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement.

La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée / kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, une dépréciation est constituée en comparant :

- la valeur économique du contrat : à savoir, la somme des flux futurs contractuels et de la valeur résiduelle réestimés aux conditions de marché à la date d'évaluation et actualisés au taux du contrat ;
- la valeur comptable inscrite au bilan au moment de la valorisation.

La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

La dépréciation est calculée sans compensation avec les profits éventuels.

### **1.2.3 Opérations de crédit-bail et de location financière**

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de crédit-bail, de location avec option d'achat ou de location longue durée figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont calculés linéairement en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Conformément au règlement ANC n° 2014-07 du 26/11/2014, les commissions versées aux apporteurs d'affaires sont étalées sur la durée de vie effective du contrat selon une méthode actuarielle ou linéaire. Les commissions versées aux apporteurs d'affaires, ainsi que les bonifications reçues, frais de dossiers et autres charges ou produits évaluable sont présentés au bilan, avec le compte rattaché de l'actif immobilisé concerné (opérations de crédit-bail et assimilées).

Au compte de résultat, ces mêmes éléments évaluable sont présentés dans le produit net bancaire.

### **1.2.4 Opérations de location simple**

Les immobilisations faisant l'objet de contrats de location simple, figurent à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition, diminué des amortissements pratiqués. Le coût d'acquisition comprend l'ensemble des frais accessoires d'acquisition inclus dans le montant du refinancement accordé et servant de base à la détermination des loyers.

Les amortissements sont déterminés en fonction de la durée normale d'utilisation des biens concernés.

Les locations de batteries de véhicules électriques sont classées en location simple. Les durées de vie des batteries ont été fixées de 8 à 10 ans en fonction du type de véhicules électriques.

### **1.2.5 Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme**

#### **Titres de participation et parts dans les entreprises liées**

Relèvent de cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres, ou d'en assurer le contrôle.

On considère comme " Parts dans les entreprises liées " les titres des entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable. Les autres titres relevant de cette catégorie mais qui ne sont pas susceptibles d'être inclus par intégration globale dans ce même ensemble sont classés en " Titres de participation ".

#### **Autres titres détenus à long terme**

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

#### **Principe d'évaluation et de dépréciation**

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976 (réévaluation légale).

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur d'utilité est inférieure à ce coût d'acquisition. Celle-ci est généralement déterminée en fonction de la quote-part d'actif net détenue, calculée selon les principes comptables retenus pour l'établissement des comptes consolidés.

Les dividendes correspondants sont comptabilisés dans l'année de leur mise en paiement.

### **1.2.6 Effets publics et valeurs assimilées, Obligations, actions et titres à revenu fixe ou variable**

Ces postes regroupent, conformément à la réglementation bancaire française, les valeurs mobilières, les instruments du marché interbancaire, les bons du Trésor et autres titres de créances négociables.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque S.A. n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

Les titres sont classés en trois catégories :

#### **Titres de transaction**

Ce sont des titres destinés à être cédés à brève échéance. L'évaluation de ce portefeuille se fait à la valeur de marché coupons courus inclus et les différences d'évaluation sont comptabilisées au compte de résultat.

#### **Titres de placement**

Les titres de placement regroupent les titres acquis dans l'intention de les détenir pour une période supérieure à six mois.

Ces titres sont inscrits au bilan pour leur coût d'acquisition, hors intérêts courus pour les obligations. Pour les titres à revenu fixe, les différences positives ou négatives apparaissant entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (décote ou prime) font l'objet d'un étalement sur la durée de vie restante des titres. Cet étalement est porté au compte de résultat.

Des dépréciations sont constituées lorsque la valeur de marché d'une ligne de titres à la date de clôture est inférieure au coût d'acquisition ou à la valeur comptable corrigée de l'étalement des décotes et primes.

#### **Titres d'investissement**

Les titres d'investissement comprennent exclusivement des titres à revenu fixe acquis avec l'intention de les conserver de façon durable, en principe jusqu'à leur échéance.

Ces titres sont soit couverts par des instruments de taux d'intérêt pour les protéger de façon durable contre le risque de taux, soit adossés à des financements long terme permettant leur conservation effective jusqu'à l'échéance.

Les décotes ou primes sont étalées sur la durée de vie restante des titres.

Les dépréciations ne sont constituées que lorsqu'il existe une forte probabilité de défaillance de l'émetteur des titres. Les moins-values latentes sont uniquement comptabilisées s'il existe une forte probabilité que RCI Banque S.A. conserve ces titres jusqu'à l'échéance.

### 1.2.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amorties linéairement sur les durées d'utilisation estimées suivantes :

- Constructions 15 à 40 ans ;
- Autres immobilisations corporelles 4 à 8 ans ;
- Logiciels informatiques acquis 1 à 3 ans.

### 1.2.8 Emprunts

#### Primes et frais d'émission de titres ou d'obligations

Les primes et frais d'émission sont amortis sur la durée de vie des emprunts et figurent dans les comptes de régularisation.

#### Opérations complexes

Les opérations structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont généralement adossées à des ressources sous forme de dépôts ou émissions de titres et comprennent des swaps comportant une ou plusieurs clauses optionnelles particulières.

Dans le cadre de ces montages, les risques de marché (taux, change) sont strictement neutralisés.

Les résultats de ces opérations sont inscrits au compte de résultat au prorata temporis.

### 1.2.9 Provisions

#### Engagements de retraite et assimilés

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, les coûts des prestations sont estimés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie.

Lorsque les hypothèses de calcul sont révisées, il en résulte un ajustement de la provision.

La charge nette de l'exercice, correspondant à la somme du coût des services rendus, du coût lié à la désactualisation diminuée de la rentabilité attendue des actifs du régime, et de l'étalement du coût des services passés, est entièrement constatée dans les charges de personnel.

#### Provisions risques pays

Les provisions pour risques pays portent sur les créances consenties à certaines filiales et les titres d'investissement détenus par le siège sur ces filiales, et permettent de déduire du résultat fiscal un pourcentage de ces encours. Le pourcentage appliqué ainsi que les pays sur lesquels se calcule la provision sont listés dans la lettre de la Direction de la Législation Fiscale du 24/07/2004.

Les filiales sur lesquelles RCI Banque S.A. calcule cette provision sont situées dans des pays :

- De catégorie I avec déduction fiscale de 5 % : Slovaquie, Hongrie, Corée, République tchèque et Pologne ;
- De catégorie II avec déduction fiscale de 10 % : Maroc, Roumanie, Slovaquie, Inde et Croatie ;
- De catégorie III avec déduction fiscale de 30 % : Argentine et Brésil.

### 1.2.10 Conversion des éléments en devises

#### Conversion des comptes des succursales étrangères

Les succursales à l'étranger sont gérées comme des établissements autonomes. Par conséquent, il a été estimé plus pertinent de traduire les comptes des succursales à l'étranger comme ceux des filiales, à savoir :

- Les postes du bilan sont convertis au taux de clôture ;
- Les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de l'exercice, ce dernier est utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes sauf cas de fluctuation significative ;
- Les écarts de conversion de l'hors-bilan sont inclus dans les comptes de régularisation, en compte d'ajustement devises.

#### Opérations en devises

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires exprimés en devises sont convertis au taux de clôture. Les différences de change dégagées à cette occasion sont comptabilisées dans le compte de résultat.

Les écarts résultant de la conversion des titres de participations et de filiales libellés en devises et financés en euros sont inscrits dans des comptes d'écart de conversion ; ceux-ci sont regroupés dans les postes de bilan avec les comptes de titres auxquels ils se rapportent.

Les pertes de change ne sont provisionnées que si une cession ou un remboursement des titres est prévu au cours de l'exercice suivant. De même cet écart de change n'est passé au compte de résultat qu'en cas de cession ou remboursement pour la partie des montants afférente aux titres cédés ou remboursés.

### 1.2.11 Instruments financiers de change et de taux

Les opérations sur instruments financiers à terme non dénouées figurent dans les engagements hors bilan.

Ces instruments s'inscrivent dans une activité de marché, RCI Banque S.A. n'ayant pas vocation à faire de l'intermédiation.

#### Instruments financiers de taux d'intérêt négociés sur les marchés de gré à gré

Il s'agit principalement d'opérations d'échange de taux d'intérêt dans le cadre d'une gestion du risque global de taux. Les charges et produits relatifs à ces opérations d'échange de taux d'intérêt sont inscrits au compte de résultat au prorata temporis. Par ailleurs, les résultats dégagés sur les autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt, tels que les Forward Rate Agreements (F.R.A.), les caps, les floors et les collars, sont inscrits au compte de résultat de manière échelonnée sur la durée de vie des éléments couverts.

Lorsque le groupe est amené à prendre des positions isolées, les instruments concernés, traités sur des marchés de gré à gré sont valorisés selon la méthode suivante : les flux futurs certains sont actualisés sur une courbe de taux zéro coupon de la classe d'instruments correspondants. Les cotations de courbes de taux et de change sont extraites quotidiennement et automatiquement. Seules les moins-values relatives à des ensembles homogènes de contrats sont provisionnées.

#### Instruments de change

Les instruments de change ont essentiellement pour but de couvrir le risque de change. Le résultat relatif à ces opérations est pris en compte de manière symétrique sur la durée de vie des éléments couverts.

### 1.2.12 Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés

L'exposition relative au risque de contrepartie est suivie selon deux méthodes.

Le suivi individualisé du risque de contrepartie est fondé sur une méthode forfaitaire interne. Il tient compte, en outre, du risque de livraison et s'appuie sur une méthode de notation interne (déterminée conjointement avec l'actionnaire Renault) qui permet de lier la limite attribuée à chaque contrepartie à une note tenant compte de plusieurs facteurs de risque pondérés : niveau des fonds propres, ratio de solvabilité financière, notations long terme et court terme par les agences de rating, appréciation qualitative de la contrepartie.

La méthode forfaitaire est également employée pour mesurer le risque global de contrepartie encouru sur l'ensemble des produits dérivés contractés par RCI Banque S.A. Elle est fondée sur des coefficients de pondération.

Ces coefficients de pondération sont liés au type d'instruments (3 % par an pour les opérations libellées en une seule devise, et 12 % par an sur les deux premières années de la durée de vie initiale puis 4 % sur les années suivantes pour les opérations engageant deux devises) et à la durée de l'opération. Ces coefficients sont volontairement plus élevés que ceux prévus par la réglementation sur l'adéquation des fonds propres, ce qui correspond à une approche délibérément prudente et conservatrice dans les conditions actuelles du marché. Il n'est pas fait de compensation entre les risques liés aux positions se neutralisant avec une même contrepartie.

Un suivi global en méthode « mark to market positif + add-on » est également réalisé.

Il est fondé sur la méthode réglementaire dite des grands risques. Pour les dépôts et excédents de trésorerie en compte courant, l'exposition est comptabilisée sur la base du montant nominal. Pour les produits dérivés (taux et change), celle-ci est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d'un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (Arrêté du 20 février 2007 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement article 267-3) comme suit :

| Durée résiduelle     | Contrats sur taux d'intérêts (en % du nominal) | Contrats sur taux de change (en % du nominal) |
|----------------------|--|---|
| ≤ 1 an               | 0 %  | 1,00 %  |
| 1 an < durée ≤ 5 ans | 0,50 %   | 5,00 %  |
| > 5 ans              | 1,50 %   | 7,50 %  |

### 1.2.13 Secteurs Opérationnels

RCI Banque S.A. a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et de services à ses deux marchés de référence : la clientèle finale (Grand Public et Entreprises) et le Réseau de concessionnaires des marques Renault, Nissan, Dacia, Renault Samsung Motors et Mitsubishi.

Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication. L'organisation du groupe a été aménagée pour être en parfaite cohérence avec ces deux clientèles, pour renforcer son rôle de pilotage et de support, ainsi que pour accroître l'intégration avec Renault et Nissan, notamment dans les aspects marketing et commerciaux.

La répartition par marché a donc été adoptée en tant que segmentation opérationnelle. Elle correspond à l'axe stratégique développé par l'entreprise. Les informations présentées sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité Exécutif Groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel ».

- L'activité Réseau recouvre les financements octroyés au Réseau de concessionnaires des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.
- L'activité Clientèle recouvre l'ensemble des financements et services associés, autres que ceux du Réseau.
- Les activités de refinancement et de holding sont regroupées au sein des « Autres activités ».

### 1.2.14 Implantation par zones géographiques

Une ventilation par zone géographique d'implantation est présentée dans les notes annexes pour les postes du Bilan et du Compte de Résultat jugés les plus pertinents (conformément à l'article 1124-51 du règlement de l'ANC 2014-07).

### 1.2.15 Entreprises liées

Lorsque le montant est significatif, la part des opérations entre la société et les entreprises liées est présentée dans les notes annexes au Bilan et au Compte de Résultat. La grande majorité des entreprises liées est constituée des filiales de RCI Banque S.A. Ces transactions sont conclues aux conditions normales de marché.

### 1.2.16 Consolidation

RCI Banque S.A. appartient au groupe Mobilize Financial Services. Le groupe établit depuis 2005 ses comptes consolidés en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'approuvé par l'Union Européenne à la date de préparation de ses états financiers, conformément à l'option prévue en France pour les groupes publiant des comptes consolidés.

RCI Banque S.A, société mère du groupe, est une société anonyme à conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15, rue d'Uzès, 75002 PARIS.

RCI Banque S.A. a pour principale activité le financement des marques des groupes Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre portent sur la Société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

La société RCI Banque S.A. est consolidée par intégration globale dans le groupe Mobilize Financial Services qui est lui-même consolidé par intégration globale dans les comptes du groupe Renault.

### 1.3 Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

### 1.4 Adaptation à l'environnement économique et financier

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque S.A. maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

#### 1.4.1 Liquidité

RCI Banque S.A. porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 et désormais présente dans 6 pays différents (France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Espagne et Pays-Bas) s'inscrit dans cette stratégie de diversification. Elle a permis de créer une ressource alternative et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe. Elle vient également renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, RCI Banque S.A. se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, RCI Banque S.A. est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité de RCI Banque S.A. prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **Appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **Refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **Réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;
- **Prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;
- **Scénarios de stress** : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressés sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;
- **Plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

#### 1.4.2 Risque de crédit

La qualité de portefeuille crédit (mesurée par le taux de prêts non performants) s'est maintenue à 2.5 % des encours clientèles (hors Réseau) en défaut en décembre 2024, en recul de 8 points de base par rapport à décembre 2023. Les encours en défaut suivent la croissance de l'encours total depuis décembre 2023.

En matière de politique d'octroi de crédit, la mise en œuvre et le renforcement des procédures d'acceptation des particuliers et des entreprises s'est poursuivie. De nouvelles règles ont été notamment publiées au 1<sup>er</sup> semestre 2024 pour encadrer les expositions maximales et les schémas délégataires pour les financements de location opérationnelle. RCI Banque S.A. conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de profitabilité.

#### 1.4.3 Rentabilité

RCI Banque S.A. revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des

financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

#### 1.4.4 Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

#### 1.4.5 Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2024.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisés par le Comité Financier. RCI Banque S.A. porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), RCI Banque S.A. investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

#### 1.4.6 Environnement macroéconomique

Aux Etats Unis, le maintien de taux directeurs élevés a permis de faire baisser l'inflation. Après avoir atteint un point haut à 3,5 % fin mars 2024, l'inflation est passée de 3,4 % à fin 2023 à 2,7 % fin novembre 2024. La croissance économique est restée dynamique en 2024, avec une moyenne de 2,6 % contre 3,2 % en 2023. Le marché de l'emploi est resté fort, montrant cependant des signes de ralentissement. En effet, les créations d'emplois ont diminué et le taux de chômage a augmenté depuis mars 2024, atteignant 4,2 % en novembre. Ainsi, la Fed a entamé un assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir maintenu les taux directeurs inchangés depuis juillet 2023, elle a réduit ses taux directeurs de 50 points de base en septembre, puis de 25 points de base en novembre et en décembre 2024. Le marché prévoit deux autres baisses en 2025 pour atteindre 3,9 %.

En Europe, le resserrement monétaire opéré par la BCE depuis 2022 a permis de faire baisser l'inflation de 2,9 % à fin 2023 à 2,4 % fin décembre 2024. La baisse des taux directeurs entamée en juin 2024 a ouvert une nouvelle phase de normalisation monétaire. La BCE a ainsi réduit ses taux directeurs à quatre reprises (100 pts de base au total) en 2024. Le marché anticipe quatre baisses supplémentaires en 2025 (100 pts de base) majoritairement au premier semestre, afin d'atteindre un niveau de 2 % en juin. L'objectif est d'atteindre ce niveau de taux jugé neutre, voire un niveau plus bas en cas de faible croissance dans les principaux pays européens (PIB du 3<sup>ème</sup> trimestre : 0,9 % annuel). L'institution n'a donné aucune indication sur ses prochaines décisions de politique monétaire et a réitéré la dépendance des décisions aux données économiques disponibles à chaque réunion.

Au Royaume uni, l'inflation a fortement diminué, passant de 4 % à fin 2023 à 1,7 % à fin septembre 2024 pour se stabiliser à 2,6 % en fin d'année. L'économie s'est légèrement redressée avec un PIB en croissance de 0,9 % à fin septembre, contre -0,3 % à fin 2023. Le marché de l'emploi se normalise, avec un taux de chômage revenant à 4,3 %, proche des niveaux de fin 2023. La hausse des salaires a progressé significativement au premier semestre, puis a ralenti en atteignant un creux de 3,8 % fin août avant de remonter à 4,6 % fin octobre, contre 5,8 % fin 2023. Les élections générales de juillet 2024 ont marqué le retour au pouvoir du parti travailliste après 15 ans de gouvernement conservateur. La priorité du nouveau gouvernement est le retour de la croissance après une période prolongée d'instabilité économique. La Banque d'Angleterre (BOE) a abaissé son taux directeur à deux reprises de 25 points de base en juillet et novembre 2024. Le marché anticipe deux nouvelles baisses de 25 points de base en 2025, pour atteindre 4,1 % fin 2025.

Les marchés actions continuent d'afficher de bonnes performances malgré quelques périodes de retournement passagères. Les valeurs américaines et européennes profitent de la baisse de l'inflation et de la solidité des bénéfices des entreprises dans un environnement économique et géopolitique incertain. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +8,3 % et +23,3 % depuis la fin de 2023. Après s'être écarté



tout début 2024, l'indice IBOXX Corporate Bond Euro qui avait clôturé l'année 2023 à 91 points de base, s'est resserré jusqu'à début juillet, atteignant un point bas à 82 points de base. Depuis début octobre, il a commencé à s'écarter fortement pour atteindre 99 points de base à fin décembre.

1.4.7 Refinancement

Dans ce contexte, RCI Banque S.A. a émis l'équivalent de 5,1 Md€ sur le marché obligataire en 2024. RCI Banque S.A. a émis six émissions publiques senior en Euro respectivement de 2 ans et un jour (400 M€), 3,5 ans (800 M€), 4 ans (600 M€ Green bond), 5 ans (600 M€ augmenté à 700 M€ en octobre), 6 ans (800 M€) et 7 ans (700 M€) et une émission en CHF de 5 ans (120 M CHF). La filiale Polonaise a par ailleurs émis deux émissions à 3 ans pour un total de 850 M PLN. RCI Banque S.A. a également renforcé sa structure de capital en émettant une deuxième souche de dette subordonnée Tier 2 NC 10,25 NC 5,25 (750 M€).

Sur le marché de la titrisation, RCI Banque S.A. a lancé deux opérations publiques au cours de l'année 2024. Une transaction de 822 M€ adossée à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande a été placée au cours du premier semestre 2024. La deuxième transaction a été émise pour 765 M€ adossée à des crédits octroyés par sa filiale française. La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour deux années supplémentaires. Le montant des deux premières opérations a été légèrement augmenté pour atteindre 700 M€ au Royaume-Uni et 450 M€ en Allemagne.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 2,3 Md€ depuis le début d'année pour s'établir à 30,5 Md€.

Par ailleurs, RCI Banque S.A. a renforcé son système de surveillance du risque de liquidité en introduisant de multiples scénarios de crise de liquidité dont la gravité et la vitesse de propagation varient. Ces scénarios comprennent des hypothèses de stress sur le financement du marché et des sorties massives de dépôts. La banque a défini un horizon de continuité des activités pour chaque scénario et effectue régulièrement des tests de résistance pour évaluer sa résilience. Au mois de décembre 2024, la réserve de liquidité (périmètre européen) s'élevait à 14,8 Md€, permettant de répondre à l'appétit pour le risque interne de continuité d'activité dans chaque scénario de stress de liquidité.

Cette réserve se décompose en 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 4,6 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 5,6 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) et 0,2 Md€ d'actifs financiers.

1.5 Notes sur les comptes annuels

Note 1 : Caisse, Banques centrales et CCP (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature                     | 12/2024   | 12/2023   |
|--|-----------|-----------|
| Caisse                                     | 12        | 14        |
| Banques centrales et CCP                   | 4 652 329 | 3 610 456 |
| Créances rattachées                        | 367       | 1 127     |
| Total des caisse, banques centrales et CCP | 4 652 708 | 3 611 597 |

Note 2 : Effets publics et valeurs assimilées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature                         | 12/2024 | 12/2023 |
|--|---------|---------|
| Titres à revenu fixe                           | 4 980   |         |
| Total des effets publics et valeurs assimilées | 4 980   |         |

Les titres à revenu fixe sont constitués de Bons du Trésor argentin acquis en 2024 par la succursale de RCI Banques S.A. en Argentine.

Note 3 : Créances sur les établissements de crédit (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature  | 12/2024    | 12/2023    |
|---|------------|------------|
| Créances à vue sur établissements de crédit                   | 419 560    | 491 192    |
| Comptes ordinaires débiteurs                                  | 345 497    | 437 196    |
| Prêts au jour le jour   | 72 461     | 53 520     |
| Créances rattachées   | 1 602      | 476        |
| Créances à terme sur établissements de crédit                 | 15 458 219 | 13 330 238 |
| Prêts participatifs ou subordonnés                            | 325 038    | 115 068    |
| Comptes et prêts à terme                                      | 14 894 365 | 13 047 947 |
| Créances rattachées   | 238 816    | 167 223    |
| Total des prêts et créances sur les établissements de crédit* | 15 877 779 | 13 821 430 |
| (*) Dont entreprises liées                                    | 15 706 319 | 13 612 531 |

Les entreprises liées correspondent essentiellement aux opérations de refinancement des filiales.

Les créances vis-à-vis des établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale Européenne.

#### Note 4 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature   | 12/2024           | 12/2023           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Crédits non douteux à la clientèle</b>                          | <b>12 452 867</b> | <b>11 581 507</b> |
| Encours de crédit affecté non titrisé                              | 7 979 871         | 7 586 581         |
| Encours sur financement réseaux                                    | 4 490 992         | 4 012 643         |
| Créances rattachées sur contrats non douteux                       | 13 045            | 11 466            |
| Dépréciation des créances impayées                                 | (31 041)          | (29 183)          |
| <b>Crédits douteux à la clientèle</b>                              | <b>67 927</b>     | <b>66 253</b>     |
| Créances rattachées sur contrats douteux                           | 1 749             | 1 192             |
| Créances sur contrats douteux                                      | 95 943            | 94 577            |
| Dépréciation des contrats douteux                                  | (44 526)          | (41 197)          |
| Créances sur contrats douteux compromis                            | 82 581            | 91 920            |
| Dépréciation des contrats douteux compromis                        | (67 820)          | (80 239)          |
| <b>Concours divers</b>   | <b>6 378 486</b>  | <b>5 383 363</b>  |
| Créances commerciales  | 350 418           | 141 467           |
| Prêts à la clientèle financière                                    | 177 279           | 194 936           |
| Autres concours à la clientèle                                     | 5 394 460         | 4 935 065         |
| Prêts participatifs ou subordonnés sur la clientèle non financière | 186 187           | 14 000            |
| Valeurs non imputées   | 163 017           | 9 152             |
| Créances rattachées sur concours divers                            | 106 223           | 88 326            |
| Créances douteuses sur concours divers                             | 902               | 417               |
| <b>Comptes ordinaires</b>  | <b>595 840</b>    | <b>532 031</b>    |
| Comptes ordinaires sains   | 595 135           | 484 587           |
| Créances rattachées sur comptes ordinaires non douteux             | 700               | 47 444            |
| Comptes ordinaires douteux   | 6                 |                   |
| Dépréciation des comptes ordinaires                                | (1)               |                   |
| <b>Etalements</b>  | <b>135 809</b>    | <b>210 919</b>    |
| Etalement des bonifications reçues                                 | (230 784)         | (182 585)         |
| Etalement des frais de dossier reçus                               | (91 016)          | (80 151)          |
| Etalement des commissions versées                                  | 383 446           | 379 320           |
| Etalement des autres charges versées                               | 74 163            | 94 335            |
| <b>Total net des créances sur la clientèle*</b>                    | <b>19 630 929</b> | <b>17 774 073</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 5 725 762         | 5 207 348         |

| Ventilation par secteurs d'activité | 12/2024          | 12/2023          |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Financement clientèle</b>        | <b>8 175 304</b> | <b>7 849 333</b> |
| Valeur brute des encours            | 8 294 172        | 7 973 915        |
| - dont Contrats non douteux         | 8 129 341        | 7 809 359        |
| - dont Contrats douteux             | 86 064           | 75 524           |
| - dont Contrats douteux compromis   | 78 767           | 89 032           |
| Dépréciation des encours            | (118 868)        | (124 582)        |
| - dont Contrats non douteux         | (14 249)         | (13 108)         |
| - dont Contrats douteux             | (39 872)         | (34 053)         |
| - dont Contrats douteux compromis   | (64 747)         | (77 421)         |
| <b>Financement réseaux</b>          | <b>4 481 299</b> | <b>4 009 347</b> |
| Valeur brute des encours            | 4 505 818        | 4 035 384        |
| - dont Contrats non douteux         | 4 490 376        | 4 012 251        |
| - dont Contrats douteux             | 11 628           | 20 245           |
| - dont Contrats douteux compromis   | 3 814            | 2 888            |
| Dépréciation des encours            | (24 519)         | (26 037)         |
| - dont Contrats non douteux         | (16 792)         | (16 074)         |
| - dont Contrats douteux             | (4 654)          | (7 145)          |
| - dont Contrats douteux compromis   | (3 073)          | (2 818)          |
| <b>Autres activités</b>             | <b>6 974 326</b> | <b>5 915 393</b> |
| Valeur brute des encours            | 6 974 327        | 5 915 393        |
| - dont Contrats non douteux         | 6 974 321        | 5 915 393        |
| - dont Contrats douteux             | 6                |                  |
| - dont Contrats douteux compromis   |                  |                  |
| Dépréciation des encours            | (1)              |                  |

|   |            |            |
|---|------------|------------|
| - dont Contrats non douteux             |            | (1)        |
| - dont Contrats douteux                 | (1)        | 1          |
| - dont Contrats douteux compromis       |            |            |
| Total net des créances sur la clientèle | 19 630 929 | 17 774 073 |

Note 5 : Obligations et autres titres à revenu fixe (En milliers d’euros)

| Ventilation par nature                                    | 12/2024   | 12/2023   |
|---|-----------|-----------|
| Titres de placement                                       | 7 230 105 | 7 897 761 |
| Titres à revenu fixe                                      | 7 325 471 | 7 866 487 |
| Créances rattachées sur titres de placement à revenu fixe | 49 044    | 35 182    |
| Dépréciation des titres à revenu fixe                     | (144 410) | (3 908)   |
| Total des obligations et autres titres à revenu fixe*     | 7 230 105 | 7 897 761 |
| (*) Dont entreprises liées                                |           | 1         |
| (*) Dont titres cotés                                     | 6 344 072 | 7 073 362 |

La valeur de marché des titres de placement à revenu fixe est de 7 239,60 M€ à fin décembre 2024 contre 7 972,03 M€ à fin décembre 2023. La plus-value latente s’élève à 72,67 M€ en 2024 (après prise en compte de la décote) contre une plus-value latente de 108,52 M€ en 2023.

Les obligations et autres titres à revenu fixe sont émis avec tous types d’émetteurs.

Détail des titres de placement acquis dans le cadre d’opérations de titrisation

| Entités cédantes                                   | DIAC SA                                    | DIAC SA                                 | DIAC SA                                 | DIAC SA                                  | DIAC SA                                   | Succursale Italienne                       | Succursale Allemande                    | Succursale Allemande                    | Succursale Allemande                     | Succursale Allemande                      | Succursale Allemande                     | Succursale Allemande                      | Succursale Espagnole                |
|--|--|---|---|--|---|--|---|---|--|---|--|---|-------------------------------------|
| Date de début                                      | mai-12                                     | juillet-13                              | octobre-20                              | octobre-20                               | octobre-23                                | juillet-15                                 | mars-14                                 | juillet-17                              | octobre-21                               | avril-24                                  | octobre-21                               | mars-23                                   | novembre-22                         |
| Véhicule d’émission                                | Cars Alliance Auto Loans France FCT Master | FCT Cars Alliance DFP France            | Cars Alliance Auto Leases France Master | Cars Alliance Auto Leases France V2020-1 | CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 | Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l. | Cars Alliance Auto Loans Germany Master | Cars Alliance DFP Germany 2017          | Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1 | Cars Alliance Auto Loans Germany V 2024-1 | Cars Alliance Auto Loans Germany V2021-1 | CARS Alliance Auto Loans Germany V 2023-1 | Cars Alliance Auto Loans Spain 2022 |
| Nature des créances cédées                         | Crédits automobiles à la clientèle         | Créances concessionnaire s indépendants | LOA automobiles à la clientèle (Loyers) | Crédits automobiles à la clientèle       | LOA automobiles (Loyer)                   | Crédits automobiles à la clientèle         | Crédits automobiles à la clientèle      | Créances concessionnaire s indépendants | Crédits automobiles à la clientèle       | Crédits automobiles à la clientèle        | Crédits automobiles à la clientèle       | Crédits automobiles à la clientèle        | Crédits automobiles à la clientèle  |
| Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-24 | Class A Notation AAA<br>162 000            | Class A Notation AA<br>1 000 000        | Class A Notation AAA<br>953 900         | Class A Notation AAA<br>9 419            | Class A Notation AAA<br>90 041            | Class A Notation AA<br>1 834 800           | Class A Notation AAA<br>549 600         | Class A Notation AAA<br>540 000         |  |   | Class A Notation AAA<br>74 912           |   | Class A Notation AA<br>1 120 000    |
|  |  |   |   | Class B Notation AA<br>9 400             |   |  | Class B Non notées<br>40 900            |   | Class B Notation A<br>24 300             |   |  |   |                                     |
| Montant (en Keur) des titres souscrits au 31-12-24 |  |   |   |  |   | Class J Non notées<br>295 600              |   |   | Class C Non notées<br>48 700             |   |  |   |                                     |
|  |  |   |   |  |   |  |   |   |  | Class C Non notées<br>38 710              |  | Class C Non notées<br>37 840              | Class B Non notées<br>107 700       |

Note 6 : Actions et autres titres à revenu variable (En milliers d’euros)

| Ventilation par nature                                | 12/2024 | 12/2023 |
|---|---------|---------|
| Titres à revenu variable                              | 113 420 | 110 989 |
| Total des actions et autres titres à revenu variable* | 113 420 | 110 989 |
| (*) Dont titres cotés                                 | 70 352  | 70 352  |

La valeur de marché des titres de placement à revenu variable est de 116,64 M € à fin 2024 contre 112,07 M € à fin 2023.

La plus-value latente s’élève à 3,2 M € en 2024 (après prise en compte de la décote) contre une plus-value latente de 1,1 M € en 2023.

**Note 7 : Autres titres détenus à long terme (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature   | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>Valeurs brutes des titres</b>                                       | <b>4 212</b> | <b>4 212</b> |
| Autres titres détenus à long terme                                     | 4 212        | 4 212        |
| <b>Dépréciation des titres</b>   | <b>(211)</b> | <b>(211)</b> |
| Dépréciation des autres titres détenus à long terme                    | (211)        | (211)        |
| <b>Total des participations et autres titres détenus à long terme*</b> | <b>4 001</b> | <b>4 001</b> |
| <i>(*) Dont titres cotés</i>   |              |              |

**Note 8 : Participation et parts dans les entreprises liées (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                             | 12/2024          | 12/2023          |
|--|------------------|------------------|
| Parts dans les entreprises liées                   | 2 585 320        | 2 570 051        |
| Titres de participation                            | 47 497           | 23 271           |
| Dépréciation des titres de participation           | (40 350)         | (11 300)         |
| Dépréciation des parts dans les entreprises liées  | (160 823)        | (122 595)        |
| <b>Total des parts dans les entreprises liées*</b> | <b>2 431 644</b> | <b>2 459 427</b> |
| <i>(*) Dont titres cotés</i>                       |                  |                  |

**Variation des parts dans les entreprises liées et autres participations (En milliers d'euros)**

| Variation de la période        | Base             | Dépréciation     |
|--------------------------------|------------------|------------------|
| <b>Solde à l'ouverture</b>     | <b>2 593 322</b> | <b>(133 895)</b> |
| KADENSIS                       |                  | (237)            |
| Trader Mobility Holding GmbH   |                  | (2 891)          |
| Mobilize Pay                   | 800              | (800)            |
| Mobilize Insurance             |                  | (24 000)         |
| Renault Crédit Zrt             |                  | (200)            |
| RCI Servicios Colombia         | 7 990            | (4 700)          |
| SL RCI FINANCIAL SERVICIOS     |                  | (900)            |
| SL RENAULT LEASING CZ          |                  | (4 250)          |
| ORFIN Finasman Anonim Sirketi  | 8 207            |                  |
| RCI Colombia SA Comp.de financ |                  | (6 300)          |
| BIPICAR MOBILITY SL            | 22 500           | (23 000)         |
| Autres mouvements              | (2)              |                  |
| <b>Solde à la clôture</b>      | <b>2 632 817</b> | <b>(201 173)</b> |

**Note 9 : Crédit-bail et location avec option d'achat (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024          | 12/2023          |
|---|------------------|------------------|
| Immobilisations brutes  | 4 959 534        | 4 517 411        |
| Amortissements  | (1 613 894)      | (1 527 666)      |
| Loyers échus  | 22 805           | 17 259           |
| Dépréciation des créances impayées  | (2 478)          | (2 738)          |
| Créances rattachées   | 1 208            | 457              |
| Loyers douteux  | 13 986           | 14 035           |
| Dépréciation des loyers douteux   | (5 889)          | (7 782)          |
| Loyers douteux compromis  | 8 187            | 5 591            |
| Dépréciation des loyers douteux compromis                                   | (6 390)          | (4 616)          |
| Etalement des bonifications reçues  | (153 215)        | (108 939)        |
| Etalement des frais de dossier reçus  | (11 149)         | (10 701)         |
| Etalement des commissions versées   | 48 112           | 45 074           |
| Etalement des autres charges versées  | 9 050            | 6 647            |
| <b>Total des opérations de crédit-bail et location avec option d'achat*</b> | <b>3 269 867</b> | <b>2 944 032</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>   |                  |                  |
|   | (95 587)         | (87 899)         |

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

**Note 10 : Location simple (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>                             | <b>12/2024</b> | <b>12/2023</b> |
|---|----------------|----------------|
| Immobilisations brutes                                    | 432 909        | 379 908        |
| Amortissements  | (187 750)      | (167 458)      |
| Loyers échus  | 577            | 654            |
| Dépréciation des créances impayées et valeurs résiduelles | (2 309)        | (2 467)        |
| Loyers douteux  | 400            | 441            |
| Dépréciation des loyers douteux                           | (370)          | (323)          |
| Etalement des bonifications reçues                        | (10 476)       | (1)            |
| Etalement des frais de dossier reçus                      | (2 921)        |                |
| Etalement des commissions versées                         | 75             | 106            |
| <b>Total des opérations de location simple*</b>           | <b>230 135</b> | <b>210 860</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                         | <i>149 191</i> | <i>200 018</i> |

Ces opérations sont toutes réalisées à partir de l'Union Européenne (hors France).

**Note 11 : Immobilisations incorporelles (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>                               | <b>12/2024</b> | <b>12/2023</b> |
|---|----------------|----------------|
| <b>Valeur brute des immobilisations incorporelles</b>       | <b>30 626</b>  | <b>25 738</b>  |
| Concessions, brevet et droits similaires                    | 30 014         | 25 126         |
| Autres immobilisations incorporelles                        | 612            | 612            |
| <b>Amortissements des immobilisations incorporelles</b>     | <b>(9 155)</b> | <b>(7 714)</b> |
| Amortissements sur concessions, brevet et droits similaires | (8 717)        | (7 333)        |
| Amortissements sur autres immobilisations incorporelles     | (438)          | (381)          |
| <b>Total des immobilisations incorporelles</b>              | <b>21 471</b>  | <b>18 024</b>  |

**Note 12 : Immobilisations corporelles (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>                         | <b>12/2024</b>  | <b>12/2023</b>  |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Valeur brute des immobilisations corporelles</b>   | <b>32 277</b>   | <b>30 839</b>   |
| Constructions   | 923             | 357             |
| Matériel de transport                                 | 3 483           | 2 936           |
| Matériel et mobilier de bureau                        | 5 275           | 5 353           |
| Matériel et mobilier informatique                     | 9 430           | 9 294           |
| Autres immobilisations corporelles                    | 13 166          | 12 899          |
| <b>Amortissements des immobilisations corporelles</b> | <b>(25 914)</b> | <b>(24 709)</b> |
| Amortissements sur constructions                      | (340)           | (328)           |
| Amortissements sur matériel de transport              | (565)           | (414)           |
| Amortissements sur matériel et mobilier de bureau     | (4 581)         | (4 263)         |
| Amortissements sur matériel et mobilier informatique  | (8 799)         | (8 583)         |
| Amortissements sur autres immobilisations corporelles | (11 629)        | (11 121)        |
| <b>Total des immobilisations corporelles*</b>         | <b>6 363</b>    | <b>6 130</b>    |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                     |                 | <i>8</i>        |

**Note 13 : Autres actifs (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>            | <b>12/2024</b> | <b>12/2023</b> |
|--|----------------|----------------|
| Etat                                     | 159 065        | 184 224        |
| Créances sociales                        | 252            | 141            |
| Débiteurs divers                         | 656 356        | 571 559        |
| Créances rattachées sur débiteurs divers | 5 943          | 16 856         |
| <b>Total des autres actifs</b>           | <b>821 616</b> | <b>772 780</b> |

La société RCI Banque S.A. a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent à fin 2024 un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 16 115,93 k€ inchangé par rapport à fin 2023.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 25).

**Note 14 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024        | 12/2023        |
|---|----------------|----------------|
| Charges à répartir sur frais et primes des dettes représentées par un titre | 54 741         | 43 398         |
| Charges constatées d'avance   | 18 603         | 19 503         |
| Produits à recevoir sur swaps ou IFT  | 57 485         | 61 318         |
| Autres produits à recevoir  | 36 046         | 128 806        |
| Comptes d'ajustement devises  |                | 1              |
| Valeurs à l'encaissement  | 86 641         | 211 139        |
| <b>Total des comptes de régularisation</b>                                  | <b>253 516</b> | <b>464 165</b> |

La contrepartie des produits et des charges résultant de la conversion des opérations de change au comptant et à terme enregistrées au hors bilan est inscrite au bilan en « Compte d'ajustement sur devises ». La conversion est faite en cours de clôture.

**Note 15 : Dettes envers les établissements de crédit (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                                       | 12/2024          | 12/2023          |
|--|------------------|------------------|
| <b>Dettes à vue sur établissements de crédit</b>             | <b>265 481</b>   | <b>93 964</b>    |
| Comptes ordinaires créditeurs                                | 265 481          | 93 964           |
| <b>Créances à terme sur établissements de crédit</b>         | <b>6 176 480</b> | <b>6 477 511</b> |
| Comptes et emprunts à terme                                  | 6 170 388        | 6 422 753        |
| Dettes rattachées  | 6 092            | 54 758           |
| <b>Total des dettes envers les établissements de crédit*</b> | <b>6 441 961</b> | <b>6 571 475</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                            | <i>4 338 987</i> | <i>4 441 051</i> |

Le solde du financement accordé par la Banque de France en contrepartie des créances et titres mobilisés est de 1 500,13 M€ à fin décembre 2024 contre 1 892,25 M€ à fin décembre 2023.

**Note 16 : Opérations avec la clientèle (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                                 | 12/2024           | 12/2023           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Dettes à vue sur opérations avec la clientèle</b>   | <b>16 087 437</b> | <b>16 443 502</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                          | 421 291           | 845 701           |
| Compte d'épargne sur livret                            | 15 602 703        | 15 560 585        |
| Acomptes et autres sommes dues                         | 33 111            | 28 460            |
| Dettes vis-à-vis de la clientèle financière            | 211               | 322               |
| Dettes rattachées                                      | 30 121            | 8 434             |
| <b>Dettes à terme sur opérations avec la clientèle</b> | <b>9 931 263</b>  | <b>7 875 313</b>  |
| Comptes ordinaires créditeurs à terme                  | 9 825 257         | 7 869 373         |
| Dettes vis-à-vis de la clientèle financière            | 99 415            |                   |
| Dettes rattachées                                      | 6 591             | 5 940             |
| <b>Total des opérations avec la clientèle*</b>         | <b>26 018 700</b> | <b>24 318 815</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                      | <i>1 258 508</i>  | <i>1 343 837</i>  |

**Note 17 : Dettes représentées par un titre (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024           | 12/2023           |
|---|-------------------|-------------------|
| <b>Dettes représentées par un titre</b>                       | <b>15 091 793</b> | <b>13 179 647</b> |
| Emprunts obligataires   | 14 156 864        | 12 150 756        |
| Titres de créances négociables                                | 934 929           | 1 028 891         |
| <b>Dettes rattachées sur dettes représentées par un titre</b> | <b>208 343</b>    | <b>160 896</b>    |
| Emprunts obligataires   | 208 343           | 160 896           |
| <b>Total des dettes représentées par un titre</b>             | <b>15 300 136</b> | <b>13 340 543</b> |

**Note 18 : Autres passifs (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024        | 12/2023        |
|---|----------------|----------------|
| Etat  | 77 963         | 68 948         |
| Dettes sociales   | 16 162         | 11 189         |
| Créditeurs divers   | 346 599        | 329 396        |
| Dettes rattachées sur créditeurs divers                       | 181 600        | 186 208        |
| Dépôts de garantie reçus sur opérations de crédit-bail et as. | 11 322         | 16 825         |
| <b>Total des autres passifs</b>                               | <b>633 646</b> | <b>612 566</b> |

**Note 19 : Comptes de régularisation (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024        | 12/2023        |
|---|----------------|----------------|
| Produits à répartir sur primes d'émission des emprunts            | 8 700          | 9 588          |
| Produits constatés d'avance sur opérations de crédit-bail et ass. | 65 932         | 59 013         |
| Produits constatés d'avance sur opérations avec la clientèle      | 252 623        | 235 954        |
| Autres produits constatés d'avance                                | 5 594          | 4 966          |
| Comptes d'ajustement devises                                      | 1 898          | 31 822         |
| Charges à payer sur swaps ou IFT                                  | 150 801        | 101 067        |
| Autres comptes de régularisation passif                           | 112 232        | 102 481        |
| <b>Total des comptes de régularisation</b>                        | <b>597 780</b> | <b>544 891</b> |

**Note 20 : Provisions (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                           | 12/2023        | Dotations     | Reprises        |                 | Autres (*) variations | 12/2024        |
|--|----------------|---------------|-----------------|-----------------|-----------------------|----------------|
|  |                |               | Utilisées       | Non utilisées   |                       |                |
| <b>Dépréciation des opérations bancaires</b>     | <b>113 609</b> | <b>19 827</b> | <b>(1 000)</b>  | <b>(8 864)</b>  |                       | <b>123 572</b> |
| Litiges avec des clients                         | 2 368          | 209           | (1 000)         | (529)           |                       | 1 048          |
| Risques pays                                     | 111 241        | 19 618        |                 | (8 335)         |                       | 122 524        |
| <b>Dépréciation des opérations non bancaires</b> | <b>44 816</b>  | <b>11 530</b> | <b>(9 820)</b>  | <b>(2 949)</b>  | <b>1</b>              | <b>43 578</b>  |
| Engagements de retraite                          | 1 596          | 125           |                 | (35)            |                       | 1 686          |
| Risques filiales                                 | 117            |               |                 |                 |                       | 117            |
| Plans sociaux et de restructuration              | 6 716          | 1 789         | (3 255)         | (1 189)         |                       | 4 061          |
| Autres risques et charges                        | 36 387         | 9 616         | (6 565)         | (1 725)         | 1                     | 37 714         |
| <b>Total des provisions</b>                      | <b>158 425</b> | <b>31 357</b> | <b>(10 820)</b> | <b>(11 813)</b> | <b>1</b>              | <b>167 150</b> |

(\*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Aucun des litiges connus, dans lesquels la société est impliquée, ne devrait entraîner des pertes significatives n'ayant pas été provisionnées.

**Note 20.1 : Provisions pour engagements de retraite et assimilés (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature              | Valeur actuarielle des engagements | Valeur actuarielle des fonds investis | Engagements nets des fonds investis | Ecarts actuariels | Provision au bilan |
|-------------------------------------|------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|--------------------|
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>    | <b>2 040</b>                       |                                       | <b>2 040</b>                        | <b>(90)</b>       | <b>1 950</b>       |
| Charge nette de l'exercice 2023     | (123)                              |                                       | (123)                               |                   | (123)              |
| Prestations et contributions payées | (231)                              |                                       | (231)                               |                   | (231)              |
| Ecarts actuariels                   | 4                                  |                                       | 4                                   | (4)               |                    |
| <b>Solde au 31 décembre 2023</b>    | <b>1 690</b>                       |                                       | <b>1 690</b>                        | <b>(94)</b>       | <b>1 596</b>       |
| Charge nette de l'exercice 2024     | 128                                |                                       | 128                                 |                   | 128                |
| Prestations et contributions payées | (38)                               |                                       | (38)                                |                   | (38)               |
| Ecarts actuariels                   | (14)                               |                                       | (14)                                | 14                |                    |
| <b>Solde au 31 décembre 2024</b>    | <b>1 766</b>                       |                                       | <b>1 766</b>                        | <b>(80)</b>       | <b>1 686</b>       |

| Principales hypothèses actuarielles retenues | 12/2024 | 12/2023 |
|--|---------|---------|
| Age de départ à la retraite                  | 67 ans  | 67 ans  |
| Evolution des salaires                       | -       | 1,50 %  |
| Taux d'actualisation financière              | 2,96 %  | 0,30 %  |
| Taux de départ des salariés de l'entreprise  | 3,00 %  | 3,00 %  |

Les engagements de retraite ne concernent que la succursale italienne.

Note 20.2 : Provisions constituées en couverture d’un risque de contrepartie (En milliers d’euros)

| Ventilation par nature                 | 12/2023 | Dotations | Reprises  | Autres (*) variations | 12/2024 |
|--|---------|-----------|-----------|-----------------------|---------|
| Dépréciations comptabilisées à l’actif | 306 559 | 334 209   | (134 265) | 115                   | 506 618 |
| Opérations avec la clientèle           | 168 545 | 42 693    | (50 529)  | 115                   | 160 824 |
| Opérations sur titres                  | 138 014 | 291 516   | (83 736)  |                       | 345 794 |
| Dépréciation des opérations bancaires  | 113 609 | 19 827    | (9 864)   |                       | 123 572 |
| Litiges avec des clients               | 2 368   | 209       | (1 529)   |                       | 1 048   |
| Risques pays                           | 111 241 | 19 618    | (8 335)   |                       | 122 524 |
| Total                                  | 420 168 | 354 036   | (144 129) | 115                   | 630 190 |

(\*) Autres variations = Reclassements et effet des variations de change

Note 21 : Dettes subordonnées (En milliers d’euros)

| Ventilation par nature                   | 12/2024   | 12/2023 |
|--|-----------|---------|
| Titres subordonnés                       | 1 600 000 | 850 000 |
| Dettes rattachées sur titres subordonnés | 28 879    | 19 378  |
| Total des dettes subordonnées            | 1 628 879 | 869 378 |

Note 22 : Capitaux propres (En milliers d’euros)

| Ventilation par nature                                  | 12/2023   | Affectation<br>Résultat 2023 | Variation<br>2024 | 12/2024   |
|---|-----------|------------------------------|-------------------|-----------|
| Capital souscrit  | 100 000   | 0                            | (0)               | 100 000   |
| Primes d’émission et de fusion                          | 258 807   | 0                            | (0)               | 258 807   |
| Réserve légale  | 10 000    | 0                            | (0)               | 10 000    |
| Autres réserves   | 309 614   | 0                            | (0)               | 309 614   |
| Ecart de réévaluation                                   | 76        | 0                            | (0)               | 76        |
| Provisions réglementées et subventions d’investissement |           | 0                            | (0)               |           |
| Report à nouveau  | 2 227 938 | 172 741                      | 1                 | 2 400 680 |
| Résultat de l’exercice                                  | 772 741   | (772 741)                    | 681 105           | 681 105   |
| Total des capitaux propres                              | 3 679 176 | (600 000)                    | 681 106           | 3 760 282 |

Le capital de la société est constitué de 1 000 000 actions dont 999 994 détenues par la société Renault SAS.

Le résultat net par action ainsi que le résultat dilué par action s’établit à 681,10 € au 31 décembre 2024 contre 772,74 € en 2023. RCI Banque n’ayant émis aucun instrument dilutif de type obligations convertibles, le résultat dilué par action est identique au résultat par action.

Il correspond donc bien au résultat de l’année divisé par le nombre total d’actions.

|   |                  |
|---|------------------|
| <b>Proposition d’affectation du résultat 2024</b>     |                  |
| Report à nouveau après affectation du résultat 2023   | 2 400 680        |
| Résultat de l’exercice                                | 681 105          |
| <b>Solde disponible</b>                               | <b>3 081 785</b> |
| Distribution de dividendes                            | 150 000          |
| <b>Report à nouveau après affectation du résultat</b> | <b>2 931 785</b> |

Au titre de l’exercice 2023, il y a eu une distribution de dividendes de 600 000 000 €, soit 600 € par action.



**Note 23 : Ventilation des actifs et des passifs par durées restants à courir**

| En milliers d'euros                        | Inférieur à 3 mois | De 3 à 12 mois   | De 1 à 5 ans      | Supérieur à 5 ans | Total 12/24       |
|--|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>16 649 384</b>  | <b>9 425 345</b> | <b>20 621 523</b> | <b>700 249</b>    | <b>47 396 501</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 4 652 708          |                  |                   |                   | 4 652 708         |
| Effets publics et valeurs assimilées       | 4 980              |                  |                   |                   | 4 980             |
| Créances sur les établissements de crédit  | 4 965 069          | 2 813 101        | 7 774 571         | 325 038           | 15 877 779        |
| Opérations avec la clientèle               | 5 701 602          | 6 170 899        | 7 383 217         | 375 211           | 19 630 929        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 1 325 025          | 441 345          | 5 463 735         |                   | 7 230 105         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>21 702 724</b>  | <b>6 501 197</b> | <b>17 485 753</b> | <b>3 700 002</b>  | <b>49 389 676</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 2 699 740          | 459 017          | 3 283 204         |                   | 6 441 961         |
| Opérations avec la clientèle               | 17 820 097         | 3 286 044        | 4 312 557         | 600 002           | 26 018 700        |
| Dettes représentées par un titre           | 1 163 501          | 2 746 643        | 9 889 992         | 1 500 000         | 15 300 136        |
| Dettes subordonnées                        | 19 386             | 9 493            |                   | 1 600 000         | 1 628 879         |

| En milliers d'euros                        | Inférieur à 3 mois | De 3 à 12 mois   | De 1 à 5 ans      | Supérieur à 5 ans | Total 12/23       |
|--|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>15 220 016</b>  | <b>8 322 276</b> | <b>19 234 487</b> | <b>328 082</b>    | <b>43 104 861</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 3 611 597          |                  |                   |                   | 3 611 597         |
| Créances sur les établissements de crédit  | 4 631 698          | 2 284 429        | 6 790 235         | 115 068           | 13 821 430        |
| Opérations avec la clientèle               | 4 894 485          | 5 621 487        | 7 045 087         | 213 014           | 17 774 073        |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 2 082 236          | 416 360          | 5 399 165         |                   | 7 897 761         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>20 003 029</b>  | <b>4 860 905</b> | <b>15 307 585</b> | <b>4 928 692</b>  | <b>45 100 211</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 1 696 254          | 1 732 775        | 3 142 446         |                   | 6 571 475         |
| Opérations avec la clientèle               | 16 900 231         | 1 217 642        | 2 872 250         | 3 328 692         | 24 318 815        |
| Dettes représentées par un titre           | 1 387 166          | 1 910 488        | 9 292 889         | 750 000           | 13 340 543        |
| Dettes subordonnées                        | 19 378             |                  |                   | 850 000           | 869 378           |

**Note 24 : Ventilation des actifs et des passifs par zones géographiques d'implantation**

| En milliers d'euros                        | France            | Union européenne (hors France) | Reste du monde | Total 12/24       |
|--|-------------------|--------------------------------|----------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>37 784 745</b> | <b>28 913 958</b>              | <b>328 727</b> | <b>67 027 430</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 4 431 954         | 214 987                        | 5 767          | 4 652 708         |
| Effets publics et valeurs assimilées       |                   |                                | 4 980          | 4 980             |
| Créances sur les établissements de crédit  | 15 714 132        | 160 001                        | 3 646          | 15 877 779        |
| Opérations avec la clientèle               | 5 714 487         | 13 759 275                     | 157 167        | 19 630 929        |
| - dont Contrats non douteux                | 5 714 487         | 13 691 343                     | 157 167        | 19 562 997        |
| - dont Contrats douteux                    |                   | 53 171                         |                | 53 171            |
| - dont Contrats douteux compromis          |                   | 14 761                         |                | 14 761            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 6 209 685         | 1 020 420                      |                | 7 230 105         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>26 375 100</b> | <b>22 881 255</b>              | <b>133 321</b> | <b>49 389 676</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 5 939 358         | 379 976                        | 122 627        | 6 441 961         |
| Opérations avec la clientèle               | 3 506 727         | 22 501 279                     | 10 694         | 26 018 700        |
| Dettes représentées par un titre           | 15 300 136        |                                |                | 15 300 136        |
| Dettes subordonnées                        | 1 628 879         |                                |                | 1 628 879         |

| En milliers d'euros                        | France            | Union européenne (hors France) | Reste du monde | Total 12/23       |
|--|-------------------|--------------------------------|----------------|-------------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                   | <b>34 239 971</b> | <b>26 483 190</b>              | <b>155 773</b> | <b>60 878 934</b> |
| Caisse, Banques centrales et CCP           | 3 421 676         | 187 912                        | 2 009          | 3 611 597         |
| Créances sur les établissements de crédit  | 13 624 178        | 186 370                        | 10 882         | 13 821 430        |
| Opérations avec la clientèle               | 5 057 750         | 12 644 882                     | 71 441         | 17 774 073        |
| - dont Contrats non douteux                | 5 057 750         | 12 578 629                     | 71 441         | 17 707 820        |
| - dont Contrats douteux                    |                   | 54 572                         |                | 54 572            |
| - dont Contrats douteux compromis          |                   | 11 681                         |                | 11 681            |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 7 078 617         | 819 144                        |                | 7 897 761         |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                  | <b>24 419 769</b> | <b>20 627 105</b>              | <b>53 337</b>  | <b>45 100 211</b> |
| Dettes envers les établissements de crédit | 6 438 627         | 106 045                        | 26 803         | 6 571 475         |
| Opérations avec la clientèle               | 3 771 221         | 20 521 060                     | 26 534         | 24 318 815        |
| Dettes représentées par un titre           | 13 340 543        |                                |                | 13 340 543        |
| Dettes subordonnées                        | 869 378           |                                |                | 869 378           |

**Note 25 : Engagements donnés (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature   | 12/2024           | 12/2023          |
|--|-------------------|------------------|
| <b>Engagements de financement</b>                                      | <b>5 984 064</b>  | <b>1 526 784</b> |
| Ouverture de crédits confirmés en faveur des établissements de crédit  | 498 082           | 475 232          |
| Autres engagement en faveur des établissements de crédit               | 3 500 000         |                  |
| Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle               | 953 982           | 1 036 552        |
| Autres engagement en faveur des établissements de la clientèle         | 1 032 000         | 15 000           |
| <b>Engagements de garantie</b>   | <b>1 246 568</b>  | <b>1 034 283</b> |
| Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements de crédit | 1 001 038         | 956 453          |
| Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle            | 245 530           | 77 830           |
| <b>Autres engagements donnés</b>                                       | <b>6 260 621</b>  | <b>7 076 818</b> |
| Valeurs affectées en garantie  | 6 260 621         | 7 076 818        |
| <b>Total des engagements donnés*</b>                                   | <b>13 491 253</b> | <b>9 637 885</b> |
| (*) Dont entreprises liées   |                   |                  |
| Engagements de garantie  | 984 461           | 756 319          |
| Engagements de financement   | 5 036 038         | 496 299          |

Les autres engagements donnés correspondent principalement aux créances et titres donnés en garantie à la Banque Centrale pour l'obtention de l'emprunt lié à la mobilisation.

**Note 26 : Engagements reçus (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature   | 12/2024           | 12/2023           |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>Engagements de financement</b>                                    | <b>8 730 484</b>  | <b>9 401 627</b>  |
| Ouverture de crédits confirmés reçus des établissements de crédit    | 8 730 466         | 9 401 627         |
| Autres engagement reçus des établissements de crédit                 | 18                |                   |
| <b>Engagements de garantie</b>                                       | <b>8 603 690</b>  | <b>7 255 564</b>  |
| Cautions, avals et autres garanties reçus d'établissements de crédit | 124 631           | 123 830           |
| Cautions, avals et autres garanties reçus de la clientèle            | 1 306 162         | 1 116 318         |
| Gages et autres suretés réelles reçus de la clientèle                | 985 036           | 919 932           |
| Engagement de reprise des véhicules loués                            | 6 187 861         | 5 095 484         |
| <b>Total des engagements reçus*</b>                                  | <b>17 334 174</b> | <b>16 657 191</b> |
| (*) Dont entreprises liées   |                   |                   |
| Engagements de garantie  | 974 565           | 935 397           |

Un engagement de financement reçu de la Banque Centrale Européenne a été enregistré au 31 décembre 2024 pour un montant de 5 961 Meur contre 7 074 Meur en 2023.

**Note 27 : Instruments financiers à terme et change au comptant (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/24  | Juste valeur 12/24 |
|---------------------------------------|------------|--------------|---------------|------------|--------------------|
| <b>Couverture du risque de change</b> |            |              |               |            |                    |
| Swap de devises                       |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de devises | 57 490     | 19 400       |               | 76 890     | 1 885              |
| Ventes (Prêts) de swaps de devises    | 56 908     | 19 432       |               | 76 340     | 43 530             |
| Opérations de change à terme          |            |              |               |            |                    |
| Achats de change à terme              | 1 732 506  |              |               | 1 732 506  | 1 788 477          |
| Ventes de change à terme              | 1 742 858  |              |               | 1 742 858  | 1 754 721          |
| Opérations de change au comptant      |            |              |               |            |                    |
| Achats de change au comptant          | 32 890     |              |               | 32 890     | 32 890             |
| Ventes de change au comptant          | 41 880     |              |               | 41 880     | 41 880             |
| Opérations en devises                 |            |              |               |            |                    |
| Devises prêtées non encore livrées    | 58 436     |              |               | 58 436     | 58 436             |
| <b>Couverture du risque de taux</b>   |            |              |               |            |                    |
| Swap de taux                          |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux    | 10 190 197 | 18 192 638   | 1 450 000     | 29 832 835 | 28 025 453         |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux       | 10 190 197 | 18 192 638   | 1 450 000     | 29 832 835 | 27 877 196         |

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

| Ventilation par nature                | Moins 1 an | De 1 à 5 ans | Plus de 5 ans | VNC 12/23  | Juste valeur 12/23 |
|---------------------------------------|------------|--------------|---------------|------------|--------------------|
| <b>Couverture du risque de change</b> |            |              |               |            |                    |
| Swap de devises                       |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de devises | 46 645     | 34 066       |               | 80 711     | 1 735              |
| Ventes (Prêts) de swaps de devises    | 46 901     | 34 401       |               | 81 302     | 54 804             |
| Opérations de change à terme          |            |              |               |            |                    |
| Achats de change à terme              | 1 559 841  |              |               | 1 559 841  | 1 674 804          |
| Ventes de change à terme              | 1 605 207  |              |               | 1 605 207  | 1 574 371          |
| Opérations de change au comptant      |            |              |               |            |                    |
| Achats de change au comptant          | 2 295      |              |               | 2 295      | 2 295              |
| Ventes de change au comptant          | 15 362     |              |               | 15 362     | 15 362             |
| <b>Couverture du risque de taux</b>   |            |              |               |            |                    |
| Swap de taux                          |            |              |               |            |                    |
| Achats (Emprunts) de swaps de taux    | 11 187 088 | 12 194 740   | 500 000       | 23 881 828 | 22 420 125         |
| Ventes (Prêts) de swaps de taux       | 11 187 087 | 12 194 741   | 500 000       | 23 881 828 | 22 334 241         |

La juste valeur correspond au nominal des instruments financiers ajusté à sa valeur de marché.

#### Note 28 : Actifs et passifs en devises (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature                        | 12/2024   | 12/2023   |
|---|-----------|-----------|
| Contre valeur en euros des actifs en devises  | 2 717 174 | 2 372 998 |
| Contre valeur en euros des passifs en devises | 1 057 348 | 836 205   |

#### Note 29 : Intérêts et produits assimilés (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature  | 12/2024          | 12/2023          |
|---|------------------|------------------|
| Intérêts et produits sur opérations avec les établissements de crédit | 1 093 971        | 924 412          |
| Intérêts et produits sur opérations avec la clientèle                 | 1 361 062        | 995 422          |
| Intérêts et produits sur obligations et autres titres à revenu fixe   | 312 872          | 296 389          |
| Intérêts et produits sur autres opérations                            | 2 430            | 3 071            |
| <b>Total des intérêts et produits assimilés*</b>                      | <b>2 770 335</b> | <b>2 219 294</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                                     | <i>1 196 799</i> | <i>863 638</i>   |

#### Note 30 : Intérêts et charges assimilées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature   | 12/2024            | 12/2023            |
|--|--------------------|--------------------|
| Intérêts et charges sur opérations avec les établissements de crédit | (325 577)          | (312 861)          |
| Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle                 | (1 082 931)        | (914 178)          |
| Intérêts et charges sur obligations et autres titres à revenu fixe   | (649 034)          | (506 258)          |
| Intérêts et charges sur dettes subordonnées                          | (42 211)           | (22 313)           |
| <b>Total des intérêts et charges assimilées*</b>                     | <b>(2 099 753)</b> | <b>(1 755 610)</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                                    | <i>(250 555)</i>   | <i>(247 799)</i>   |

#### Note 31 : Produits nets sur opérations de crédit-bail et assimilées (En milliers d'euros)

| Ventilation par nature                                      | 12/2024          | 12/2023          |
|---|------------------|------------------|
| <b>Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées</b> | <b>915 810</b>   | <b>825 487</b>   |
| Loyers  | 872 283          | 783 403          |
| Intérêts de retard  | 2 942            | 2 590            |
| Plus-values sur cession immobilisations                     | 41 814           | 39 490           |
| Perte sur créances irrécouvrables (part intérêts)           | (322)            | (257)            |
| Reprises de provisions                                      | 1 153            | 1 910            |
| Dotations aux provisions                                    | (2 060)          | (1 649)          |
| <b>Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>  | <b>(815 145)</b> | <b>(698 408)</b> |
| Dotations aux amortissements                                | (670 659)        | (612 373)        |
| Etalement des commissions et autres charges versées         | (100 812)        | (48 945)         |
| Moins-values sur cession immobilisations                    | (38 760)         | (32 768)         |
| Autres charges  | (4 914)          | (4 322)          |
| <b>Total sur opérations de crédit-bail et assimilées</b>    | <b>100 665</b>   | <b>127 079</b>   |

**Note 32 : Opérations de location simple (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                              | 12/2024         | 12/2023         |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Produits sur opérations de location simple</b>   | <b>56 660</b>   | <b>56 042</b>   |
| Loyers  | 50 569          | 49 168          |
| Intérêts de retard                                  | 31              | 24              |
| Plus-values sur cession immobilisations             | 6 060           | 6 850           |
| <b>Charges sur opérations de location simple</b>    | <b>(41 678)</b> | <b>(43 333)</b> |
| Dotation aux amortissements                         | (35 831)        | (36 206)        |
| Etalement des commissions et autres charges versées | (31)            | (36)            |
| Moins-values sur cession immobilisations            | (5 816)         | (7 091)         |
| <b>Total sur opérations de location simple</b>      | <b>14 982</b>   | <b>12 709</b>   |

**Note 33 : Revenus des titres à revenu variable (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature   | 12/2024        | 12/2023        |
|--|----------------|----------------|
| Revenus du portefeuille de placement                                     | 94 271         | 124 814        |
| Revenus des parts dans les entreprises liées et titres de participations | 341 322        | 366 103        |
| <b>Total des revenus des titres à revenu variable</b>                    | <b>435 593</b> | <b>490 917</b> |

**Note 34 : Commissions (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature               | 12/2024         | 12/2023         |
|--------------------------------------|-----------------|-----------------|
| <b>Commissions (Produits)</b>        | <b>71 057</b>   | <b>67 808</b>   |
| Commissions clientèles               | 12 230          | 11 124          |
| Commissions titres                   |                 | 3               |
| Commissions autres                   | 58 827          | 56 681          |
| <b>Commissions (Charges)</b>         | <b>(71 100)</b> | <b>(65 832)</b> |
| Commissions établissements de crédit | (507)           | (404)           |
| Commissions clientèles               | (315)           | (319)           |
| Commissions titres                   | (12 325)        | (12 391)        |
| Commissions autres                   | (57 953)        | (52 718)        |
| <b>Total des commissions*</b>        | <b>(43)</b>     | <b>1 976</b>    |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>    | <i>9 447</i>    | <i>7 631</i>    |

**Note 35 : Gains ou pertes sur portefeuilles de négociation ou de placement (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature   | 12/2024          | 12/2023        |
|--|------------------|----------------|
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>             | <b>(13 944)</b>  | <b>(9 394)</b> |
| Opérations de changes  | (13 942)         | (9 395)        |
| Opérations de taux   | (2)              | 1              |
| <b>Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilées</b> | <b>(140 502)</b> | <b>132 498</b> |
| Dotations aux provisions   | (223 880)        | (79 039)       |
| Reprises de provisions   | 83 378           | 211 537        |
| <b>Total des gains ou pertes sur opérations financières</b>                        | <b>(154 446)</b> | <b>123 104</b> |

**Note 36 : Autres produits d'exploitation (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024        | 12/2023        |
|---|----------------|----------------|
| <b>Autres produits d'exploitation bancaire</b>                              | <b>210 656</b> | <b>169 118</b> |
| Transferts de charges (dt ind. d'assurances reçues sur sinistres véhicules) | 10 425         | 8 454          |
| Opérations faites en commun   | 8 817          | 7 067          |
| Autres produits d'exploitation bancaire                                     | 191 414        | 153 597        |
| <b>Autres produits d'exploitation</b>                                       | <b>15 497</b>  | <b>19 655</b>  |
| Produits des prestations des activités de service                           | 14 316         | 18 044         |
| Autres produits d'exploitation  | 1 181          | 1 611          |
| <b>Total des autres produits d'exploitation</b>                             | <b>226 153</b> | <b>188 773</b> |

**Note 37 : Autres charges d'exploitation (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>  | <b>12/2024</b>  | <b>12/2023</b>  |
|--|-----------------|-----------------|
| <b>Autres charges d'exploitation bancaire</b>                            | <b>(21 530)</b> | <b>(27 398)</b> |
| Autres charges d'exploitation bancaire                                   | (17 834)        | (27 732)        |
| Variation des provisions pour risques et charges d'exploitation bancaire | (3 696)         | 334             |
| <b>Autres charges d'exploitation</b>                                     | <b>(10 106)</b> | <b>(8 821)</b>  |
| Charges des prestations des activités de service                         | (8 383)         | (8 182)         |
| Autres charges d'exploitation  | (2 166)         | (636)           |
| Variation provisions pour autres risques et charges d'exploitation       | 443             | (3)             |
| <b>Total des autres charges d'exploitation</b>                           | <b>(31 636)</b> | <b>(36 219)</b> |

**Note 38 : Charges générales d'exploitation (En milliers d'euros)**

| <b>Ventilation par nature</b>  | <b>12/2024</b>   | <b>12/2023</b>   |
|--|------------------|------------------|
| <b>Frais de personnel</b>  | <b>(170 946)</b> | <b>(163 406)</b> |
| Salaires et traitements  | (75 120)         | (71 260)         |
| Charges sociales sur retraites   | (6 351)          | (6 726)          |
| Autres charges sociales  | (17 600)         | (16 350)         |
| Refacturation des frais de personnel                                   | (73 565)         | (68 880)         |
| Autres frais de personnel  | 1 690            | (190)            |
| <b>Autres frais administratifs</b>                                     | <b>(169 333)</b> | <b>(176 928)</b> |
| Impôts et taxes  | (26 808)         | (39 898)         |
| Travaux, fournitures et services extérieurs                            | (115 545)        | (125 606)        |
| Charges non étalables versées à des tiers                              | (46 773)         | (37 289)         |
| Variation des dépréciations des autres frais administratifs            | 1 927            | 160              |
| Refacturation des frais administratifs                                 | 17 866           | 25 705           |
| <b>Total des autres charges générales d'exploitation*</b>              | <b>(340 279)</b> | <b>(340 334)</b> |
| <i>(*) Dont honoraires de commissariat aux comptes sur audit légal</i> | <i>(860)</i>     | <i>(508)</i>     |

Les organes d'administration et de direction ne sont pas rémunérés au titre de leurs mandats.

Concernant les honoraires des commissaires aux comptes, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG S.A. Audit au cours de l'exercice à RCI Banque S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires (ii) des missions d'attestation portant notamment sur des informations RSE, et (iii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale. Les services autres que la certification des comptes fournis par Mazars Audit au cours de l'exercice à RCI Banque S.A. et aux entités qu'elle contrôle concernent (i) des lettres de confort dans le cadre d'émissions obligataires, (ii) des procédures convenues réalisées principalement pour des raisons de réglementation locale.

| <b>Effectif moyen</b>          | <b>12/2024</b> | <b>12/2023</b> |
|--------------------------------|----------------|----------------|
| France                         |                |                |
| Union européenne (hors France) | 995            | 1 011          |
| - dont Effectifs inscrits      | 995            | 1 011          |
| Reste du monde                 | 23             | 19             |
| - dont Effectifs inscrits      | 23             | 19             |
| <b>Total</b>                   | <b>1 018</b>   | <b>1 030</b>   |

**Note 39 : Coût du risque par catégorie de clientèle (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature  | 12/2024         | 12/2023         |
|---|-----------------|-----------------|
| <b>Coût du risque sur opérations de location</b>              | <b>1 431</b>    | <b>36</b>       |
| Dotations aux provisions                                      | (9 190)         | (9 871)         |
| Reprises de provisions  | 10 585          | 9 671           |
| Abandons de créances  | (363)           | (333)           |
| Récupérations sur créances amorties                           | 399             | 569             |
| <b>Coût du risque sur opérations de crédit</b>                | <b>(80 715)</b> | <b>(49 378)</b> |
| Dotations aux provisions                                      | (33 680)        | (37 275)        |
| Reprises de provisions  | 40 530          | 54 676          |
| Abandons de créances  | (93 107)        | (71 919)        |
| Récupérations sur créances amorties                           | 5 542           | 5 140           |
| <b>Coût du risque sur autres opérations avec la clientèle</b> | <b>(21)</b>     | <b>2 012</b>    |
| Dotations aux provisions                                      | (11)            |                 |
| Reprises de provisions  | 10              | 2 698           |
| Abandons de créances  | (20)            | (686)           |
| <b>Coût du risque sur autres opérations</b>                   | <b>(9 963)</b>  | <b>(23 017)</b> |
| Dotations aux provisions                                      | (19 827)        | (32 622)        |
| Reprises de provisions  | 9 864           | 9 605           |
| <b>Total du coût du risque*</b>                               | <b>(89 268)</b> | <b>(70 347)</b> |
| <i>(*) Dont entreprises liées</i>                             |                 | 2 012           |

**Note 40 : Gains ou pertes nets sur actifs immobilisés (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature                                  | 12/2024         | 12/2023        |
|---|-----------------|----------------|
| Gains ou pertes sur immobilisations financières         | (36 287)        | (9 582)        |
| Gains ou pertes sur immobilisations corporelles         |                 | (16)           |
| <b>Total des gains ou pertes sur actifs immobilisés</b> | <b>(36 287)</b> | <b>(9 598)</b> |

**Note 41 : Impôts sur les bénéfices**

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

Les succursales sont imposées dans chacun des pays d'exercice de leur activité.

Pour ses activités françaises, RCI Banque S.A. est incluse dans le périmètre de l'intégration fiscale de RENAULT SAS. A ce titre, ses résultats fiscaux sont intégrés à ceux de sa société mère, à qui elle verse l'impôt sur les sociétés correspondant. Le principe retenu est que la charge fiscale de RCI Banque S.A. est identique à celle que la société aurait supportée si elle n'avait pas été membre du Groupe.

**Note 42 : Résultat par secteurs d'activité (En milliers d'euros)**

| Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation | France  | UE (hors France) | Reste du monde | Total 12/24 |
|--|---------|------------------|----------------|-------------|
| <b>Financement Clientèle</b>                                 |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   |         | 585 299          |                | 585 299     |
| Résultat brut d'exploitation                                 |         | 351 723          |                | 351 723     |
| Résultat d'exploitation                                      |         | 272 021          |                | 272 021     |
| Résultat courant avant impôt                                 |         | 297 185          |                | 297 185     |
| <b>Financement Réseaux</b>                                   |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   |         | 179 853          | 20 253         | 200 106     |
| Résultat brut d'exploitation                                 |         | 152 325          | 15 651         | 167 976     |
| Résultat d'exploitation                                      |         | 154 041          | 15 651         | 169 692     |
| Résultat courant avant impôt                                 |         | 159 868          | 15 651         | 175 519     |
| <b>Activités de refinancement</b>                            |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   | 476 445 |                  |                | 476 445     |
| Résultat brut d'exploitation                                 | 398 760 |                  |                | 398 760     |
| Résultat d'exploitation                                      | 387 478 |                  |                | 387 478     |
| Résultat courant avant impôt                                 | 320 200 |                  |                | 320 200     |
| <b>Toutes activités</b>                                      |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   | 476 445 | 765 152          | 20 253         | 1 261 850   |
| Résultat brut d'exploitation                                 | 398 760 | 504 048          | 15 651         | 918 459     |
| Résultat d'exploitation                                      | 387 478 | 426 062          | 15 651         | 829 191     |
| Résultat courant avant impôt                                 | 320 200 | 457 053          | 15 651         | 792 904     |

| Ventilation par nature et zones géographiques d'implantation | France  | UE (hors France) | Reste du monde | Total 12/23 |
|--|---------|------------------|----------------|-------------|
| <b>Financement Clientèle</b>                                 |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   |         | 509 265          |                | 509 265     |
| Résultat brut d'exploitation                                 |         | 270 671          |                | 270 671     |
| Résultat d'exploitation                                      |         | 230 566          |                | 230 566     |
| Résultat courant avant impôt                                 |         | 254 290          |                | 254 290     |
| <b>Financement Réseaux</b>                                   |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   |         | 159 749          | 20 187         | 179 936     |
| Résultat brut d'exploitation                                 |         | 138 795          | 17 302         | 156 097     |
| Résultat d'exploitation                                      |         | 129 371          | 17 302         | 146 673     |
| Résultat courant avant impôt                                 |         | 133 227          | 17 302         | 150 529     |
| <b>Activités de refinancement</b>                            |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   | 682 822 |                  |                | 682 822     |
| Résultat brut d'exploitation                                 | 602 909 |                  |                | 602 909     |
| Résultat d'exploitation                                      | 582 091 |                  |                | 582 091     |
| Résultat courant avant impôt                                 | 544 913 |                  |                | 544 913     |
| <b>Toutes activités</b>                                      |         |                  |                |             |
| Produit net bancaire   | 682 822 | 669 014          | 20 187         | 1 372 023   |
| Résultat brut d'exploitation                                 | 602 909 | 409 466          | 17 302         | 1 029 677   |
| Résultat d'exploitation                                      | 582 091 | 359 937          | 17 302         | 959 330     |
| Résultat courant avant impôt                                 | 544 913 | 387 517          | 17 302         | 949 732     |

## 2 Tableau des filiales et des participations

| Détail des participations dont la valeur excède 1 % du capital de la société (en KEUR et référentiel IFRS) | Pays       | Capital social | Capitaux propres (hors capital social) | % de détention | Résultats nets du dernier exercice clos |
|--|------------|----------------|--|----------------|---|
| <b>Filiales détenues à + de 50 %</b>   |            |                |  |                |   |
| Mobilize Pay   | France     | 12 100         | (11 480)                               | 100,00 %       | (191)                                   |
| Mobilize Lease & CO S.A.S  | France     | 255 000        | 405                                    | 100,00 %       | (3 065)                                 |
| Mobilize Insurance   | France     | 24 000         | (5 462)                                | 100,00 %       | (14 891)                                |
| OVERLEASE (EX RLT SERVICE)   | Espagne    | 6 000          | 1 901                                  | 100,00 %       | (1 376)                                 |
| SL RCI financial services BV   | Pays-Bas   | 1 500          | 17 257                                 | 100,00 %       | 5 567                                   |
| RCI FINANCE SA   | Suisse     | 4 250          | 65 732                                 | 100,00 %       | 14 143                                  |
| COURTAGE SA  | Argentine  |                | (940)                                  | 95,00 %        | 13 256                                  |
| SL RCI Leasing Romania s.r.l.  | Roumanie   | 3 333          | 20 142                                 | 100,00 %       | 3 180                                   |
| Renault Crédit Zrt   | Hongrie    | 243            | 2 161                                  | 100,00 %       | 214                                     |
| RCI Finance Maroc  | Maroc      | 27 591         | 45 599                                 | 100,00 %       | 13 515                                  |
| RCI Servicios Colombia   | Colombie   | 11             |  | 100,00 %       |   |
| SL RCI Finance CR Sro  | R. Tchèque | 6 036          | 5 396                                  | 100,00 %       | 1 390                                   |
| SL RCI Korea   | Corée      | 49 277         | 160 624                                | 100,00 %       | 8 290                                   |
| BANCO RCI BRASIL S.A.  | Brésil     | 153 335        | 40 452                                 | 60,11 %        | 50 544                                  |
| ROMBO COMPANIA FINANCIERA  | Argentine  | 56             | 6 401                                  | 60,00 %        | 16 870                                  |
| DIAC   | France     | 415 101        | 1 498 102                              | 100,00 %       | 123 564                                 |
| RENAULT AUTOFIN SA (EX. RENAUL   | Belgique   | 800            | 19 802                                 | 100,00 %       | 9 713                                   |
| SL RCI FINANCIAL SERVICES  | Belgique   | 1 100          | 7 096                                  | 100,00 %       | (309)                                   |
| SL RENAULT CREDIT POLSKA   | Pologne    | 16 257         | 15 374                                 | 100,00 %       | 5 880                                   |
| SL RENAULT LEASING CZ  | R. Tchèque | 2 779          | 18 038                                 | 50,00 %        | 2 855                                   |
| CONSORCIO RENAULT DO BRASIL  | Brésil     | 1 132          | 5 245                                  | 99,92 %        | (1 822)                                 |
| RCI SERVICES LTD   | Malte      | 10 000         | (140 084)                              | 100,00 %       | 284 919                                 |
| SOC DE PART RCI BRASIL LTDA  | Brésil     | 15 565         | 7 929                                  | 100,00 %       | (336)                                   |
| RCI Usluga d.o.o   | Croatie    | 1 566          | 578                                    | 100,00 %       | 791                                     |
| RN SF B.V.   | Pays-Bas   | 142 742        | (95 173)                               | 50,00 %        | 2 110                                   |
| RCI Colombia SA Comp.de financ   | Colombie   | 51 384         | 9 396                                  | 51,00 %        | 4 046                                   |
| RCI Bank UK Ltd  | GB         | 350 226        | 361 595                                | 100,00 %       | 34 650                                  |
| BIPICAR MOBILITY SL  | Espagne    | 12 899         | 34 469                                 | 100,00 %       | (3 095)                                 |
| <b>Participations détenues entre 10 % et 50 %</b>  |            |                |  |                |   |
| KADENSIS   | France     | 40 450         | (18 401)                               | 12,33 %        | (6 100)                                 |
| ORFIN Finasman Anonim Sirketi  | Turquie    | 20 551         | 18 155                                 | 50,00 %        | 13 293                                  |
| NRSFI India Private Limited  | Inde       | 79 835         | 48 053                                 | 30,00 %        | 6 979                                   |

| Renseignements globaux sur toutes les filiales et participations | Filiales   |            | Participations |            | Autres sociétés |            |
|--|------------|------------|----------------|------------|-----------------|------------|
|  | Françaises | Etrangères | Françaises     | Etrangères | Françaises      | Etrangères |
| Valeur comptable brute des titres détenus                        | 1 461 048  | 985 091    | 4 000          | 146 890    |                 | 40 000     |
| Valeur comptable nette des titres détenus                        | 1 424 948  | 936 677    | 1 563          | 71 058     |                 | 1 399      |
| Prêts et avances consentis par la société                        | 14 492 931 | 5 277 447  |                |            |                 |            |
| Cautions et avals donnés par la société                          | 66         | 984 240    |                |            |                 |            |
| Dividendes encaissés par la société                              |            | 339 538    |                | 1 781      |                 | 3          |

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2024

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l’assemblée générale, nous avons effectué l’audit des comptes consolidés de la société RCI Banque S.A. relatifs à l’exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu’ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu’adopté dans l’Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l’exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l’exercice, de l’ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L’opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d’audit.

### Fondement de l’opinion

#### Référentiel d’audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d’exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes consolidés » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes consolidés de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

#### Appréciation du risque de crédit et dépréciations afférentes

|                         |  |
|-------------------------|--|
| <b>Risque identifié</b> | <p>RCI Banque S.A. constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l’incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers. En conformité avec la norme IFRS 9 « Instruments financiers », RCI Banque S.A. calcule des dépréciations sur pertes de crédit attendues sur les actifs sains (Bucket 1), sur les actifs dont le risque s’est dégradé depuis la comptabilisation initiale (Bucket 2) et sur les actifs défaillants (Bucket 3), tel que décrit dans la note 5.3.3.12 des états financiers consolidés.</p> <p>Nous considérons que les dépréciations pour pertes de crédit attendues sur les opérations avec la clientèle finale et au réseau de concessionnaires constituent un point clé de l’audit en raison de leur importance à l’actif du bilan du groupe, de l’utilisation de nombreux paramètres et hypothèses dans les modèles de calcul et du recours important au jugement par la direction.</p> |
|-------------------------|--|



|                      |   |
|----------------------|---|
|                      | <p>Les modalités d'estimation des dépréciations prennent en compte le contexte macro-économique contrasté marqué par le ralentissement de l'inflation et le maintien de niveau de taux élevés. Elles sont décrites dans la note 5.3.4 « adaptation à l'environnement économique et financier » des états financiers.</p> <p>Les dépréciations déterminées en application d'IFRS 9 sont détaillées dans la note 7 des annexes aux comptes consolidés et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 1 214 millions d'euros pour un encours de 63 265 millions d'euros de valeur brute.</p>   |
| <b>Notre réponse</b> | <p>Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et nos spécialistes en informatique, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Apprécier les méthodologies appliquées pour déterminer les paramètres utilisés dans le modèle de dépréciation et leur correcte insertion opérationnelle dans les systèmes d'information ;</li> <li>• Evaluer les contrôles clés mis en place pour valider les changements de paramètres et les hypothèses clés qui soutiennent le calcul de dépréciations pour pertes de crédit attendues ;</li> <li>• Apprécier les ajustements de dépréciation à dire d'expert et examiner la documentation sous-tendant les dépréciations complémentaires constituées ;</li> <li>• Apprécier les hypothèses utilisées dans la détermination des modèles de <i>Forward-Looking</i>, notamment la pondération des différents scénarii retenue, et la gouvernance sous-tendant le choix des pondérations ;</li> <li>• Réaliser des contrôles sur le système informatique de RCI Banque, incluant une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatiques participant à l'élaboration de l'information financière relative à IFRS 9 ;</li> <li>• Apprécier le processus de classification des actifs par catégorie ;</li> <li>• Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours de crédits à la clientèle finale et au réseau de concessionnaires, et des dépréciations du risque de crédit d'un exercice à l'autre ;</li> <li>• Examiner la conformité des informations publiées dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés au regard des règles comptables applicables.</li> </ul> |

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### Format de présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du directeur général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.

Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés destinés à être inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

En raison des limites techniques inhérentes au macro-balisage des comptes consolidés selon le format d'information électronique unique européen, il est possible que le contenu de certaines balises des notes annexes ne soit pas restitué de manière identique aux comptes consolidés joints au présent rapport.

Il ne nous appartient pas de vérifier que les comptes consolidés qui seront effectivement inclus par votre société dans le rapport financier annuel déposé auprès de l'AMF correspondent à ceux sur lesquels nous avons réalisé nos travaux.

### Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société RCI Banque S.A. par l'assemblée générale du 22 mai 2014 pour le cabinet KPMG S.A. et du 28 avril 2020 pour le cabinet Forvis Mazars SA.

Au 31 décembre 2024, le cabinet KPMG S.A. était dans la 11<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Mazars dans la 5<sup>ème</sup> année de sa mission.

## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés**

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés**

### **Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

**Rapport au comité des comptes et de l'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes  
Paris La Défense, le 27 mars 2025

Forvis Mazars  
Anne VEAUTE  
Associée

KPMG  
Ulrich SARFATI  
Associé

## 5.2 Etats financiers consolidés

### 5.2.1 Bilan consolidé

#### ACTIF

| En millions d'euros   | Notes  | 12/2024       | 12/2023       |
|---|--------|---------------|---------------|
| Caisse et Banques centrales                                       | 2      | 5 681         | 4 733         |
| Instruments dérivés de couverture                                 | 3      | 206           | 225           |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres          | 4      | 496           | 483           |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat                  | 4      | 153           | 143           |
| Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit | 5      | 1 539         | 1 539         |
| Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle                 | 6 et 7 | 59 012        | 53 851        |
| Actifs d'impôts courants  | 8      | 115           | 88            |
| Actifs d'impôts différés  | 8      | 264           | 249           |
| Créances fiscales hors impôts courants                            | 8      | 357           | 322           |
| Contrats de réassurance actifs                                    | 8      | 51            | 33            |
| Comptes de régularisation et actifs divers                        | 8      | 1 413         | 1 583         |
| Participations dans les entreprises associées et coentreprises    | 9      | 113           | 97            |
| Opérations de location opérationnelle                             | 6 et 7 | 3 039         | 1 564         |
| Immobilisations corporelles et incorporelles                      | 10     | 290           | 150           |
| Goodwill  | 11     | 221           | 136           |
| <b>TOTAL ACTIF</b>  |        | <b>72 950</b> | <b>65 196</b> |

#### PASSIF

| En millions d'euros  | Notes | 12/2024       | 12/2023       |
|--|-------|---------------|---------------|
| Banques centrales  | 13.1  | 2 000         | 2 375         |
| Instruments dérivés de couverture  | 3     | 270           | 289           |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat                          | 12    | 52            | 62            |
| Dettes envers les établissements de crédit                                 | 13.2  | 2 864         | 2 275         |
| Dettes envers la clientèle   | 13.3  | 31 526        | 29 312        |
| Dettes représentées par un titre   | 13.4  | 24 246        | 20 316        |
| Passifs d'impôts courants  | 15    | 133           | 135           |
| Passifs d'impôts différés  | 15    | 804           | 772           |
| Dettes fiscales hors impôts courants                                       | 15    | 76            | 54            |
| Comptes de régularisation et passifs divers                                | 15    | 2 156         | 1 880         |
| Passif sur contrats d'assurance émis                                       | 16    | 213           | 182           |
| Provisions   | 17    | 168           | 151           |
| Dettes subordonnées  | 19    | 1 678         | 893           |
| Capitaux propres   |       | 6 764         | 6 500         |
| • Dont capitaux propres part du groupe                                     |       | 6 764         | 6 499         |
| <i>Capital souscrit et réserves liées</i>                                  |       | 814           | 814           |
| <i>Réserves consolidées et autres</i>                                      |       | 5 419         | 5 256         |
| <i>Gains ou pertes latents</i>   |       | (421)         | (358)         |
| <i>Résultat de l'exercice</i>  |       | 952           | 787           |
| • Dont capitaux propres part des participations ne donnant pas le contrôle |       | -             | 1             |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  |       | <b>72 950</b> | <b>65 196</b> |

**5.2.2 Compte de résultat consolidé**

| En millions d'euros  | Notes | 12/2024      | 12/2023      |
|--|-------|--------------|--------------|
| Intérêts et produits assimilés   | 27    | 4 061        | 3 397        |
| Intérêts et charges assimilées   | 28    | (2 695)      | (2 109)      |
| Commissions (Produits)   | 28    | 831          | 765          |
| Commissions (Charges)  | 29    | (445)        | (383)        |
| Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat                  | 30    | (14)         | (109)        |
| Produits des contrats d'assurance émis   | 16    | 432          | 387          |
| Charges afférentes aux contrats d'assurance émis   | 16    | (69)         | (25)         |
| Produits et charges afférents aux contrats de réassurance détenus                              | 16    | -            | -            |
| Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis                                   | 16    | 4            | (16)         |
| Produits des autres activités  | 31    | 1 235        | 813          |
| Charges des autres activités   | 31    | (1 160)      | (759)        |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  |       | <b>2 180</b> | <b>1 961</b> |
| Charges générales d'exploitation   | 32    | <b>(744)</b> | <b>(693)</b> |
| Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles |       | (24)         | (19)         |
| <b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>  |       | <b>1 412</b> | <b>1 249</b> |
| Coût du risque   | 33    | (172)        | (153)        |
| <b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>   |       | <b>1 240</b> | <b>1 096</b> |
| Part dans le résultat des entreprises associées et coentreprises                               | 9     | 2            | (12)         |
| Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés   |       | -            | (1)          |
| Résultat sur exposition inflation (2)  |       | (48)         | (49)         |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>   |       | <b>1 194</b> | <b>1 034</b> |
| Impôts sur les bénéfices   | 34    | (213)        | (234)        |
| <b>RESULTAT NET</b>  |       | <b>981</b>   | <b>800</b>   |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle  |       | 29           | 13           |
| Dont part du groupe  |       | 952          | 787          |
| Nombre d'actions   |       | 1 000 000    | 1 000 000    |
| Résultat net par action(1) et en euros   |       | 952,35       | 787          |
| Résultat net dilué par action et en euros  |       | 952,35       | 787          |

(1) Résultat net – Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions.

(2) Hyperinflation Argentine.

**5.2.3 Etat de résultat global consolidé**

| En millions d'euros  | 12/2024     | 12/2023      |
|--|-------------|--------------|
| <b>RESULTAT NET</b>  | <b>981</b>  | <b>800</b>   |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi              | (7)         | (4)          |
| Réévaluation des contrats d'assurance  | 4           | (3)          |
| <i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i> | <i>(3)</i>  | <i>(7)</i>   |
| Opérations de couverture de flux de trésorerie                                       | (65)        | (173)        |
| Variation de JV des actifs financiers  | 3           | 4            |
| Différences de conversion  | 13          | 16           |
| <i>Total des éléments qui seront reclassés ultérieurement en résultat net</i>        | <i>(49)</i> | <i>(153)</i> |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>  | <b>(52)</b> | <b>(160)</b> |
| <b>RESULTAT GLOBAL</b>   | <b>929</b>  | <b>640</b>   |
| Dont part des participations ne donnant pas le contrôle                              | 43          | 13           |
| Dont part des actionnaires de la société mère  | 886         | 627          |

## 5.2.4 Tableau de variation des capitaux propres consolidés

| En millions d'euros  | Capital <sup>(1)</sup> | Réserves liées au capital <sup>(2)</sup> | Réserves consolidées | Ecart de conversion <sup>(3)</sup> | Gains ou pertes latents ou différés <sup>(4)</sup> | Résultat net (Part des actionnaires de la société mère) | Capitaux propres (Part des actionnaires de la société mère) | Capitaux propres (Part des part. ne donnant pas le contrôle) | Total capitaux propres consolidés |
|--|------------------------|--|----------------------|------------------------------------|--|---|---|--|-----------------------------------|
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2022</b>                                    | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 160</b>         | <b>(400)</b>                       | <b>202</b>   | <b>684</b>  | <b>6 460</b>  | <b>1</b>   | <b>6 461</b>                      |
| Retraitement des capitaux propres d'ouverture                                  | -                      | -  | -                    | -                                  | -  | -   | -   | -  | -                                 |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2023</b>                                      | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 160</b>         | <b>(400)</b>                       | <b>202</b>   | <b>684</b>  | <b>6 460</b>  | <b>1</b>   | <b>6 461</b>                      |
| Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres | -                      | -  | -                    | -                                  | (161)  | -   | (161)   | (8)  | (169)                             |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.      | -                      | -  | -                    | -                                  | (4)  | -   | (4)   | -  | (4)                               |
| Réévaluation des contrats d'assurance  | -                      | -  | -                    | -                                  | (3)  | -   | (3)   | -  | (3)                               |
| Différences de conversion  | -                      | -  | -                    | 8                                  | -  | -   | 8   | 8  | 16                                |
| <b>Résultat de la période avant affectation</b>                                | -                      | -  | -                    | -                                  | -  | <b>787</b>  | <b>787</b>  | <b>13</b>  | <b>800</b>                        |
| Résultat global de la période  | -                      | -  | -                    | 8                                  | (168)  | 787   | 627   | 13   | 640                               |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent                                | -                      | -  | 684                  | -                                  | -  | (684)   | -   | -  | -                                 |
| Effet des variations de périmètre, stocks options et autres                    | -                      | -  | 16                   | -                                  | -  | -   | 16  | -  | 16                                |
| Effet des augmentations de capital   | -                      | -  | (18)                 | -                                  | -  | -   | (18)  | -  | (18)                              |
| Distribution de l'exercice   | -                      | -  | (600)                | -                                  | -  | -   | (600)   | (31)   | (631)                             |
| Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle             | -                      | -  | 14                   | -                                  | -  | -   | 14  | 18   | 32                                |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2023</b>                                    | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 256</b>         | <b>(392)</b>                       | <b>34</b>  | <b>787</b>  | <b>6 499</b>  | <b>1</b>   | <b>6 500</b>                      |
| Retraitement des capitaux propres d'ouverture                                  | -                      | -  | -                    | -                                  | -  | -   | -   | -  | -                                 |
| <b>Capitaux propres au 1 janvier 2024</b>                                      | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 256</b>         | <b>(392)</b>                       | <b>34</b>  | <b>787</b>  | <b>6 499</b>  | <b>1</b>   | <b>6 500</b>                      |
| Variations de valeur des instruments financiers affectant les capitaux propres | -                      | -  | -                    | -                                  | (77)   | -   | (77)  | 15   | (62)                              |
| Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.      | -                      | -  | -                    | -                                  | (7)  | -   | (7)   | -  | (7)                               |
| <b>Réévaluation des contrats d'assurance</b>                                   | -                      | -  | -                    | -                                  | <b>4</b>   | -   | <b>4</b>  | -  | <b>4</b>                          |
| Différences de conversion  | -                      | -  | -                    | 14                                 | -  | -   | 14  | (1)  | 13                                |
| Résultat de la période avant affectation                                       | -                      | -  | -                    | -                                  | -  | <b>952</b>  | <b>952</b>  | <b>29</b>  | <b>981</b>                        |
| Résultat global de la période  | -                      | -  | -                    | 14                                 | (80)   | 952   | 886   | 43   | 929                               |
| Affectation du résultat de l'exercice précédent                                | -                      | -  | 787                  | -                                  | -  | (787)   | -   | -  | -                                 |
| Effet des variations de périmètre, stocks options et autres                    | -                      | -  | (5)                  | -                                  | 3  | -   | (2)   | 1  | (1)                               |
| Distribution de l'exercice (5)   | -                      | -  | (600)                | -                                  | -  | -   | (600)   | (17)   | (617)                             |
| Engagement de rachat des participations ne donnant pas le contrôle             | -                      | -  | (19)                 | -                                  | -  | -   | (19)  | (28)   | (47)                              |
| <b>Capitaux propres au 31 décembre 2024</b>                                    | <b>100</b>             | <b>714</b>                               | <b>5 419</b>         | <b>(378)</b>                       | <b>(43)</b>  | <b>952</b>  | <b>6 764</b>  | -  | <b>6 764</b>                      |

(1) Le capital social de RCI Banque S.A. de 100 millions d'euros est composé de 1 000 000 actions ordinaires de 100 euros entièrement libérées, 999 999 actions ordinaires étant détenues par Renault S.A.S. elle-même détenue à 100 % par Renault S.A.

(2) Les réserves liées au capital comprennent les primes d'émission de la société mère.

(3) La variation des écarts de conversion constatée au 31 décembre 2024 concerne principalement le Royaume-Uni, le Brésil, la Corée et l'Argentine.

Au 31 décembre 2023, il concernait l'Argentine, la Corée du Sud, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Colombie, le Brésil et la Turquie.

(4) Comprend notamment la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés en couverture des flux de trésorerie et la variation de la juste valeur des instruments de dettes pour - 25 M€ et les écarts actuariels IAS 19 pour - 18 M€ à fin décembre 2024.

(5) Distribution à l'actionnaire Renault d'un dividende sur le résultat 2023 de 600 M€ d'euros.

## 5.2.5 Tableau des flux de trésorerie consolidés

| En millions d'euros  | 12/2024      | 12/2023    |
|--|--------------|------------|
| <b>RESULTAT NET</b>  | <b>981</b>   | <b>800</b> |
| Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles | 23           | 18         |
| Dotations nettes aux provisions  | 86           | (20)       |
| Part dans les résultats des entreprises associées et des coentreprises               | (2)          | 12         |
| Produits et charges d'impôts différés  | (2)          | (78)       |
| Pertes et gains nets des activités d'investissement                                  | -            | 1          |
| Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)             | (5)          | 157        |
| <b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT</b>  | <b>1 081</b> | <b>890</b> |
| Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)       | 134          | 49         |

|  |              |                |
|--|--------------|----------------|
| <b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements</b>     | <b>234</b>   | <b>139</b>     |
| Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit                                     | (567)        | (1 351)        |
| ● Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit                 | (25)         | (100)          |
| ● Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit                   | (542)        | (1 251)        |
| Flux liés aux opérations avec la clientèle   | (3 404)      | (1 474)        |
| ● Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle                             | (5 299)      | (5 179)        |
| ● Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle                               | 1 895        | 3 705          |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers                     | 3 525        | 1 197          |
| ● Encaissements / décaissements liés au portefeuille de titres de placements                   | (22)         | 39             |
| ● Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres                    | 3 410        | 1 827          |
| ● Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement                              | 137          | (669)          |
| Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers                 | 45           | (88)           |
| <b>VARIATION NETTE DES ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>           | <b>(401)</b> | <b>(1 716)</b> |
| <b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>                         | <b>814</b>   | <b>(777)</b>   |
| Flux liés aux actifs financiers et aux participations  | (257)        | (13)           |
| Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles                                     | (56)         | (72)           |
| <b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B)</b>                          | <b>(313)</b> | <b>(85)</b>    |
| Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires                                 | 167          | (643)          |
| ● Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés                               | 784          | 9              |
| ● Dividendes versés  | (617)        | (631)          |
| ● Var. de trésorerie provenant d'opérations avec les participations ne donnant pas le contrôle | -            | (21)           |
| <b>FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (C)</b>                            | <b>167</b>   | <b>(643)</b>   |
| <b>EFFET DES VAR. DES TAUX DE CHANGE ET DE PERIMETRE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS (D)</b>  | <b>(77)</b>  | <b>73</b>      |
| <b>VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE (A+ B+C+D)</b>                | <b>591</b>   | <b>(1 432)</b> |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :  | 5 859        | 7 291          |
| ● Caisse, Banques centrales (actif et passif)  | 4 729        | 5 836          |
| ● Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit      | 1 130        | 1 455          |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :   | 6 450        | 5 859          |
| ● Caisse, Banques centrales (actif et passif)  | 5 681        | 4 729          |
| ● Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit      | 769          | 1 130          |
| <b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE (1)</b>  | <b>591</b>   | <b>(1 432)</b> |

(1) Les règles de détermination de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont présentées au paragraphe " règles et méthodes comptables ".

### 5.3 Annexe aux comptes consolidés

RCI Banque S.A., société mère du groupe, est une société anonyme (public limited company) à Conseil d'administration, au capital de 100 000 000 euros entièrement libéré, entreprise soumise à l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires des établissements de crédit, et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le n° SIREN 306 523 358.

Le siège social de RCI Banque S.A. est situé au 15 rue d'Uzès 75002 Paris, France. RCI Banque S.A. est détenue par Renault S.A.S elle même détenue à 100 % par Renault S.A. RCI Banque SA a pour principale activité le financement des marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

Les états financiers consolidés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre portent sur la société et ses filiales, et sur les intérêts du groupe dans les entreprises associées et les entités sous contrôle conjoint.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€), sauf indication contraire.

#### 5.3.1 Approbation des comptes – distributions

Les comptes consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2024, ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 11 février 2025 et seront présentés pour approbation à l'Assemblée générale du 20 mai 2025.

#### Distribution de dividendes 2023

Le conseil d'administration du 9 février 2024 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2023, le versement d'un dividende de 600 M€, soit un dividende par action de 600 €.

#### Dividendes au titre de l'exercice 2024

Le conseil d'administration du 11 février 2025 a décidé de proposer à l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes arrêtés au 31 décembre 2024, le versement d'un dividende de 150 M€, soit un dividende par action de 150 €.

5.3.2 Faits marquants

Nouvelles émissions de Fonds communs de titrisation

Sur le marché de la titrisation, le groupe a placé pour environ 822 M€ de titres adossés à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande et pour environ 765 M€ de titres adossés à des crédits octroyés par sa filiale française.

La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€.

Variations de périmètre

Groupe Mein Auto

Le 02 janvier 2024, RCI Banque SA, par le biais de sa filiale Mobilize Lease&Co SAS, a acquis la totalité des titres de MS Mobility Solutions GmbH, de DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH, de Mobility Concept GmbH et sa filiale Mein Auto GmbH, pour une valeur de 248 M€.

Ces quatre entités sont consolidées par intégration globale.

Cette acquisition, la première pour Mobilize Lease&Co SAS depuis la création de cette filiale en novembre 2022, a permis d’accélérer la croissance et le développement des offres de location longue durée en Allemagne.

Le goodwill est estimé à 84 M€ pour une juste valeur des actifs acquis de 164 M€.

Compania de Seguros

Passage en intégration globale de la société d’assurance vie Argentine RCI Compania de seguros de personas au 30 septembre 2024.

Sortie de périmètre

L’entité BARN B.V (mise en équivalence) a été liquidée en novembre 2024.

5.3.3 Règles et méthodes comptables

En application de la réglementation européenne, les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services de l’exercice 2024 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l’IASB (International Accounting Standards Board) au 31 décembre 2024 et tel qu’adopté dans l’Union européenne à la date de clôture des comptes.

5.3.3.1 Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l’Union Européenne d’application obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Nouveaux textes d’application obligatoire en 2024

| IFRS 17 et amendements | Contrats d’assurance  |
|------------------------|---|
| Amendements IAS 1      | Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants |
| Amendements IFRS 16    | Passif de location dans le cadre d’une cession-bail                 |
| Amendements IAS 7      | Entente de financement de fournisseurs                              |

L’application des amendements IAS 1, IFRS 16 et IAS 7 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 est sans effet significatif sur les états financiers du groupe

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le groupe

| Nouvelles normes et amendements IFRS non appliquées par anticipation par le Groupe |                           | Date d’application selon l’IASB |
|--|---------------------------|---------------------------------|
| Amendement IAS 21  | Absence de convertibilité | 1 <sup>er</sup> janvier 2025    |

Le groupe n’anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l’application de ces amendements.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l’Union Européenne

Par ailleurs, L’IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l’Union Européenne.



| Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne |  | Date d'application selon l'IASB |
|---|--|---------------------------------|
| Amendement IFRS 9/ IFRS 7   | Classement et évaluation des instruments financiers                              | 1 <sup>er</sup> janvier 2026    |
| Amendement IFRS 9/IFRS 7  | Contrats d'électricité dont la production dépend de la nature (« renouvelable ») | 1 <sup>er</sup> janvier 2026    |
| Améliorations annuelles Volume 11 IFRS 18                               | Processus annuel d'amélioration des normes                                       | 1 <sup>er</sup> janvier 2026    |
|   | Classement Présentation et informations à fournir dans les états financiers      | 1 <sup>er</sup> janvier 2027    |
| IFRS 19   | Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public                        | 1 <sup>er</sup> janvier 2027    |

Le Groupe étudie les impacts d'IFRS 18 et n'anticipe aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application des autres amendements.

### 5.3.3.2 Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs et de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. Le groupe Mobilize Financial Services revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements. L'impact de ces estimations au 31 décembre 2024 est décrit ci-dessous

#### Hypothèses significatives pour les calculs de pertes attendues IFRS 9 :

Elles sont proches de celles retenues au cours de l'exercice 2023, auxquelles s'ajoute l'effet défavorable prévisible sur le montant des provisions de l'application de la nouvelle définition du défaut pour le périmètre traité en méthode avancée.

Durant l'exercice 2024, des évolutions méthodologiques ont été apportées aux paramètres de calcul des provisions IFRS 9 (PD et LGD) pour les pays en méthode avancée. Leurs impacts sont présentés en " note 7 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité " et en complément présenter les principales évolutions apportées aux paramètres.

#### Forward-looking

La provision « forward looking » est composée d'une provision statistique et d'une provision d'expertise sectorielle.

#### Approche sectorielle

La provision forward looking intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques (dont les entreprises opérant dans ces secteurs et les particuliers travaillant dans ces entreprises). Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque de défaut commercial (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques.

Actuellement, les secteurs considérés comme présentant le risque le plus élevé dans une perspective sectorielle prospective sont la construction, la fabrication de papier et le textile-habillement.

Selon des analyses complémentaires, aucune dégradation n'est attendue dans le secteur du tourisme, de l'hébergement, des loisirs et de l'économie créative.

Le montant de la provision forward looking sectorielle est indiqué dans le tableau plus bas.

#### Approche statistique

La provision statistique est basée sur trois scénarios :

- Scénario « Stability » : stabilité pendant les trois prochaines années des paramètres de provisions des pertes attendues ou ECL (Expected Credit Losses), sur la base des derniers paramètres de risque disponibles ;
- Scénario « Baseline » : utilisation des paramètres de stress issus de modèles internes. Les paramètres PD et LGD sont soumis à des stress tests en fonction des prévisions des indicateurs macroéconomiques correspondants au scénario « Baseline » établi par la BCE.
- Scénario « Adverse » : approche similaire au scénario « Baseline » mais avec une utilisation de données macro-économiques dégradées établies par la BCE. Ces données sont utilisées pour modéliser des PD/LGD plus élevées, entraînant des pertes attendues (ECL) plus importantes.

Tous les indicateurs macroéconomiques ci-dessous sont pondérés par les marchés de Mobilize Financial Services, le G6 qui comprend la France, l’Allemagne, l’Italie, l’Espagne, le Royaume-Uni et le Brésil et sont basés sur les dernières prévisions de la BCE.

L’activité économique a progressé modérément en 2024, la consommation des ménages profitant néanmoins de l’augmentation du pouvoir d’achat due à la diminution de l’inflation. En 2025 et 2026, la croissance devrait s’intensifier, soutenue par la reprise de l’investissement privé à mesure que les taux d’intérêt se détendaient.

La croissance annuelle moyenne du PIB en volume s’établi à 0,7 % en 2024 et devrait se renforcer de 1,2 % en 2025 et de 1,5 % en 2026.

L’inflation a nettement diminué, atteignant une moyenne annuelle de 2,4 % en 2024, puis 2,0 % en 2025 et 1,9 % en 2026, grâce au ralentissement de la croissance des prix de l’alimentation, de l’énergie et des biens manufacturés.

Le taux de chômage devrait connaître une légère hausse au cours des deux prochaines années, passant de 6,6 % en 2024 à 6,8 % en 2025, puis 6,9 % en 2026. L’évaluation générale d’une situation tendue sur le marché du travail demeure pertinente.

Cela entraîne des variations dans la pondération des scénarios – la nouvelle proposition de pondération reflète l’incertitude mondiale et une perspective prudente pour l’économie. L’instabilité politique dans les principaux marchés européens nécessite ces ajustements.

| Clientèle et réseau | FL Scénario Poids – décembre 2023 |          |         | FL Scénario Poids – décembre 2024 |          |         | Variance  |          |         |
|---------------------|-----------------------------------|----------|---------|-----------------------------------|----------|---------|-----------|----------|---------|
|                     | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability                         | Baseline | Adverse | Stability | Baseline | Adverse |
| France              | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,25                              | 0,50     | 0,25    | -0.10     | -0.05    | 0,15    |
| Allemagne           | 0,35                              | 0,55     | 0,10    | 0,30                              | 0,55     | 0,15    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Italie              | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Royaume-Uni         | 0,35                              | 0,50     | 0,15    | 0,30                              | 0,50     | 0,20    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Brésil              | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | 0,25                              | 0,45     | 0,30    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Espagne             | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Corée               | 0,35                              | 0,50     | 0,15    | 0,30                              | 0,50     | 0,20    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Hors G7 (ECLAT)     | 0,35                              | 0,45     | 0,20    | 0,30                              | 0,45     | 0,25    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |
| Colombie            | 0,60                              | 0,30     | 0,10    | 0,55                              | 0,30     | 0,15    | -0,05     | 0,00     | 0,05    |

Ces pondérations reflètent leurs probabilités de survenance, permettant ainsi de calculer une provision forward looking statistique. Le montant de la provision est obtenu par différence avec les provisions comptables IFRS 9 du scénario « Stability ».

L’évolution de la provision forward looking par pays réalisée au 31 décembre 2024 est détaillée dans le tableau ci-dessous.

| En millions d’euros | Clientèle |          |          | Réseau   |          |          | Total<br>12/2024 |
|---------------------|-----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------------|
|                     | Bucket 1  | Bucket 2 | Bucket 3 | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 |                  |
| France              | 19        | 16       | 4        | 2        |          |          | 41               |
| Espagne             | 13        | 4        | 1        | 2        |          |          | 20               |
| Allemagne           | 7         | 8        | 2        |          |          |          | 17               |
| Italie              | 6         | 6        | (3)      |          |          |          | 9                |
| Brésil              | 2         | 3        | 2        |          |          |          | 7                |
| Colombie            | 2         | 3        | 1        |          |          |          | 6                |
| Royaume-Uni         | 4         | 1        | 1        |          |          |          | 6                |
| Maroc               | 3         | 1        | 1        |          |          | 1        | 6                |
| Corée               | 2         | 2        | 1        |          |          |          | 5                |
| Pologne             | 1         | 2        |          |          |          |          | 3                |
| Suisse              | 1         | 1        |          |          |          |          | 2                |
| Autriche            | 1         |          |          |          |          |          | 1                |
| Autres              | 4         | 3        | 1        | 1        | 1        |          | 10               |
| TOTAL               | 65        | 50       | 11       | 5        | 1        | 1        | 133              |

| En millions d'euros | Clientèle |           |           | Réseau   |          |          | Total      |
|---------------------|-----------|-----------|-----------|----------|----------|----------|------------|
|                     | Bucket 1  | Bucket 2  | Bucket 3  | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3 | 12/2023    |
| France              | 22        | 13        | 3         |          |          |          | 38         |
| Espagne             | 10        | 4         | 1         | 1        |          |          | 16         |
| Allemagne           | 7         | 8         | 2         |          |          |          | 17         |
| Italie              | 5         | 6         |           |          |          |          | 11         |
| Royaume-Uni         | 5         | 4         | 1         |          |          |          | 10         |
| Colombie            | 3         | 5         | 1         |          |          |          | 9          |
| Corée               | 4         | 3         |           |          |          |          | 7          |
| Brésil              | 2         | 3         | 2         |          |          |          | 7          |
| Maroc               | 4         | 2         | 1         |          |          |          | 7          |
| Pologne             | 1         | 1         |           |          |          |          | 2          |
| Portugal            | 2         |           |           |          |          |          | 2          |
| Autriche            | 1         |           |           |          |          |          | 1          |
| Autres              | 1         | 1         | 1         |          |          |          | 3          |
| <b>TOTAL</b>        | <b>67</b> | <b>50</b> | <b>12</b> | <b>1</b> |          |          | <b>130</b> |

Ainsi, la provision totale du Forward looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s'est élevée à :

Approche statistique : 107 M€ à fin décembre 2024 contre 102 M€ à fin décembre 2023.

Approche sectorielle : 25 M€ à fin décembre 2024 contre 29 M€ à fin décembre 2023.

Les provisions statistique et sectorielle s'établissent à 132 M€ contre 130 M€ à fin décembre 2023.

#### Sensibilité du forward looking statistique par rapport à décembre 2023 :

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Stability conduirait à une réduction de la provision statistique de 102 M€.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Baseline conduirait à une réduction de 13 M€ de la provision statistique.

L'application d'une pondération de 100 % au scenario Adverse conduirait à une augmentation de 184 M€ de cette provision.

#### Provisions au dire d'expert

Un ajustement des provisions statistiques peut être apporté au niveau local. L'expert peut ajuster l'allocation d'une exposition performante ou non performante, ainsi que l'ECL calculée s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés et sont classés en 2024 en cinq catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque relatif à l'inflation, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (ex risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

| En millions d'euros                           | Clientèle |             |           | Réseau   |          |            | Total     |
|---|-----------|-------------|-----------|----------|----------|------------|-----------|
|   | Bucket 1  | Bucket 2    | Bucket 3  | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3   | 12/2024   |
| Risque relatif aux clients fragiles           | 13        |             |           |          |          |            | 13        |
| Risque individuel sur contrepartie entreprise | 2         | (6)         | 6         |          |          |            | 2         |
| Risque de non-adéquation paramètres de risque | (2)       | (6)         | 13        |          |          |            | 5         |
| Provisions à dire d'expert                    | 2         |             | (6)       |          |          | (6)        | (10)      |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>15</b> | <b>(12)</b> | <b>13</b> |          |          | <b>(6)</b> | <b>10</b> |

| En millions d'euros                           | Clientèle |            |             | Réseau   |          |            | Total     |
|---|-----------|------------|-------------|----------|----------|------------|-----------|
|   | Bucket 1  | Bucket 2   | Bucket 3    | Bucket 1 | Bucket 2 | Bucket 3   | 12/2023   |
| Risque relatif aux clients fragiles           | 11        |            |             |          |          |            | 11        |
| Risque relatif à l'inflation                  | 27        |            |             |          |          |            | 27        |
| Risque individuel sur contrepartie entreprise | 1         | 2          | 6           |          |          |            | 9         |
| Risque de non-adéquation paramètres de risque | (1)       | (8)        | (11)        |          |          |            | (20)      |
| Provisions à dire d'expert                    | 1         | 1          | (5)         |          | 1        | (5)        | (7)       |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>39</b> | <b>(5)</b> | <b>(10)</b> |          | <b>1</b> | <b>(5)</b> | <b>20</b> |

**Provision clientèle**

Le total des provisions à dire d'expert Clientèle se monte à 16 M€ en décembre 2024 soit une baisse de 8 M€ par rapport à décembre 2023.

**Risque relatif aux clients fragiles**

Toutes les entités doivent identifier les clients fragiles par la mise en œuvre d'un arbre de décision et/ou par la mise en place d'un modèle de score. Lorsque l'identification des clients est réalisée, il convient d'établir la sévérité de la difficulté pour définir les actions associées à cette sévérité. Une provision d'expertise additionnelle doit être appliquée aux clients fragiles de sévérité élevée et moyenne classés en Bucket 1.

En décembre 2024, la variation nette de ces provisions est une augmentation de 2 M€, expliqué pour partie par l'Italie (+1 M€, augmentation du nombre de clients détectés Medium et High fragiles), l'Autriche (volume stable mais hausse des taux de couverture statistique) et le Maroc.

**Risque relatif à l'inflation**

Sur les portefeuilles Grand Public, un ajustement lié à une dégradation de la solvabilité des clients qui voient le coût de la vie impacté par l'inflation a été généralisé fin 2022. La méthodologie utilisée pour calibrer cet ajustement consiste à estimer quelle part du portefeuille en Bucket 1 serait susceptible de basculer en Bucket 2 en stressant les éléments de coût de la vie, et de couvrir cette partie du portefeuille en Bucket 1 sur la base du taux moyen de provisionnement des Buckets 1 et 2.

Le processus de désinflation observé en 2024 a conduit à la reprise intégrale de l'ajustement, au 31 décembre 2024.

**Risque individuel sur contreparties entreprises**

Ces expertises sont appliquées lors de revues individuelles d'entreprises. La variation au regard de l'exercice clos au 31 décembre 2023 (-7 M€) s'explique principalement par la France avec un ajustement réalisé sur certains clients Corporate, tenant compte d'informations qualitatives non incluses dans les modèles statistiques.

**Risque de non-adéquation du modèle statistique**

Ces expertises sont réalisées afin de couvrir des biais ou incertitudes sur les paramètres de risque. Elles peuvent également être appliquées pour anticiper des évolutions de paramètres ou des changements de modèles.

La variation des provisions pour risque de non-adéquation statistique entre décembre 2023 et décembre 2024 est principalement liée à la Colombie où l'ajustement qui conduisait à une expertise négative (expliquée par des taux de couverture statistiques fortement impactés par l'allongement de la maturité des prêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt, et un biais méthodologique comptabilisant en pertes tous les montants dus après 84 mois) a été finalement intégré dans les provisions statistiques.

**Autres provisions à dire d'expert**

Les autres provisions à dire d'expert incluent les expertises liées à l'identification d'une poche de risque sur un segment précis (« risk cluster »), les ajustements hors modèle sur des contrats restructurés lorsque des signes d'une possible dégradation sont identifiés (« moratoria »), et la reclassification des encours Bucket 3 en impayés techniques. La France contribue le plus à cette dernière expertise : à la suite de l'application de la nouvelle définition du défaut (NDoD), un certain nombre de clients reste systématiquement en défaut, expliqué par la rétention en B3 durant la période probatoire de 3 mois une fois que le client n'a plus d'arriéré.

Les provisions à dire d'expert « moratoria » ne concernent plus que le Maroc au 31 décembre 2024, pour 1,2 M€, la provision constituée en Italie pour 2 M€ ayant été reprise.

Les expertises « Risk Cluster » en progression de +1,9 M€ par rapport à décembre 2023 concernent principalement l'Autriche (+1,7 M€) expliquée par une forte baisse des prix de cession constatés sur les Véhicules Electriques, et l'Italie (+0,8 M€) sur des contrats en location opérationnelle présentant des arriérés dans l'attente d'une méthodologie de provisionnement spécifique.

**Provision réseau**

En ce qui concerne la partie réseau un ajustement des provisions statistiques peut être éventuellement apporté au niveau local en cas de nécessité. L'expert peut ajuster l'ECL calculé s'il a des informations complémentaires. Ces ajustements doivent être justifiés.

La variation entre décembre 2023 et décembre 2024 est expliquée notamment par l'évolution des provisions d'expertise en France et Italie.

### 5.3.3.3 Principes de consolidation

#### Périmètre et méthodes de consolidation

Les comptes consolidés intègrent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive par le Groupe (filiales et succursales), directement ou indirectement. Les comptes des sociétés sous contrôle conjoint sont consolidés par mise en équivalence lorsque celles-ci sont qualifiées de coentreprises. Les comptes des sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable (entreprises associées) sont également comptabilisés par mise en équivalence.

Les transactions significatives entre les sociétés consolidées, ainsi que les profits internes non réalisés sont éliminés.

Les sociétés consolidées par le groupe Mobilize Financial Services sont principalement les sociétés de financement des ventes de véhicules du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi ainsi que les sociétés de service associées.

Les actifs titrisés de Diac SA, de RCI Financial Services Ltd, ainsi que des succursales italiennes, espagnole et allemande, pour lesquels le groupe Mobilize Financial Services conserve la majorité des risques et avantages, restent inscrits à l'actif du bilan. Le groupe considère qu'il conserve le contrôle sur les fonds communs de titrisation (FCT) créés dans le cadre de ses opérations de titrisation, en raison de la détention des parts les plus risquées, jugées déterminantes pour l'exercice du pouvoir conformément à la norme IFRS 10. Le fonds contrôlé est ainsi consolidé par intégration globale, ce qui implique une élimination des opérations réciproques ainsi que la conservation des créances cédées, des intérêts courus et des provisions afférentes qui leur sont rattachés à l'actif de la situation financière consolidée. En parallèle, les emprunts obligataires émis par le fonds sont intégrés au passif du bilan du groupe et les charges y afférentes sont intégrées au compte de résultat.

Conformément aux dispositions d'IFRS 9, le groupe ne décomptabilise pas les créances titrisées car le fonds commun de titrisation (FCT) chargé de leur gestion reste sous le contrôle de Mobilize Financial Services. Dans le cadre du business model de « collecte » et conformément à la politique comptable et aux seuils du groupe, les cessions de créances par titrisation sont peu fréquentes mais significatives. Ces cessions de créances via la titrisation ne remettent pas en cause le business model de « collecte » appliqué à ces portefeuilles et leur comptabilisation au coût amorti.

#### Participation ne donnant pas le contrôle

Le groupe a consenti des engagements de rachat de participations détenues par des actionnaires minoritaires dans des filiales consolidées par intégration globale. Ces engagements optionnels (options de vente) sont évalués à leur juste valeur et classés en autres dettes au passif dans la situation financière consolidée, avec une contrepartie enregistrée en diminution des participations ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres. L'évaluation de juste valeur repose sur le prix éventuel que le groupe Mobilize Financial Services serait amené à payer en cas d'exercice, en tenant compte notamment des résultats futurs du portefeuille de financement existant à la date de clôture et en référence aux dispositions définies dans les contrats de coopération.

Les transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle (achats/cessions) sont comptabilisées comme des transactions en capital. La différence entre la rémunération reçue ou versée et la valeur comptable des participations ne donnant pas le contrôle cédées ou rachetées est reconnue directement en capitaux propres.

### 5.3.3.4 Présentation des états financiers

Les états de synthèse sont établis sur la base du format proposé par l'Autorité des Normes Comptables (ANC) dans sa recommandation n° 2017-02 du 14 juin 2017 relative au format des comptes consolidés des établissements du secteur bancaire établis selon les normes comptables internationales.

Le résultat d'exploitation inclut l'ensemble des produits et coûts directement liés aux activités du groupe, que ces produits et charges soient récurrents ou qu'ils résultent de décisions ou d'opérations ponctuelles, comme les coûts de restructuration.

#### Base d'évaluation

Les états financiers consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Ces catégories sont précisées dans les notes ci-après.

#### Résultat d'exploitation

Le résultat des cessions d'activités ou de participations opérationnelles (totales ou partielles), le résultat des cessions de participations dans des entreprises associées et coentreprises (totales ou partielles) et les autres résultats liés aux variations de périmètre sont comptabilisés en produits ou charges des autres activités.

Les coûts directs d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale sont comptabilisés en charges des autres activités. Les frais connexes à l'acquisition comme les commissions d'apporteurs d'affaires, les honoraires de conseil, juridiques, comptables, de valorisation et autres honoraires professionnels ou de conseil, sont enregistrés en charges pour les périodes au cours desquelles les coûts sont encourus et les services reçus.

### Consolidation par mise en équivalence des entreprises associées et des coentreprises

La part dans le résultat des entreprises associées et des coentreprises présentées dans le compte de résultat consolidé du Groupe comprend la part dans le résultat de ces entreprises ainsi que les pertes de valeur et les réductions de pertes de valeur afférentes à ces entreprises.

Les goodwill relatifs à des entreprises associées et coentreprises sont inclus dans la valeur de ces participations à l'actif de la situation financière consolidée. En cas de perte de valeur, celle-ci est comptabilisée et intégrée au compte de résultat du Groupe via la part de résultat des entreprises associées et coentreprises.

Les frais d'acquisition des participations dans les entreprises associées et coentreprises sont incorporés dans le coût initial d'acquisition de ces participations.

### Secteurs opérationnels

Les informations par secteur opérationnel sont établies sur la base des reportings internes communiqués au Comité exécutif groupe, identifié comme le « principal décideur opérationnel » au sens de la norme IFRS 8. La segmentation opérationnelle s'aligne sur la répartition par marché, en cohérence avec la stratégie de l'entreprise. Les contributions par marché sont analysées par période sur les principaux agrégats du compte de résultat et l'encours moyen productif.

Le groupe Mobilize Financial Services a pour mission d'apporter une gamme complète de financements et services à ses deux marchés de référence : 1) les financements et services associés à la clientèle final (Grand Public et Entreprises regroupés), autres que ceux du Réseau et 2) les financements octroyés au Réseau de concessionnaires du Renault Group et des marques Nissan et Mitsubishi. Ces deux clientèles ont des attentes différentes qui nécessitent une approche spécifique en termes de marketing de l'offre, de processus de gestion, de ressources informatiques, de méthodes commerciales et de communication.

| Activité                | Clientèle | Réseau |
|-------------------------|-----------|--------|
| Crédit                  | √         | √      |
| Location Financière     | √         | NA     |
| Location Opérationnelle | √         | NA     |
| Services                | √         | NA     |

### 5.3.3.5 Conversion des comptes des sociétés étrangères

#### Conversion des comptes des sociétés étrangères

La monnaie de présentation du groupe est l'euro.

La monnaie fonctionnelle des sociétés étrangères est généralement leur monnaie locale. Dans les cas où la majorité des transactions est effectuée dans une monnaie différente de la monnaie locale, c'est cette monnaie qui est retenue.

Les comptes des sociétés étrangères du groupe sont établis dans leur monnaie fonctionnelle, leurs comptes étant ensuite convertis dans la monnaie de présentation du groupe de la manière suivante :

- les postes du bilan, à l'exception des capitaux propres, qui sont maintenus au taux historique, sont convertis au taux de clôture ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au taux moyen de la période ; ce taux étant utilisé comme une valeur approchée du cours applicable aux transactions sous-jacentes, sauf cas de fluctuations significatives ;
- l'écart de conversion est inclus dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat.

Les goodwill dégagés lors d'un regroupement avec une société étrangère sont traités comme des actifs et des passifs de l'entité acquise. Ils sont donc exprimés dans la monnaie fonctionnelle de cette entité et convertis en euros au taux de clôture.

Lors de la cession d'une société étrangère, les différences de conversion sur ses actifs et passifs, constatées précédemment en capitaux propres, sont reconnues en résultat.

#### Hyperinflation

Pour déterminer si un pays est en hyperinflation, le Groupe se réfère à la liste publiée par l'International Practices Task Force (IPTF) du « Center for Audit Quality ». Les comptes des entités dont l'économie est en hyperinflation sont convertis en appliquant les dispositions de la norme IAS 29 « Informations financières dans les économies hyperinflationnistes ». Les éléments non monétaires du bilan, les postes du compte de résultat et du résultat global ainsi que les flux de trésorerie font l'objet d'une réévaluation dans la devise locale. L'ensemble des comptes est ensuite converti au taux de clôture de la période.

L'Argentine et la Turquie dans lesquelles le groupe Mobilize Financial Services exerce une activité significative ont été identifiées comme des pays à considérer comme étant en hyperinflation. La contrepartie des retraitements de réévaluation liée à l'hyperinflation argentine est

présentée en résultat sur exposition à inflation. L'effet de l'entité Turque sur la contribution aux comptes du groupe Mobilize Financial Services est présentée dans la part du résultat des entreprises associées et co-entreprises.

#### 5.3.3.6 Conversion des transactions en monnaie étrangère

Les opérations libellées dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité qui les réalise sont initialement converties et comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle au cours en vigueur à la date de ces transactions.

A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires exprimés dans une monnaie différente de la monnaie fonctionnelle de l'entité sont convertis au cours de change à cette même date. Les différences de change qui résultent de ces opérations sont comptabilisées dans le compte de résultat.

#### 5.3.3.7 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées et amorties selon l'approche par composants. Les éléments d'un ensemble plus ou moins complexe sont séparés en fonction de leurs caractéristiques et de leurs durées de vie ou de leur capacité à procurer des avantages économiques sur des rythmes différents.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût historique d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur le cas échéant.

Les immobilisations corporelles autres que les terrains sont généralement amortis linéairement sur les durées estimées d'utilisation suivantes :

|                                    |             |
|------------------------------------|-------------|
| Constructions                      | 15 à 30 ans |
| Autres immobilisations corporelles | 4 à 8 ans   |

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des logiciels amortis linéairement sur trois ans. Certains logiciels peuvent faire l'objet d'un amortissement linéaire sur une durée plus longue si le groupe juge que la durée de trois ans ne reflète pas de façon fidèle leur durée d'utilisation.

#### 5.3.3.8 Goodwill

Les goodwill sont évalués, à la date d'acquisition, comme étant l'excédent entre :

- le total de la contrepartie transférée évaluée à la juste valeur ainsi que le montant éventuel d'une participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; et
- le solde net des montants des actifs identifiables acquis et des passifs.

Si le regroupement d'entreprises génère un goodwill négatif, celui-ci est enregistré immédiatement en résultat.

#### 5.3.3.9 Pertes de valeur

Un test de dépréciation est effectué, au minimum une fois par an et dès que survient un indice de perte de valeur, en comparant la valeur comptable des actifs à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée entre la juste valeur (diminuée du coût de cession) et la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée à partir de la valeur actualisée des flux futurs de trésorerie estimés provenant de l'utilisation des actifs. Les flux futurs de trésorerie sont issus du plan d'affaires, établi et validé par la Direction, auquel s'ajoute une valeur terminale basée sur des flux de trésorerie normatifs actualisés, après application d'un taux de croissance à l'infini.

La juste valeur est déterminée à partir des exigences en fonds propres de chaque UGT, constituées d'entités juridiques ou de regroupement d'entités juridiques dans un même pays. La juste valeur correspond au maximum entre le montant exigé par le régulateur local et l'exigence du groupe appliqué à l'UGT.

Le taux d'actualisation avant impôt utilisé correspond au coût moyen pondéré du capital déterminé par le Groupe. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés.

Les goodwill sont donc évalués à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur éventuelles. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation irréversible est enregistrée dans le résultat consolidé de la période sur la ligne Variation de valeur des écarts d'acquisition.

L'horizon des données prévisionnelles relatives au résultat est de 3 ans. Pour BIPI, l'horizon est de 8 ans et le taux d'actualisation utilisé est le coût moyen pondéré du capital de BIPI.

### Valeurs résiduelles

Le groupe Mobilize Financial Services assure un suivi systématique et régulier des valeurs de revente des véhicules d'occasion afin notamment d'optimiser la tarification des opérations de financement. La détermination des valeurs résiduelles des contrats se fait dans la plupart des cas par l'utilisation de grilles de cotation qui fournissent pour chaque catégorie de véhicules une valeur résiduelle caractéristique du couple durée/kilométrage.

Pour les contrats dans lesquels la valeur de reprise des véhicules n'est pas garantie au terme contractuel par un tiers externe, un ajustement prospectif du plan d'amortissement peut être constaté en cas de variation de la valeur de revente prévisionnelle. La valeur de revente prévisionnelle est estimée en prenant notamment en compte l'évolution récente et connue du marché des véhicules d'occasion, qui peut être influencée par des facteurs externes (situation économique, fiscalité) ou internes (évolution de la gamme, baisse des tarifs du constructeur).

#### 5.3.3.10 Les contrats de location

Un contrat contient une location s'il confère au preneur le droit d'utiliser un actif spécifié pendant une période spécifiée en retour d'un paiement.

##### Contrats de location, côté preneur

En tant que preneur, le Groupe est engagé essentiellement dans des contrats de location immobilière et des contrats de locations de véhicules détenus par sa filiale Bipi.

Lorsque le groupe est preneur, à l'initiation du contrat, un actif lié au droit d'utilisation amorti sur la durée de location estimée est reconnu en contrepartie d'une dette financière évaluée initialement à la valeur actualisée des paiements locatifs fixes sur la durée de location, et désactualisée au taux implicite du contrat de location s'il peut être facilement déterminé ou au taux d'emprunt marginal sinon. Le taux d'emprunt marginal, calculé par zone monétaire, correspond au taux sans risque en vigueur dans la zone, augmenté de la prime de risque du Groupe applicable pour la devise locale. La durée du contrat de location correspond à la période non résiliable pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser le bien loué, à laquelle s'ajoutent les options de renouvellement que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer.

Les loyers liés aux contrats de location de courte durée (de 12 mois ou moins) et aux contrats de location d'actifs de faible valeur sont comptabilisés en charges opérationnelles.

##### Contrats de « location opérationnelle », côté bailleur

Lorsqu'il est bailleur, le groupe Mobilize Financial Services opère une distinction entre les contrats de « location financement » (traités plus bas avec les actifs financiers) et les contrats de « location opérationnelle ».

Le principe général conduisant le groupe Mobilize Financial Services à qualifier ses contrats de location en « location opérationnelle » est toujours celui du « non-transfert » des risques et avantages inhérents à la propriété. Ainsi, les contrats qui prévoient que le véhicule loué soit repris en fin de contrat par une entité du groupe Mobilize Financial Services sont qualifiés de contrat de « location opérationnelle », la majorité des risques et avantages n'étant pas transféré à un tiers extérieur au groupe. La qualification de location opérationnelle des contrats comportant un engagement de reprise par le groupe Mobilize Financial Services tient également compte de la durée estimée de ces contrats. Celle-ci est très inférieure à la durée de vie économique des véhicules, estimée par le groupe Renault à sept ou huit ans selon le type de véhicule, ce qui conduit l'ensemble des contrats assortis de cet engagement à être considérés comme des contrats de location opérationnelle. La qualification en location opérationnelle des locations de batteries de véhicules électriques se justifie par la conservation par le groupe Mobilize Financial Services des risques et avantages commerciaux inhérents à la propriété tout au long de la durée de vie automobile des batteries fixée de 8 à 10 ans, durée bien plus longue que les contrats de location.

Les contrats de « location opérationnelle » sont comptabilisés en immobilisations données en location et font apparaître au bilan les immobilisations en valeur brute, desquelles sont déduits les amortissements et auxquelles s'ajoutent les créances de loyer et les coûts de transactions restant à étaler. Les loyers et les amortissements sont comptabilisés de manière distincte au compte de résultat dans les produits (et charges) net(te)s des autres activités. Les amortissements s'effectuent hors valeur résiduelle et sont rapportés au résultat de manière linéaire comme les coûts de transactions. L'évaluation du risque de contrepartie et l'appréciation du risque sur les valeurs résiduelles ne sont pas remises en cause par cette classification.

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location opérationnelle sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

#### 5.3.3.11 Evaluation et présentation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »

Le groupe Mobilize Financial Services qualifie ses contrats de location en « location financière » dès lors qu'il y a transfert des risques et avantages liés à la propriété. Ces contrats sont comptabilisés en substance comme des créances de financement des ventes. Les créances de financement des ventes, de financement du réseau et les prêts liés à des placements de trésorerie sont classés comme « prêts et créances émis par l'entreprise » selon IFRS 9. Les prêts journaliers auprès de la Banque Centrale sont inscrits dans « Caisse et Banques Centrales ».



Les créances de financement des ventes à la clientèle finale et de financement du réseau sont enregistrées initialement à la juste valeur et comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ce calcul inclut, outre la part contractuelle de la créance, les bonifications d'intérêts reçus du constructeur ou du réseau dans le cadre de campagnes promotionnelles, les frais de dossiers payés par les clients et les rémunérations versées aux apporteurs d'affaires. Leur constatation au compte de résultat fait l'objet d'un étalement actuariel au TIE des créances auxquelles ils sont rattachés.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux de rendement interne jusqu'à l'échéance ou, pour les créances à taux révisable, jusqu'à la date la plus proche de refixation du taux. L'amortissement actuariel de toute différence entre le montant initial de la créance et son montant à l'échéance est calculé selon la méthode du TIE.

Les commissions liées à un contrat de financement sont intégrées comme coûts marginaux selon IFRS 9. Les commissions indépendantes (« stand-alone ») sont comptabilisées selon IFRS 15 et reconnues au résultat lorsque l'obligation de performance est remplie (à un instant précis ou à l'avancement).

Les résultats des opérations de revente de véhicules à l'issue des contrats de location financière sont classés parmi les « Produits (et charges) net(te)s des autres activités ».

Ainsi, les plus et moins-values sur revente de véhicules relatives aux contrats sains, les flux de provisions pour risques sur valeurs résiduelles ainsi que les plus et moins-values sur véhicules dégagées à l'occasion de sinistres et les indemnités d'assurance correspondantes sont classés dans les « Autres produits d'exploitation bancaire » et « Autres charges d'exploitation bancaire ».

#### **5.3.3.12 Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle et contrats de « Location Financement »**

Tous les instruments financiers entrant dans le champ de la norme IFRS 9 se voient affecter une dépréciation pour pertes attendues dès leur date d'origination (à l'exception de ceux dépréciés dès l'origine ou acquis en présence d'un événement de défaut). Chaque prêt ou créance, en date d'arrêt, est classé dans une catégorie de risque selon qu'il a subi ou non de détérioration significative du risque de crédit depuis sa comptabilisation initiale. De cette classification dépend le niveau de la provision pour perte de valeur attendue à comptabiliser pour chaque instrument :

- Bucket 1 : aucune dégradation ou dégradation non significative du risque de crédit depuis l'origination, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif dans un horizon de 12 mois ;
- Bucket 2 : dégradation significative du risque de crédit depuis l'origination ou contrepartie financière non investment-grade, la perte de valeur correspond aux pertes attendues sur l'actif sur l'intégralité de sa durée de vie ;
- Bucket 3 : Classement en défaut de la contrepartie.

La date d'origination des actifs est la date à laquelle le groupe est irrévocablement engagé vis-à-vis de sa contrepartie, via la signature d'un engagement ou via la constatation de la créance.

#### **Affectation entre les trois catégories de risque**

Pour répartir les actifs entre les trois catégories de risque mentionnées ci-dessus, différents systèmes de notation interne sont actuellement utilisés dans le groupe Mobilize Financial Services.

Pour les contreparties bancaires, une notation groupe est établie à partir des ratings externes et du niveau de fonds propres de chaque contrepartie.

Pour les clients Réseau et Clientèle, les portefeuilles sont découpés en quatre segments sur lesquels sont développés des scores de comportement : Grand Public, Entreprises, Très Grandes Entreprises (France uniquement), Réseau. Les variables de score sont spécifiques à chaque pays et à chaque segment et incluent des critères qualitatifs ; forme juridique de l'entreprise, âge de l'entreprise, type de véhicule : véhicule neuf/véhicule Occasion, pourcentage d'apport comptant, état civil, mode d'habitation, profession, et quantitatifs ; durée de l'impayé en cours, durée écoulée depuis le dernier impayé régularisé, exposition, durée initiale de financement, ratios bilantiels usuels.

La dégradation significative du risque de crédit (le passage de Bucket 1 en Bucket 2) est analysée au niveau de la transaction, c'est-à-dire par contrat de financement pour l'activité « Financement clientèle particuliers et entreprises » ou par ligne de financement pour l'activité « Financement Réseau ». Pour les portefeuilles en notation IRB-A, un déclassement du Bucket 1 vers le Bucket 2 est effectué en fonction de la dégradation de la notation de la transaction par rapport à l'origination. Pour les portefeuilles en méthode standard (non notés), le déclassement du Bucket 1 en Bucket 2 s'effectue en fonction d'arbres de décision différents entre les activités Clientèle et Réseau, tenant compte entre autres de la présence d'impayés et des restructurations de contrats.

Par la suite, le retour en Bucket 1 pour les portefeuilles Retail et Réseau, notés en IRB-A, se fait lorsque le rating de la transaction s'est amélioré, lorsque le statut risque du tiers s'est amélioré pour les portefeuilles Réseau en approche standard. Pour les portefeuilles Clientèle en approche standard non notés, le retour en Bucket 1 s'opère douze mois après la date de régularisation du dernier impayé.

Enfin, le retour en Bucket 2 des instruments classés en Bucket 3 s'opère lorsque le client a remboursé l'intégralité de ses impayés significatifs au sens de la nouvelle définition du défaut de l'ABE et qu'il ne rencontre plus de critère de défaut, à l'issue d'une période probatoire de trois mois ou de douze mois pour les transactions restructurées. Dans le cas d'événements d'improbabilité de paiement, le retour en Bucket 2 se fait à dire d'expert.

Pour l'activité Réseau, les lignes de financement originées lorsque le client était en défaut (POCI) restent en Bucket 3. En cas de retour en Bucket 1, les nouvelles expositions suivent ce statut.

#### **Cas spécifique des encours restructurés**

Le groupe Mobilize Financial Services applique, pour l'identification des encours restructurés, la définition de l'European Banking Authority (EBA) donnée dans son ITS (Implementing Technical Standards) 2013/03 rev1 du 24 juillet 2014.

La restructuration de crédit (ou Forbearance) consiste dans la mise en place de concessions envers un client emprunteur qui rencontre ou est sur le point de rencontrer des difficultés financières pour honorer ses engagements. Elle désigne ainsi les cas de modification des clauses et des conditions d'un contrat afin de redonner au client en difficulté financière la possibilité d'honorer ses engagements (exemple : changement du nombre d'échéances, report de la date d'échéance, changement du montant des échéances, changement du taux client) ou de refinancement total ou partiel d'un engagement d'une contrepartie en difficulté (au lieu de le résilier), qui n'aurait pas eu lieu si le client n'avait pas connu de difficultés financières. Sont exclues des créances restructurées, les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas de difficultés financières.

Même si les difficultés financières s'appréhendent en revanche au niveau du client, l'encours restructuré se définit au niveau du contrat (« facility ») qui est restructuré, et non au niveau du tiers (pas de principe de contagion).

Les encours restructurés sont soit déclassés en Bucket 2 (performing, «viable forbearance measure») ou en Bucket 3 (non-performing, «distressed forbearance measure»).

Par la suite, un contrat peut sortir des encours restructurés si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- Le contrat est considéré comme performant (sain ou incidenté) et l'analyse de la situation du client confirme qu'il a recouvré sa solvabilité et sa capacité à honorer ses engagements ;
- Un minimum de deux ans de période probatoire s'est écoulé depuis que le contrat restructuré est revenu en encours performant ;
- Des remboursements réguliers et significatifs ont été effectués par le client au cours, a minima, de la moitié de la période probatoire ;
- Aucune des expositions du client ne présente d'impayés de plus de 30 jours à la fin de la période probatoire.

Si un contrat restructuré classé performing bénéficie à nouveau de mesures de restructuration (extension de durée, etc.) ou s'il présente des impayés de plus de 30 jours durant sa période d'observation, il doit être déclassé en défaut (annulation de sa période d'observation).

#### **Mesure des pertes de crédit attendues**

Conformément à la norme IFRS 9, les pertes de crédit attendues (ECL) correspondent à l'espérance de la perte de crédit (en principal et en intérêts), actualisée au taux d'intérêt effectif (TIE) de l'actif. Ce montant constitue la provision affectée à une facilité ou à un portefeuille).

Les ECL sont déterminées comme le produit des éléments suivants, actualisés au TIE du contrat :

- Exposure at Default (EAD) : Montant de l'exposition attendue en cas de défaut de la contrepartie, en tenant compte des remboursements anticipés éventuels.
- Probabilité de défaut (PD) : Probabilité qu'une contrepartie du Groupe fasse défaut à l'horizon d'un an, basé sur les paramétrages bâlois.
- Loss Given Default (LGD) : Rapport entre la perte subie sur une exposition en cas de défaut d'une contrepartie et le montant de l'exposition au moment de défaut. L'estimation s'appuie sur les données prudentielles en approche IRB, avec des ajustements pris en compte si nécessaire.

Pour les contrats dont la maturité est inférieure à 12 mois, la provision reste identique que l'opération soit classée en Bucket 1 ou en Bucket 2. Ce point est particulièrement significatif pour le périmètre Réseau, composé principalement de financements à court terme.

#### **Information prospective et « forward looking »**

Pour le calcul des pertes de crédit attendues (ECL), la norme IFRS 9 exige l'utilisation d'informations pertinentes, internes et externes, validées et raisonnablement disponibles. Cette estimation prospective repose sur une moyenne pondérée de scénarios probabilisés, intégrant les effets des évolutions économiques futures sur le risque de crédit. Cette approche « forward looking » vise à refléter les impacts potentiels des variations macroéconomiques sur les pertes attendues.

Les projections macroéconomiques sont appliquées à l'ensemble des contrats du portefeuille, quel que soit le type de produit, qu'il s'agisse de crédits, de locations financières ou opérationnelles. Pour chaque scénario envisagé, des paramètres spécifiques, tels que la probabilité de défaut (PD) et la perte en cas de défaut (LGD), sont définis afin de déterminer les pertes attendues associées.

Dans le groupe, la provision forward-looking inclut une provision sectorielle pour couvrir dans le secteur Clientèle Entreprises les secteurs identifiés comme fragilisés et une provision statistique qui tient compte de scénarios macro-économiques appliqués à l'ensemble des encours Clientèle et Réseau.

La provision statistique est basée sur trois scénarios ; Stabilité, Baseline et Adverse qui sont ensuite pondérés pour tenir compte des dernières projections macro-économiques à date de l'OCDE (variation de PIB, taux de chômage et inflation) et de leur probabilité de survenance, ce qui permet de calculer une provision forward looking statistique (montant de la provision obtenu par différence avec les provisions comptables du scénario Stabilité).

#### **Critères de passage en défaut**

Le passage en défaut d'un instrument financier au sein du groupe Mobilize Financial Services repose sur des critères quantitatifs et qualitatifs.

Critères quantitatifs : Un instrument est en défaut lorsque les impayés non techniques du client dépassent pendant plus de 90 jours consécutifs les seuils absolu (100 € pour les expositions Retail ou 500 € pour les expositions Non Retail), ou l'équivalent dans les devises locales, et relatif (les impayés représentent 1 % de son encours total au bilan (sans considération des garanties potentielles obtenues sur l'instrument)). Les seuils absolu et relatif sont évalués quotidiennement pour garantir une surveillance précise.

Critères qualitatifs : le groupe s'appuie sur les indicateurs pouvant traduire une absence probable de paiement ou une dégradation significative de la situation financière de la contrepartie (cas de surendettement, redressement ou liquidation judiciaire, faillite personnelle, liquidation de biens ou assignations devant un tribunal international, informations internes et externes...), l'existence de contentieux ou de procédures judiciaires entre la contrepartie et l'établissement.

Ces éléments sont utilisés pour évaluer la capacité et la volonté du client à honorer ses engagements financiers.

Les créances litigieuses faisant l'objet d'un refus de paiement de la part du client à la suite de contestation de l'interprétation des clauses du contrat si la situation financière du client n'apparaît pas compromise, les clients à conditions de paiement négociables s'il n'y a aucun doute sur le recouvrement et les créances sur lesquelles ne pèse qu'un risque pays sont exclues des créances en défaut.

#### **Règles de passage en pertes**

Le passage en perte consiste à réduire la valeur brute comptable d'un actif financier lorsqu'il n'y a pas d'attente raisonnable de rétablissement. Les filiales du groupe Mobilize Financial Services doivent sortir du bilan les encours par la contrepartie d'un compte de perte, et reprendre la dépréciation associée, lorsque le caractère irrécouvrable des créances est confirmé et donc au plus tard lorsque ses droits en tant que créancier sont éteints.

En particulier, les créances deviennent irrécouvrables et donc sorties du bilan s'il s'agit :

- de créances ayant fait l'objet d'abandons en totalité dans le cadre d'un plan de redressement ; d'une liquidation judiciaire ;
- de créances prescrites ;
- de créances ayant fait l'objet d'un jugement légal défavorable (résultat négatif des poursuites engagées ou de l'action d'un contentieux) ;
- de créances envers un client disparu.

#### **5.3.3.13 Comptabilisation et évaluation des actifs financiers hors prêts et créances à la clientèle**

Le Groupe enregistre un actif financier lorsqu'il devient partie aux dispositions contractuelles de cet instrument. Le portefeuille de titres est classé suivant les catégories d'actifs financiers fixées par la norme IFRS 9. Les OPCVM et les FCP (parts de fonds) sont réputés non SPPI et sont donc valorisés à la juste valeur par résultat. Les titres de sociétés ni contrôlées ni sous influence notable sont des instruments de capitaux propres et sont également comptabilisés en juste valeur par résultat.

Les actifs financiers répondant à la définition d'instruments de dette gérés dans le cadre d'un modèle de gestion de collecte et vente et passant les tests SPPI chez le groupe Mobilize Financial Services sont comptabilisés en juste valeur en contrepartie des Autres éléments du résultat global. Les variations de valeur (hors intérêts courus) sont comptabilisées en réserve de réévaluation directement dans les capitaux propres. La dépréciation de ce type de titre suit les modèles préconisés par la norme IFRS 9 en fonction des ECL.

Dans tous ces cas, la juste valeur de ces actifs financiers est déterminée en priorité par référence au prix de marché, ou, à défaut, sur la base de méthodes de valorisation non basées sur des données de marché.

**5.3.3.14 Opérations entre le groupe Mobilize Financial Services et le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi**

Les transactions entre parties liées sont réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale si ces modalités peuvent être démontrées.

Le groupe Mobilize Financial Services contribue à conquérir et fidéliser les clients du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi en apportant une offre de financements et de services intégrée à leur politique commerciale.

Les principaux indicateurs et flux entre les deux entités sont les suivants :

**L'aide à la vente**

Au 31 décembre 2024, le groupe Mobilize financial Services a assuré 21 734 M€ de nouveaux financements (cartes incluses) contre 21 187 M€ au 31 décembre 2023.

**Relations avec le réseau de concessionnaires**

Le groupe Mobilize Financial Services agit en partenaire financier afin de maintenir et s'assurer de la bonne santé financière des réseaux de distribution du Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

Au 31 décembre 2024, les financements réseaux nets de dépréciations s'élèvent à 13 809 M€ contre 11 641 au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, 414 M€ sont des financements directement consentis à des filiales ou succursales du groupe Renault contre 276 M€ au 31 décembre 2023.

Au 31 décembre 2024, le réseau de concessionnaires a perçu, en tant qu'apporteur d'affaires, une rémunération de 778 M€ contre 804 M€ au 31 décembre 2023.

**Relations avec les constructeurs**

Le groupe Mobilize Financial Services règle les véhicules livrés aux concessionnaires dont il assure le financement. A l'inverse, en fin de contrat, le groupe Mobilize Financial Services est réglé par le groupe Renault du montant des engagements de reprise des véhicules dont ce dernier s'est porté garant. Ces opérations génèrent d'importants flux de trésorerie entre les deux groupes.

Au titre de leur politique commerciale et dans le cadre de campagnes promotionnelles, les constructeurs participent à la bonification des financements octroyés à la clientèle par le groupe Mobilize Financial Services. Au 31 décembre 2024, cette participation s'élève à 1 040 M€ contre 747 M€ au 31 décembre 2023.

**5.3.3.15 Impôts sur les résultats**

Le Groupe comptabilise des impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs dans la situation financière consolidée. Les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement de ces différences. Au sein d'une même entité fiscale (société juridique, établissement ou groupe d'entités redevable de l'impôt auprès de l'administration fiscale), les impôts différés actifs et passifs sont présentés de manière compensée, dès lors que celle-ci a le droit de compenser ses actifs et passifs d'impôts exigibles. Les actifs d'impôts différés sont reconnus en fonction de leur probabilité de réalisation future et sont dépréciés lorsque leur réalisation n'est pas probable.

Pour les sociétés intégrées globalement, un passif d'impôt différé est reconnu à hauteur des impôts de distribution dont le versement est anticipé par le groupe.

Pour évaluer les provisions pour positions fiscales incertaines, le Groupe utilise une méthode d'évaluation individuelle basée en général sur le montant le plus probable. Ces provisions sont classées sur des lignes dédiées dans la situation financière consolidée, afin de se conformer à leurs caractéristiques qualitatives.

**5.3.3.16 Engagements de retraite et assimilés**

Pour les régimes à cotisations définies, les paiements du Groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils sont liés.

Pour les régimes à prestations définies concernant les avantages postérieurs à l'emploi, la valeur actuelle de l'obligation est estimée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Selon cette méthode, les droits à prestation sont affectés aux périodes de service en fonction de la formule d'acquisition des droits du régime, en prenant en compte un effet de linéarisation lorsque le rythme d'acquisition des droits n'est pas uniforme au cours des périodes de service ultérieures.

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués sur la base d'hypothèses d'évolution des salaires, d'âges de départ, de mortalité, puis ramenés à leur valeur actuelle sur la base des taux d'intérêt des obligations à long terme des émetteurs de première catégorie et d'une durée correspondant à la durée moyenne estimée du régime évalué.

Les écarts actuariels résultant de révisions des hypothèses de calcul et des ajustements liés à l'expérience sont enregistrés en autres éléments du résultat global.

La charge nette de l'exercice, correspondant au coût des services rendus éventuellement majorée du coût des services passés, au coût lié à la désactualisation des provisions diminuées de la rentabilité des actifs du régime est constatée en résultat dans les charges de personnel.

#### **5.3.3.17 Activité d'assurance**

Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux actifs et passifs générés par les contrats d'assurance émis par les sociétés d'assurance consolidées sont établis depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023 conformément à la norme IFRS 17.

Les autres actifs détenus et passifs émis par les sociétés d'assurance suivent les règles communes à tous les actifs et passifs du groupe et sont présentés dans les postes de même nature du bilan et du compte de résultat consolidé.

Compte tenu de la nature des portefeuilles d'assurance et de réassurance - contrats d'une durée supérieure à 1 an avec un profil de risque non linéaire - leurs provisions techniques sont évaluées selon le modèle général (dit « building blocks approach ») comprenant : (1) les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés et pondérés par leur probabilité de réalisation, (2) un ajustement pour risque non financier et (3) la marge de service contractuelle.

Il n'existe aucun contrat participatif en portefeuille justifiant l'application du modèle « VFA - Variable Fee Approach ». Aucun contrat n'est évalué selon le modèle « PAA - Premium allocation Approach ».

L'activité d'assurance détient certaines couvertures de réassurance proportionnelle. Les composants des contrats de réassurance existants sont évalués séparément mais leur date de comptabilisation correspond à celle des contrats sous-jacents couverts, la réassurance portant sur les générations de contrat.

Conformément à la norme, les provisions techniques sont évaluées par groupes homogènes de contrats selon les règles d'agrégation suivantes :

- Par portefeuilles portant des risques similaires et gérés ensemble
- Par cohortes annuelles
- Par groupe de profitabilité, avec un groupe séparé pour les contrats onéreux au moment de leur comptabilisation.

Les estimations des flux de trésorerie futurs actualisés pour les portefeuilles d'assurance et de réassurance correspondent à la projection de ces flux futurs de trésorerie (primes, prestations, frais généraux attribuables notamment) dans la frontière des contrats. Ces projections se basent sur des modèles qui reflètent le fonctionnement des contrats d'assurance et de réassurance et sont réalisées selon les niveaux d'agrégation précédemment définies. Ces modèles de projection se basent sur les mêmes fondements que ceux utilisés pour les calculs Solvabilité II. La frontière des contrats correspond à leur date de prise et de fin d'effet.

Les taux d'actualisation sont définis selon la méthode « bottom-up » à laquelle est ajoutée une prime d'illiquidité. La courbe des taux sans risque est celle définie par l'EIOPA. L'ajustement de la prime d'illiquidité est dérivé de la courbe des prix du marché en utilisant le modèle de risque de crédit structurel de Merton et l'ajustement CoC (Cost Of Capital) pour supprimer la probabilité de défaut « attendue » et les primes de risque de crédit pour les pertes (in)attendues, ajustées en fonction du portefeuille obligataire détenu.

Les frais d'acquisition correspondent aux commissions de distribution payés au réseau de distribution. Ces frais sont engagés à la date d'effet du contrat et sont amortis selon le même profil que la Marge de Service contractuelle (CSM).

L'ajustement pour risque non financier est déterminé pour compenser l'incertitude inhérente aux montants et au timing des flux de trésorerie projetés. Il repose sur la distribution observée la fréquence des sinistres, représentant le facteur de risque principal du portefeuille d'assurance et est calibré avec un seuil de confiance à 90 %, cohérent avec ce qui est retenu dans les règles d'appétence aux risques. L'ajustement pour risques est amorti selon le profil des cashflow de sinistres.

La marge de service contractuelle représente la partie des bénéfices réalisés sur les contrats d'assurance souscrits qui sera différée et progressivement reportée au revenu sur la durée de vie estimée des contrats d'assurance. Elle est définie à la souscription des contrats et évolue en cours de vie des contrats en fonction des écarts d'expérience et d'hypothèse avec ce qui avait été attendu à l'origine.

#### **Unités de couverture**

La marge sur services contractuels est reconnue en compte de résultat en fonction des unités de couverture fournies sur la période. Une unité de couverture permet de refléter l'allocation de la marge de service contractuelle à mesure des services rendus. Les unités de couvertures

permettent de mesurer les périodes de couverture du risque pour la reconnaissance du revenu (marge de service contractuelle). Ces unités de couvertures sont basées sur le profil de risques des cohortes annuelles de contrats en considérant le profil des sommes sous risques.

#### **Option OCI**

#### **Traitement des marges internes**

Le groupe a choisi de comptabiliser les impacts liés aux changements de taux d'actualisation dans les Autres éléments du Résultat global.

#### **Estimations comptables pertinentes**

L'ensemble des hypothèses techniques sous-jacentes pour le calcul flux futurs de trésorerie issus des portefeuilles d'assurance (fréquence des sinistres, taux d'acceptation de sinistres, durées d'indemnisation dans le cas de couverture des mensualités des financements sous-jacents, taux de rachat anticipé des contrats, frais unitaires) sont définies sur la base d'études statistiques sur les données des portefeuilles et représentent la meilleure estimation de ces éléments à la date de calcul. Les hypothèses financières sont basées sur des données fournies par le régulateur et des données de marché retenues par le groupe.

#### **Compte de résultat :**

Les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance sont présentés au compte de résultat sous les rubriques « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités » uniquement pour les frais d'assurance gérés en externe.

Le groupe Mobilize Financial Service a décidé de recourir à l'option permettant de ventiler les produits financiers ou charges financières d'assurance de la période entre le résultat et les autres éléments du résultat global.

#### **Actifs dédiés à l'assurance :**

L'objectif premier de la stratégie d'investissement du groupe est de protéger et préserver ses actifs, avec toutes les décisions d'investissement à faire conformément au principe de la « personne prudente », tout en recherchant un retour adéquat afin de s'assurer que les investissements sont faits dans le meilleur intérêt des assurés.

A cet égard, le portefeuille d'investissement des activités d'assurance peut être considérée comme gérée de manière conservatrice car il est largement composé d'obligations corporate, souveraines et supranationales, de prêts à terme ainsi que de dépôts à vue. Le groupe a poursuivi la diversification de ses participations en obligations d'entreprises de qualité investment grade en privilégiant les émetteurs ayant un bilan ESG satisfaisant selon les critères " CDP - Carbon Disclosure Project (cf. Note 4 - Actifs financiers).

Il est à noter que les obligations et les prêts à terme sont détenus jusqu'à l'échéance conformément à la politique du groupe business model de « collecte ».

#### **5.3.3.18 Les passifs financiers**

Les passifs financiers du groupe Mobilize Financial Services sont constitué d'emprunts obligataires et assimilés, de titres de créances négociables, de titres émis dans le cadre des opérations de titrisation ainsi que de dettes auprès des établissements de crédit et de dépôts Epargne auprès de la clientèle.

Lors de leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont mesurés à la juste valeur nette des coûts de transaction qui sont directement attribuables à leur émission.

A chaque clôture, en dehors des modalités spécifiques liées à la comptabilité de couverture, les passifs financiers sont évalués à leur coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les charges financières ainsi calculées prennent en compte les frais d'émission et les primes d'émission ou de remboursement qui sont étalés actuariellement sur la durée de l'émission.

Les programmes d'émission du groupe à moyen et long terme ne présentent pas de clause qui pourrait conduire à une exigibilité anticipée de la dette.

#### **5.3.3.19 Emissions structurées et dérivés incorporés**

Les émissions structurées sont présentes en faible nombre. Elles sont adossées à des instruments dérivés qui viennent neutraliser le dérivé sous-jacent de façon à obtenir un passif synthétique à taux révisable.

Les seuls dérivés incorporés identifiés dans le groupe Mobilize Financial Services correspondent à des sous-jacents contenus dans des émissions structurées. Lorsque les dérivés incorporés ne sont pas étroitement liés au contrat hôte, ils sont évalués et comptabilisés séparément à la juste valeur. Les variations de juste valeur sont alors comptabilisées en compte de résultat. Après extraction du dérivé, l'émission structurée (contrat hôte) est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

Les émissions structurées sont ainsi associées à des swaps dont la branche active présente des caractéristiques strictement identiques à celles du dérivé incorporé, assurant sur le plan économique une couverture efficace. Néanmoins, les dérivés incorporés séparés du contrat hôte et les swaps associés aux émissions structurées sont comptablement réputés détenus à des fins de transaction.

#### **5.3.3.20 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture**

Les instruments financiers dérivés sont contractés par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de gestion des risques de change et de taux. La comptabilisation des instruments financiers en tant qu'instruments de couverture dépend ensuite de leur éligibilité ou non à la comptabilité de couverture.

Les instruments financiers utilisés par le groupe Mobilize Financial Services peuvent être qualifiés de couverture de juste valeur ou de flux futurs de trésorerie ou d'investissement net. Une couverture de juste valeur permet de se prémunir contre les variations de juste valeur des actifs et passifs couverts. Une couverture de flux futurs permet de se prémunir contre les variations de valeur des flux de trésorerie associés à des actifs ou des passifs existants ou futurs. Le groupe Mobilize Financial Services applique les dispositions d'IFRS 9 pour la désignation et le suivi de ses relations de couverture.

#### **Evaluation**

Les dérivés sont évalués et comptabilisés à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Par la suite, à chaque clôture, la juste valeur des dérivés est réestimée.

Celle-ci correspond, en application de la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur », au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation. Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier représente le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif (valeur de sortie).

La juste valeur des contrats de change à terme et des swaps de devises est déterminée par actualisation des flux financiers, en utilisant les taux (change et intérêt) du marché à la date de clôture. Elle intègre par ailleurs la valorisation des effets « de base » des swaps de taux et change.

Celle des dérivés de taux représente ce que le groupe recevrait (ou paierait) pour dénouer à la date de clôture les contrats en cours, en prenant en compte les plus ou moins-values latentes déterminées à partir des taux d'intérêts courants à la date de clôture.

#### **Ajustement de crédit**

Un ajustement comptable est constaté sur la valorisation des portefeuilles de dérivés de gré à gré à l'exclusion de ceux compensés en chambre au titre du risque de crédit des contreparties (ou CVA, Credit Valuation Adjustment) et du risque de crédit propre (ou DVA, Debit Valuation Adjustment).

L'exposition (EAD – Exposure At Default) est approximée par la valeur de marché (MTM) incrémentée ou diminuée d'un add-on, représentant le risque potentiel futur et en tenant compte des accords de compensation avec chaque contrepartie. Ce risque potentiel futur est estimé par utilisation de la méthode standard proposée par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relatif aux exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, article 274).

La perte en cas de défaut (LGD – Loss Given Default) est estimée par défaut à 60 %.

La probabilité de défaut (PD) correspond à la probabilité de défaut associée aux CDS (Credit Default Swap) de chaque contrepartie. Dans certains pays, lorsque l'information n'est pas disponible, la probabilité de défaut est approchée avec celle du pays de la contrepartie.

#### **Couverture de juste valeur**

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de juste valeur (« fair value hedge ») à ses couvertures du risque de taux d'un passif à taux fixe par un swap ou cross currency swap receveur fixe/payeur variable.

Cette comptabilité de couverture est appliquée sur la base d'une documentation de la relation de couverture à la date de mise en place et des résultats des tests d'efficacité des couvertures de juste valeur qui sont réalisés à chaque arrêté.

Les variations de valeurs des dérivés de couverture de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Pour les passifs financiers couverts en juste valeur, seule la composante couverte est évaluée et comptabilisée à la juste valeur. Les variations de valeur de la composante couverte sont comptabilisées en résultat. La fraction non couverte de ces passifs est évaluée et comptabilisée au coût amorti.

En cas d'arrêt anticipé de la relation de couverture, le dérivé de couverture est qualifié d'actif ou de passif financé à la juste valeur par résultat. L'élément couvert est comptabilisé au coût amorti pour un montant égal à sa dernière évaluation en juste valeur.

**Couverture de flux de trésorerie**

Le groupe Mobilize Financial Services a choisi d'appliquer la comptabilité de couverture de flux de trésorerie (« cash-flow hedge ») dans les cas suivants :

- couverture du risque de taux sur des passifs à taux variable par un swap receveur variable/payeur fixe ; permettant ainsi de les adosser aux actifs à taux fixe ;
- couverture du risque de taux sur des ensembles composés d'un passif à taux fixe et d'un swap payeur variable/receveur fixe par un swap payeur fixe/receveur variable ;
- couverture de flux futurs ou probables en devises.

Des tests d'efficacité des couvertures de flux de trésorerie sont réalisés à chaque arrêté pour s'assurer de l'éligibilité des opérations concernées à la comptabilité de couverture. Le groupe calcule un ratio de couverture pour s'assurer que les nominaux des couvertures n'excèdent pas les nominaux couverts. En ce qui concerne le deuxième type de couverture, le test pratiqué consiste à s'assurer que l'exposition au risque de taux liée aux actifs financiers non dérivés est bien réduite par les flux liés aux instruments dérivés utilisés en couverture.

Les variations de valeur de la part efficace des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont comptabilisées en capitaux propres, dans un compte spécifique de réserve de réévaluation.

**Instruments dérivés à la juste valeur par résultat**

On retrouve dans ce poste les opérations non éligibles à la comptabilité de couverture et les opérations de couverture de change pour lesquelles le groupe Mobilize Financial Services n'a pas souhaité appliquer la comptabilité de couverture.

Les variations de valeur de ces dérivés sont comptabilisées en compte de résultat.

**5.3.3.21 Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte. Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits du groupe Mobilize Financial Services. Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles.

Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

**5.3.4 Adaptation à l'environnement Economique et financier**

Dans un environnement économique contrasté, le groupe Mobilize Financial Services maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

**Liquidité**

Le groupe Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

L'activité de collecte de dépôts, lancée en février 2012 est maintenant présente dans 6 pays différents (France, Allemagne, Autriche, Royaume-Uni, Espagne et Pays-Bas). Elle a permis de créer une ressource alternative et constitue aujourd'hui la principale source de financement du groupe. De plus elle vient renforcer le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR).

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans en euro et émet régulièrement des green bonds depuis 2022. De plus, depuis 2019, MFS est présent sur le marché de la dette obligataire subordonnée. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs. Par ailleurs le groupe accède aux marchés obligataires dans des devises multiples que ce soit pour financer les actifs européens ou pour accompagner son développement hors Europe.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.



Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

- **appétit pour le risque** : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration ;
- **refinancement** : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement ;
- **réserve de liquidité** : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE ou de la Banque d'Angleterre, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier ;
- **prix de transfert** : Le refinancement des entités européennes du groupe est coordonné par la Trésorerie groupe qui gère la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification ;
- **scénarios de stress** : Le Comité financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses de fuite des dépôts stressées sont très conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers ;
- **plan d'urgence** : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

#### Risque de crédit

La qualité de portefeuille crédit (mesurée par le taux de prêt non performants) s'est maintenue à 2.5 % des encours clientèles (hors Réseau) en défaut en décembre 2024, en recul de 8 points de base par rapport à décembre 2023. Les encours en défaut suivent la croissance de l'encours total depuis décembre 2023.

En matière de politique d'octroi de crédit, la mise en œuvre et le renforcement des procédures d'acceptation des particuliers et des entreprises s'est poursuivie. De nouvelles règles ont été notamment publiées au 1<sup>er</sup> semestre 2024 pour encadrer les expositions maximales et les schémas délégataires pour les financements de location opérationnelle.

Le groupe Mobilize Financial Services conserve l'objectif de maintenir le risque de crédit global à un niveau compatible avec les attentes de la communauté financière et ses cibles de rentabilité.

#### Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

#### Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des Comités financiers mensuels.

Les Comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée prévisionnelle, qui complètent les analyses habituelles de la rentabilité des filiales.

#### Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte du placement des excédents de trésorerie, investis sous forme de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations (émises par des états, émetteurs supranationaux, agences gouvernementales ou des entreprises) dont la durée moyenne était inférieure à un an au 31 décembre 2024.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure préalablement autorisées par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne.

Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux. La durée moyenne du portefeuille de titres était inférieure à un an.

En outre, RCI Banque S.A. a également investi dans un fonds dont les actifs sont constitués de titres de créances émis par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Son exposition moyenne au risque de crédit est de six ans avec une limite à neuf ans. Le fonds vise une exposition nulle au risque de taux avec un maximum de deux ans.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie. En Europe, où le groupe est soumis à la réglementation EMIR, les dérivés font l'objet de techniques de mitigation du risque de contrepartie par échange de collatéral en bilatéral ou enregistrement en chambre de compensation. En dehors d'Europe, le groupe est attentif à la qualité de crédit des contreparties bancaires avec lesquelles il traite des dérivés.

### **Gestion du risque d'assurance**

L'appétence du groupe au risque Assurance lié à l'activité des compagnies d'assurance est « Modéré ». En effet, l'activité assurance n'est pas le cœur de métier de Mobilize Financial Services, mais elle contribue significativement au résultat du groupe.

Le groupe a une gestion de « personne prudente » concernant les risques auxquels il pourrait être exposé dans ses activités d'assurance. Les risques principaux liés à cette activité sont les suivants :

#### **Risques de souscription (risques techniques)**

Les risques techniques regroupent les potentielles pertes liées à :

- une conception des produits, une définition des garanties défailante,
- une tarification inadaptée,
- un non-respect des règles de souscription,
- un profil de risque des assurés défavorable (structure par âge...),
- une dérive de la sinistralité sous-jacente,
- une hausse des annulations et rachats des contrats,
- une couverture de réassurance inadaptée.

Les risques souscrits (décès, invalidité/incapacité, chômage, perte totale du véhicule financé) sont sujets à une faible volatilité et sont assurés sur des durées courtes correspondant aux durées de financement. De plus la diversification des portefeuilles par zone géographique permet de réduire les risques. Le profil de risque est donc modéré.

D'autre part, les produits d'assurance et leur distribution sont soumis à un processus de revue périodique conformément aux exigences réglementaires de surveillance et de gouvernance produit. Les indicateurs techniques sont en place pour monitorer la structure du portefeuille assuré, la sinistralité et les taux de rachat et ainsi d'identifier les éventuelles dérives.

#### **Risques de liquidité**

Les sociétés d'assurance n'ont pas de dettes financières. En effet, les principaux passifs financiers de la société découlent de dettes à court terme. L'exposition au risque de liquidité résulte principalement de la nécessité de régler les obligations futures relatives aux provisions techniques d'assurance (ses engagements vis-à-vis des clients sont à plus d'un an) et autres dettes tels que l'impôt sur le revenu et autres sommes dues. Pour répondre à ces obligations, le groupe se fixe des critères très stricts d'analyse de sa liquidité sur la base d'une analyse actif-passif dans un scénario de run-off des portefeuilles d'assurance. Cette analyse est réactualisée chaque trimestre. De surcroît le groupe n'investit que dans des actifs très liquides renforçant le profil de sécurité.

Aucune exposition aux actifs non liquides tels que les actions, l'immobilier, participations, actifs non cotés...

#### **Risques de contrepartie**

Comme précisé plus haut, les sociétés d'assurance n'investissent que dans des actifs (dépôt bancaires, obligations souveraines, supra ou agences ou obligations d'entreprises) de qualité investment grade à faible risque de crédit.

### Risques de taux d'intérêt

Avec l'introduction d'IFRS 17, l'ensemble du bilan des compagnies d'assurance est désormais soumis au risque de taux d'intérêt ; les actifs financiers sont valorisés à la « Valeur de marché » (IFRS 9) tandis que les provisions techniques d'assurance au passif sont valorisées à la « juste valeur » (IFRS 17). Les variations de courbe des taux amène donc de la volatilité dans les états financiers. Toutefois cette volatilité est contenue et représente un impact économique limité. En effet, les actifs financiers sont à taux fixe et détenus jusqu'à leur maturité, les engagements d'assurances du portefeuille des contrats encours ont une maturité moyenne courte de l'ordre de 24 mois et la politique d'investissement repose sur une adéquation actif-passif. Les portefeuilles d'assurance ne comportent pas de contrats avec une participation aux bénéfices aux assurés.

De plus, le groupe ne s'appuie pas sur des refinancements externes pour les activités d'assurance.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un suivi détaillé dans le rapport ORSA « Own Risk & Solvency Assessment » des compagnies d'assurance. Il s'agit notamment de mesurer leur potentiel impact sur la solvabilité des compagnies d'assurance dans le cadre de la réalisation de stress-tests.

### Environnement macroéconomique

Aux Etats Unis, le maintien de taux directeurs élevés a permis de faire baisser l'inflation. Après avoir atteint un point haut à 3,5 % fin mars 2024, l'inflation est passée de 3,4 % à fin 2023 à 2,7 % fin novembre 2024. La croissance économique a été dynamique en 2024, avec une moyenne de 2,6 % contre 3,2 % en 2023. Le marché de l'emploi est resté fort, montrant cependant des signes de ralentissement. En effet, les créations d'emplois ont diminué et le taux de chômage a augmenté depuis mars 2024, atteignant 4,2 % en novembre. Ainsi, la Fed a entamé un assouplissement de sa politique monétaire. Après avoir maintenu les taux directeurs inchangés depuis juillet 2023, elle a réduit ses taux directeurs de 50 points de base en septembre, puis de 25 points de base en novembre et en décembre 2024. Le marché prévoit deux autres baisses en 2025 pour atteindre 3,9 %.

En Europe, le resserrement monétaire opéré par la BCE depuis 2022 a permis de faire baisser l'inflation de 2,9 % à fin 2023 à 2,4 % fin décembre 2024. La baisse des taux directeurs entamée en juin 2024 a ouvert une nouvelle phase de normalisation monétaire. La BCE a ainsi réduit ses taux directeurs à quatre reprises (100 points de base au total) en 2024. Le marché anticipe quatre baisses supplémentaires en 2025 (100 points de base) majoritairement au premier semestre, afin d'atteindre un niveau de 2 % en juin. L'objectif est d'atteindre ce niveau de taux jugé neutre, voire un niveau plus bas en cas de faible croissance dans les principaux pays européens (PIB du 3<sup>ème</sup> trimestre : 0,9 % annuel). L'institution n'a donné aucune indication sur ses prochaines décisions de politique monétaire et a réitéré la dépendance des décisions aux données économiques disponibles à chaque réunion.

Au Royaume uni, l'inflation a fortement diminué, passant de 4 % à fin 2023 à 1,7 % à fin septembre 2024 pour se stabiliser à 2,6 % en fin d'année. L'économie s'est légèrement redressée avec un PIB en croissance de 0,9 % à fin septembre, contre -0,3 % à fin 2023. Le marché de l'emploi se normalise, avec un taux de chômage revenant à 4,3 %, proche des niveaux de fin 2023. La hausse des salaires a progressé significativement au premier semestre, puis a ralenti atteignant un creux de 3,8 % fin août avant de remonter à 4,6 % fin octobre, contre 5,8 % fin 2023. Les élections générales de juillet 2024 ont marqué le retour au pouvoir du parti travailliste après 15 ans de gouvernement conservateur. La priorité du nouveau gouvernement est le retour de la croissance après une période prolongée d'instabilité économique. La Banque d'Angleterre (BOE) a abaissé son taux directeur à deux reprises de 25 points de base en juillet et en novembre 2024. Le marché anticipe deux nouvelles baisses de 25 points de base en 2025, pour atteindre 4,1 % fin 2025.

Les marchés actions continuent d'afficher de bonnes performances malgré quelques périodes de retournement passager. Les valeurs américaines et européennes profitent de la baisse de l'inflation et de la solidité des bénéfices des entreprises dans un environnement économique et géopolitique incertain. L'Eurostoxx 50 et le S&P 500 progressent de +8,3 % et +23,3 % depuis la fin de 2023. Après s'être écarté tout début 2024, l'indice IBOXX Corporate Bond Euro qui avait clôturé l'année 2023 à 91 points de base, s'est resserré jusqu'à début juillet, atteignant un point bas à 82 points de base. Depuis début octobre, il a commencé à s'écarter fortement pour atteindre 99 points de base à fin décembre.

### 5.3.5 Refinancement

Dans ce contexte, le groupe a émis l'équivalent de 5,1 Md€ sur le marché obligataire en 2024. Le groupe a émis six émissions publiques senior en Euro respectivement de 2 ans et un jour (400 M€), 3,5 ans (800 M€), 4 ans (600 M€ Green bond), 5 ans (600 M€ augmenté à 700 M€ en octobre), 6 ans (800 M€) et 7 ans (700 M€) et une émission en CHF de 5 ans (120 M CHF). La filiale Polonaise a par ailleurs émis deux émissions à 3 ans pour un total de 850 M PLN. Le groupe a également renforcé sa structure de capital en émettant une deuxième souche de dette subordonnée Tier 2 NC 10.25Y NC 5,25 (750 M€).

Sur le marché de la titrisation, le groupe a lancé deux opérations publiques au cours de l'année 2024. Une transaction de 822 M€ adossée à des prêts automobiles accordés par sa succursale allemande a été placée au cours du premier semestre 2024. La deuxième transaction a été émise pour 765 M€ adossée à des crédits octroyés par sa filiale française. La succursale italienne a par ailleurs mis en place au cours du second semestre 2024 sa première titrisation privée de prêts automobiles pour un montant de financement de 600 M€. Les titrisations privées de prêts automobiles au Royaume-Uni, de leasing en Allemagne et de composante valeur résiduelle des contrats de LOA en France ont vu leur période revolving étendue pour deux années supplémentaires. Le montant des deux premières opérations a été légèrement augmenté pour atteindre 700 M€ au Royaume-Uni et 450 M€ en Allemagne.

L'activité de collecte d'épargne s'est montrée dynamique et compétitive en termes de coût de la ressource collectée. Les encours d'épargne collectée ont progressé de 2,3 Md€ depuis le début d'année pour s'établir à 30,5 Md€.

Par ailleurs, Mobilize Financial Services a renforcé son système de surveillance du risque de liquidité en introduisant de multiples scénarios de crise de liquidité dont la gravité et la vitesse de propagation varient. Ces scénarios comprennent des hypothèses de stress sur le financement du marché et des sorties massives de dépôts. La banque a défini un horizon de continuité des activités pour chaque scénario et effectue régulièrement des tests de résistance pour évaluer sa résilience. Au mois de décembre 2024, la réserve de liquidité (périmètre européen) s'élevait à 14,8 Md€, permettant de répondre à l'appétit pour le risque interne de continuité d'activité dans chaque scénario de stress de liquidité. Cette réserve se décompose en 4,4 Md€ de lignes bancaires confirmées non tirées, 4,6 Md€ de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire des Banques Centrales, 5,6 Md€ d'actifs hautement liquides (HQLA) et 0,2 Md€ d'actifs financiers.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée à 70 M€.

Au 31 décembre 2024, une hausse des taux parallèles<sup>(1)</sup> aurait un impact sur la marge nette d'intérêts (MNI) du groupe de -10,2 M€.

| Devise | K€     | Devise | K€     | Devise | K€     | Devise | K€  |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----|
| ARS    | 107    | CZK    | 181    | HUF    | 0      | SEK    | 0   |
| BRL    | 1 199  | EUR    | -3 326 | KRW    | 20     | RON    | 503 |
| CHF    | 909    | DKK    | -84    | MAD    | 172    |        |     |
| COP    | -1 415 | GBP    | -3 915 | PLN    | -4 572 |        |     |

La somme des valeurs absolues des sensibilités à un choc de taux parallèle<sup>(1)</sup> dans chaque devise s'élève à 20,1 M€.

La position de change transactionnelle<sup>(2)</sup> (titres de participation au capital des filiales exclus) consolidée du groupe Mobilize Financial Services atteint 12,7 M€ à fin décembre 2024.

### 5.3.6 Exigences réglementaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la directive 2013/36/UE concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD IV) et le règlement (UE) 575/2013, le groupe Mobilize Financial Services est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier). Au 31 décembre 2024, les ratios calculés ne mettent pas en évidence un non-respect des exigences réglementaires.

### 5.3.7 Notes sur les comptes consolidés

|        |   |         |  |
|--------|---|---------|--|
| NOTE 1 | Secteurs opérationnels  | NOTE 14 | Titrisation  |
|        | 1.1 Segmentation par marché   | NOTE 15 | Comptes de régularisation et passifs divers  |
|        | 1.2 Segmentation géographique   | NOTE 16 | Passif sur contrats d'assurance émis   |
| NOTE 2 | Caisse et Banques centrales   | NOTE 17 | Provisions   |
| NOTE 3 | Instruments dérivés de couverture   | NOTE 18 | Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie  |
| NOTE 4 | Actifs financiers   | NOTE 19 | Dettes subordonnées  |
| NOTE 5 | Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit                     | NOTE 20 | Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir  |
| NOTE 6 | Opérations avec la clientèle et assimilées  | NOTE 21 | Ventilation des flux futurs contractuels par échéance  |
|        | 6.1 Opérations avec la clientèle  | NOTE 22 | Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur |
|        | 6.2 Opérations de location financière   |         | Hypothèses et méthodes retenues  |
|        | 6.3 Opérations de location opérationnelle   | NOTE 23 | Accords de compensation et autres engagements similaires   |
|        | 6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines | NOTE 24 | Engagements donnés   |
|        | 6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services     | NOTE 25 | Engagements reçus  |
| NOTE 7 | Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité                   |         | Garanties et collatéraux   |

<sup>(1)</sup> Depuis 2021 et en conformité avec les orientations de IEBA (Guidelines IRRBB), l'amplitude des chocs de taux est fonction de la devise. Au 31 décembre 2024, les chocs de taux appliqués pour chaque devise ont été de : + 100 bps CHF et KRW ; + 150 bps pour EUR, SEK et DKK ; + 200 bps pour GBP, CZK et MAD ; + 250 bps pour HUF ; + 300 bps pour le RON, COP et PLN ; + 350 bps pour le BRL ; + 500 bps pour ARS

<sup>(2)</sup> Position de change excluant les titres de participations au capital des filiales.

|                |  |                |   |
|----------------|--|----------------|---|
|                | <b>7.1</b> Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques | <b>NOTE 26</b> | Exposition au risque de change  |
|                | <b>7.2</b> Variation des opérations avec la clientèle                                      | <b>NOTE 27</b> | Intérêts et produits assimilés  |
|                | <b>7.3</b> Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle                    | <b>NOTE 28</b> | Intérêts et charges assimilées  |
| <b>NOTE 8</b>  | Comptes de régularisation et actifs divers   | <b>NOTE 29</b> | Commissions   |
| <b>NOTE 9</b>  | Participations dans les entreprises associées et coentreprises                             | <b>NOTE 30</b> | Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat |
| <b>NOTE 10</b> | Immobilisations corporelles et incorporelles   | <b>NOTE 31</b> | Produits et charges nets des autres activités                                 |
| <b>NOTE 11</b> | Goodwill   | <b>NOTE 32</b> | Charges générales d'exploitation et des effectifs                             |
| <b>NOTE 12</b> | Passifs financiers à la juste valeur par résultat  | <b>NOTE 33</b> | Coût du risque par catégorie de clientèle                                     |
| <b>NOTE 13</b> | Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre    | <b>NOTE 34</b> | Impôts sur les bénéfices  |
|                | <b>13.1</b> Banques centrales  | <b>NOTE 35</b> | Evènements postérieurs à la clôture   |
|                | <b>13.2</b> Dettes envers les établissements de crédit                                     |                |   |
|                | <b>13.3</b> Dettes envers la clientèle   |                |   |
|                | <b>13.4</b> Dettes représentées par un titre   |                |   |
|                | <b>13.5</b> Ventilation des dettes par méthode d'évaluation                                |                |   |
|                | <b>13.6</b> Ventilation de l'endettement par taux avant dérivés                            |                |   |
|                | <b>13.7</b> Ventilation de l'endettement par durée restant à courir                        |                |   |

## NOTE 1 Secteurs opérationnels

### 1.1 Segmentation par marché

| En millions d'euros          | Clientèle | Réseau | Autres | Total<br>12/2024 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|------------------|
| Encours productif moyen      | 42 377    | 10 927 |        | 53 304           |
| Actif productif moyen        | 45 067    | 10 927 |        | 55 994           |
| Produit net bancaire         | 1 602     | 369    | 209    | 2 180            |
| Résultat brut d'exploitation | 1 055     | 275    | 82     | 1 412            |
| Résultat d'exploitation      | 896       | 263    | 81     | 1 240            |
| Résultat avant impôts        | 849       | 263    | 82     | 1 194            |

  

| En millions d'euros          | Clientèle | Réseau | Autres | Total<br>12/2023 |
|------------------------------|-----------|--------|--------|------------------|
| Encours productif moyen      | 39 195    | 10 488 |        | 49 683           |
| Actif productif moyen        | 40 684    | 10 488 |        | 51 172           |
| Produit net bancaire         | 1 543     | 342    | 76     | 1 961            |
| Résultat brut d'exploitation | 999       | 278    | (28)   | 1 249            |
| Résultat d'exploitation      | 838       | 287    | (29)   | 1 096            |
| Résultat avant impôts        | 778       | 286    | (30)   | 1 034            |

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

Au niveau du Produit Net Bancaire, étant donné que la majorité des produits sectoriels du groupe Mobilize Financial Services provient d'intérêts, ces derniers sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services tels que présentés aux notes 6 et 7 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées/ Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

**1.2 Segmentation géographique**

| En millions d'euros             | Année       | Encours net<br>à fin (1) | dont<br>Encours<br>Clientèle<br>net à fin (1) | dont<br>Encours<br>Réseaux net<br>à fin |
|---------------------------------|-------------|--------------------------|---|---|
| <b>Europe</b>                   | <b>2024</b> | <b>57 080</b>            | <b>44 140</b>                                 | <b>12 940</b>                           |
|                                 | 2023        | 50 466                   | 39 588  | 10 878                                  |
| dont Allemagne                  | 2024        | 10 436                   | 8 989   | 1 447                                   |
|                                 | 2023        | 8 676                    | 7 362   | 1 314                                   |
| dont Espagne                    | 2024        | 5 006                    | 4 017   | 989                                     |
|                                 | 2023        | 4 421                    | 3 574   | 847                                     |
| dont France                     | 2024        | 20 071                   | 14 924  | 5 147                                   |
|                                 | 2023        | 18 282                   | 14 000  | 4 282                                   |
| dont Italie                     | 2024        | 8 029                    | 6 274   | 1 755                                   |
|                                 | 2023        | 6 863                    | 5 649   | 1 214                                   |
| dont Royaume-Uni                | 2024        | 7 097                    | 5 963   | 1 134                                   |
|                                 | 2023        | 6 325                    | 5 287   | 1 038                                   |
| dont Autres pays <sup>(2)</sup> | 2024        | 6 441                    | 3 973   | 2 468                                   |
|                                 | 2023        | 5 899                    | 3 716   | 2 183                                   |
| <b>Afrique - Moyen-Orient</b>   | <b>2024</b> | <b>645</b>               | <b>435</b>                                    | <b>210</b>                              |
|                                 | 2023        | 528                      | 377   | 151                                     |
| <b>Asie - Pacifique</b>         | <b>2024</b> | <b>618</b>               | <b>597</b>                                    | <b>21</b>                               |
|                                 | 2023        | 834                      | 823   | 11                                      |
| dont Corée du Sud               | 2024        | 618                      | 597   | 21                                      |
|                                 | 2023        | 834                      | 823   | 11                                      |
| <b>Amérique</b>                 | <b>2024</b> | <b>2 690</b>             | <b>2 052</b>                                  | <b>638</b>                              |
|                                 | 2023        | 2 868                    | 2 267   | 601                                     |
| dont Argentine                  | 2024        | 228                      | 78  | 150                                     |
|                                 | 2023        | 100                      | 34  | 66                                      |
| dont Brésil                     | 2024        | 1 763                    | 1 349   | 414                                     |
|                                 | 2023        | 1 935                    | 1 450   | 485                                     |
| dont Colombie                   | 2024        | 699                      | 625   | 74                                      |
|                                 | 2023        | 833                      | 783   | 50                                      |
| <b>TOTAL GROUPE RCI BANQUE</b>  | <b>2024</b> | <b>61 033</b>            | <b>47 224</b>                                 | <b>13 809</b>                           |
|                                 | 2023        | 54 695                   | 43 054  | 11 641                                  |

(1) Y compris opérations de location opérationnelle.

(2) Belgique, Pays-Bas, Suisse, Autriche, Suède, Hongrie, Malte, Pologne, République Tchèque, Slovénie, Slovaquie, Croatie, Irlande, Portugal, Roumanie.

Les produits provenant des clients externes sont affectés aux différents pays en fonction du pays d'appartenance de chacune des entités. En effet, chaque entité n'enregistre que des produits provenant de clients résidents dans le même pays que l'entité.

**NOTE 2 Caisse et Banques centrales**

| En millions d'euros                          | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| Caisse et Banques centrales                  | 5 681        | 4 729        |
| Caisse et Banques centrales                  | 5 679        | 4 728        |
| Créances rattachées                          | 2            | 1            |
| Créances à terme sur Banques centrales       |              | 4            |
| Créances rattachées                          |              | 4            |
| <b>TOTAL DES CAISSE ET BANQUES CENTRALES</b> | <b>5 681</b> | <b>4 733</b> |

**NOTE 3 Instruments dérivés de couverture**

| En millions d'euros   | 12/2024    |            | 12/2023    |            |
|---|------------|------------|------------|------------|
|   | Actif      | Passif     | Actif      | Passif     |
| Instruments dérivés de taux et de change : Couverture de juste valeur | 100        | 89         | 44         | 196        |
| Instruments dérivés de taux : Couverture de flux de trésorerie futurs | 106        | 180        | 181        | 93         |
| Instruments dérivés de change : Couverture des investissement nets    |            | 1          |            |            |
| <b>TOTAL DES INSTRUMENTS DERIVES DE COUVERTURE</b>                    | <b>206</b> | <b>270</b> | <b>225</b> | <b>289</b> |

Les instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture ont été reclassés en tant qu'actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ces postes comprennent essentiellement des instruments dérivés contractés sur les marchés de gré à gré par le groupe Mobilize Financial Services dans le cadre de sa politique de couverture de l'exposition aux risques de change et de taux d'intérêt.

Les instruments dérivés qualifiés dans des relations de couverture de flux de trésorerie sont adossés à des dettes à taux variable et à des ensembles agrégés composés d'une dette à taux fixe et d'un swap de taux d'intérêt payeur variable.

Variation de la réserve de réévaluation des instruments financiers de couvertures de flux de trésorerie

| En millions d'euros                                | Couvertures<br>de flux de<br>trésorerie | Echéancier de transfert en résultat de la<br>réserve de couverture de flux de<br>trésorerie |              |           |
|--|---|---|--------------|-----------|
|  |   | < à 1 an  | de 1 à 5 ans | > à 5 ans |
| <b>Solde au 31 décembre 2022</b>                   | <b>218</b>                              | <b>15</b>   | <b>203</b>   |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | (46)                                    |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | (119)                                   |   |              |           |
| <b>Solde au 31 décembre 2023</b>                   | <b>53</b>                               | <b>28</b>   | <b>25</b>    |           |
| Variation de juste valeur en capitaux propres      | 36                                      |   |              |           |
| Transfert en résultat net d'impôt sur les sociétés | (113)                                   |   |              |           |
| <b>SOLDE AU 31 DECEMBRE 2024</b>                   | <b>(24)</b>                             |   | <b>(24)</b>  |           |

Le tableau ci-dessus indique pour les couvertures de flux de trésorerie, les périodes au cours desquelles RCI Banque SA s'attend à ce que les flux de trésorerie interviennent et influent sur le résultat.

La variation de la réserve de couverture de flux de trésorerie résulte d'une part de la variation de la juste valeur des instruments de couverture portée en capitaux propres, ainsi que du transfert en résultat de la période selon le même rythme que l'élément couvert.

Ventilation des nominaux d'instruments dérivés par durée résiduelle et par intention de gestion

| En millions d'euros                   | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2024 | Dt<br>entreprises<br>liées |
|---------------------------------------|--------|--------------|---------|------------------|----------------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b> |        |              |         |                  |                            |
| Opérations de change à terme          |        |              |         |                  |                            |
| Ventes                                | 1 755  |              |         | 1 755            |                            |
| Achats                                | 1 737  |              |         | 1 737            |                            |
| Opérations de change au comptant      |        |              |         |                  |                            |
| Prêts                                 | 29     |              |         | 29               |                            |
| Emprunts                              | 29     |              |         | 29               |                            |
| Opérations de swap de devises         |        |              |         |                  |                            |
| Prêts                                 | 132    | 19           |         | 151              |                            |
| Emprunts                              | 58     | 84           |         | 142              |                            |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>   |        |              |         |                  |                            |
| Opérations de swap de taux            |        |              |         |                  |                            |
| Prêteurs                              | 8 164  | 17 652       | 1 450   | 27 266           |                            |
| Emprunteurs                           | 8 164  | 17 652       | 1 450   | 27 266           |                            |

| En millions d'euros                   | < 1 an | de 1 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2023 | Dt<br>entreprises<br>liées |
|---------------------------------------|--------|--------------|---------|------------------|----------------------------|
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE</b> |        |              |         |                  |                            |
| Opérations de change à terme          |        |              |         |                  |                            |
| Ventes                                | 1 619  |              |         | 1 619            |                            |
| Achats                                | 1 561  |              |         | 1 561            |                            |
| Opérations de change au comptant      |        |              |         |                  |                            |
| Prêts                                 | 1      |              |         | 1                |                            |
| Emprunts                              | 1      |              |         | 1                |                            |
| Opérations de swap de devises         |        |              |         |                  |                            |
| Prêts                                 | 82     | 93           |         | 175              |                            |
| Emprunts                              | 84     | 91           |         | 175              |                            |
| <b>COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX</b>   |        |              |         |                  |                            |
| Opérations de swap de taux            |        |              |         |                  |                            |
| Prêteurs                              | 9 407  | 11 451       | 500     | 21 358           |                            |
| Emprunteurs                           | 9 407  | 11 451       | 500     | 21 358           |                            |

**NOTE 4 Actifs financiers**

| En millions d'euros  | 12/2024    | 12/2023    |
|--|------------|------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES<sup>(**)</sup></b> | <b>496</b> | <b>483</b> |
| Effets publics et valeurs assimilées   | 331        | 322        |
| Obligations et autres titres à revenus fixes                                   | 165        | 161        |
| <b>ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>                        | <b>153</b> | <b>143</b> |
| Titres à revenus variables   | 43         | 41         |
| Obligations et autres titres à revenus fixes                                   | 83         | 72         |
| Participations dans les sociétés non consolidées                               | 2          | 3          |
| Instruments dérivés de taux  | 10         | 23         |
| Instruments dérivés de change  | 15         | 4          |
| <b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS<sup>(*)</sup></b>                               | <b>649</b> | <b>626</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 2          | 3          |
| (**) Dont actifs financiers dédiés à l'assurance                               | 207        | 202        |

Dans le cadre de la couverture des dépôts à vue modélisés à taux variable, le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9. En conséquence, ces dérivés de couverture économique sont classés en actifs financiers ou passifs financiers à la juste valeur par résultat.

**NOTE 5 Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit**

| En millions d'euros  | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>CREANCES A VUE SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b>               | <b>1 374</b> | <b>1 390</b> |
| Comptes ordinaires débiteurs   | 1 310        | 1 359        |
| Prêts au jour le jour  | 63           | 31           |
| <b>CREANCES RATTACHEES</b>   | <b>1</b>     |              |
| Créances à terme sur les établissements de crédit                    | 165          | 149          |
| Comptes et prêts à terme en bucket 1                                 | 112          | 143          |
| Comptes et prêts à terme en bucket 2                                 | 53           | 6            |
| <b>TOTAL DES PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT*</b> | <b>1 539</b> | <b>1 539</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 2            | 3            |

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds commun de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 986 M€ en décembre 2024 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Les opérations de prêt au jour le jour avec la Banque Centrale figurent dans la rubrique « Caisse, Banques Centrales ».



**NOTE 6 Opérations avec la clientèle et assimilées**

| En millions d'euros                                     | 12/2024       | 12/2023       |
|---|---------------|---------------|
| <b>PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>               | <b>59 012</b> | <b>53 851</b> |
| Opérations avec la clientèle                            | 40 206        | 36 919        |
| Opérations de location financière                       | 18 806        | 16 932        |
| <b>OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE</b>            | <b>3 039</b>  | <b>1 564</b>  |
| <b>TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE ET ASSIMILEES</b> | <b>62 051</b> | <b>55 415</b> |

La valeur brute des encours restructurés (y compris le non-performing), suite à l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 244 M€ au 31 décembre 2024 contre 225 M€ au 31 décembre 2023. Elle est dépréciée à hauteur de 83 M€ au 31 décembre 2024 contre 64 M€ au 31 décembre 2023.

**6.1 Opérations avec la clientèle**

| En millions d'euros  | 12/2024       | 12/2023       |
|--|---------------|---------------|
| <b>CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>                                 | <b>40 776</b> | <b>37 203</b> |
| Affacturation sain   | 548           | 347           |
| Affacturation dégradé depuis l'origination                       | 28            | 4             |
| Autres créances commerciales saines                              | 22            | 6             |
| Autres crédits sains à la clientèle                              | 36 668        | 33 664        |
| Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination      | 1 969         | 1 838         |
| Comptes ordinaires débiteurs sains                               | 728           | 577           |
| Créances en défaut   | 813           | 767           |
| <b>CREANCES RATTACHEES SUR CLIENTELE</b>                         | <b>74</b>     | <b>114</b>    |
| Autres crédits à la clientèle en non défaut                      | 53            | 46            |
| Comptes ordinaires débiteurs en non défaut                       | 17            | 65            |
| Créances en défaut   | 4             | 3             |
| <b>ELEMENTS INTEGRES AU COUT AMORTI SUR CREANCES CLIENTELE</b>   | <b>119</b>    | <b>393</b>    |
| Etalement des frais de dossiers et divers                        | (63)          | (30)          |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau | (612)         | (414)         |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires    | 794           | 837           |
| <b>DEPRECIATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>                | <b>(763)</b>  | <b>(791)</b>  |
| Dépréciation sur créances saines                                 | (122)         | (137)         |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination         | (95)          | (113)         |
| Dépréciation des créances en défaut                              | (461)         | (450)         |
| Dépréciation de la valeur résiduelle                             | (85)          | (91)          |
| <b>TOTAL NET DES CREANCES SUR LA CLIENTELE</b>                   | <b>40 206</b> | <b>36 919</b> |

Les opérations de titrisation n'ont pas eu pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturation résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par le Groupe Renault et les marques Nissan et Mitsubishi. La dépréciation de la Valeur résiduelle concerne le crédit (en risque porté et non porté).

**6.2 Opérations de location financière**

| En millions d'euros   | 12/2024       | 12/2023       |
|---|---------------|---------------|
| <b>CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE</b>                         | <b>19 348</b> | <b>17 206</b> |
| Crédit-bail et location longue durée contrats sains                           | 17 157        | 15 065        |
| Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination   | 1 714         | 1 722         |
| Créances en défaut  | 477           | 419           |
| <b>CREANCES RATTACHEES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE</b>              | <b>4</b>      | <b>8</b>      |
| Crédit-bail et location longue durée en non défaut                            | 3             | 7             |
| Créances en défaut  | 1             | 1             |
| <b>ELEMENTS INTEGRES AU COUT AMORTI SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE</b> | <b>(167)</b>  | <b>47</b>     |
| Etalement des frais de dossiers et divers                                     | (11)          | 6             |
| Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau              | (592)         | (379)         |
| Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires                 | 436           | 420           |
| <b>DEPRECIATION DES CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE</b>        | <b>(379)</b>  | <b>(329)</b>  |
| Dépréciation sur créances saines  | (75)          | (66)          |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination                      | (78)          | (73)          |
| Dépréciation des créances en défaut   | (223)         | (189)         |
| Dépréciation de la valeur résiduelle  | (3)           | (1)           |
| <b>TOTAL NET DES CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION FINANCIERE</b>           | <b>18 806</b> | <b>16 932</b> |

**Rapprochement entre l'investissement brut dans les contrats de location financière à la date de clôture et la valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir**

| En millions d'euros  | < 1 an       | de 1 à 5 ans  | > 5 ans   | Total<br>12/2024 |
|--|--------------|---------------|-----------|------------------|
| Location financière - Investissement net   | 7 811        | 11 327        | 47        | 19 185           |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir   | 867          | 944           | 3         | 1 814            |
| <b>LOCATION FINANCIERE - INVESTISSEMENT BRUT</b>   | <b>8 678</b> | <b>12 271</b> | <b>50</b> | <b>20 999</b>    |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque   | 5 400        | 7 864         |           | 13 264           |
| • Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées  | 2 194        | 2 670         |           | 4 864            |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 6 484        | 9 601         | 50        | 16 135           |

| En millions d'euros  | < 1 an       | de 1 à 5 ans  | > 5 ans   | Total<br>12/2023 |
|--|--------------|---------------|-----------|------------------|
| Location financière - Investissement net   | 6 641        | 10 577        | 43        | 17 261           |
| Location financière - Intérêts futurs à recevoir   | 677          | 767           | 7         | 1 451            |
| <b>LOCATION FINANCIERE - INVESTISSEMENT BRUT</b>   | <b>7 318</b> | <b>11 344</b> | <b>50</b> | <b>18 712</b>    |
| Valeur résiduelle garantie revenant au groupe RCI Banque   | 4 417        | 7 310         | 1         | 11 728           |
| • Dont valeur résiduelle garantie par les parties liées  | 2 118        | 2 451         |           | 4 569            |
| Paiements minimaux à recevoir au titre de la location (hors montants garantis par les parties liées en application d'IAS 17) | 5 200        | 8 893         | 50        | 14 143           |

**6.3 Opérations de location opérationnelle**

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION</b>                    | <b>3 087</b> | <b>1 595</b> |
| Valeur brute des immobilisations données en location          | 4 301        | 2 433        |
| Amortissements sur immobilisations données en location        | (1 214)      | (838)        |
| <b>CREANCES SUR OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE</b>     | <b>24</b>    | <b>17</b>    |
| Créances saines et dégradées depuis l'origine                 | 30           | 13           |
| Créances en défaut  | 18           | 13           |
| Produits et charges restant à étaler                          | (24)         | (9)          |
| <b>DEPRECIATION DES OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE</b> | <b>(72)</b>  | <b>(48)</b>  |
| Dépréciation des créances en défaut                           | (11)         | (8)          |
| Dépréciation de la valeur résiduelle                          | (61)         | (40)         |
| <b>TOTAL NET DES OPERATIONS DE LOCATION OPERATIONNELLE*</b>   | <b>3 039</b> | <b>1 564</b> |
| (*) Dont entreprises liées                                    | (14)         | (3)          |

**Montant des paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats de location opérationnelle non résiliables**

| En millions d'euros | 12/2024      | 12/2023    |
|---------------------|--------------|------------|
| Inférieur à 1 an    | 302          | 109        |
| De 1 an à 5 ans     | 641          | 428        |
| Supérieur à 5 ans   | 62           | 100        |
| <b>TOTAL</b>        | <b>1 005</b> | <b>637</b> |

**6.4 Exposition maximale au risque de crédit sur la qualité des créances jugées saines**

L'exposition consolidée maximale au risque de crédit s'établit à 73 991 M€ au 31 décembre 2024 contre 67 102 M€ au 31 décembre 2023. Cette exposition comprend principalement les encours nets de financement des ventes, débiteurs divers et produits dérivés actifs ainsi que les engagements de financement irrévocables présents au hors-bilan consolidé du groupe Mobilize Financial Services (cf. not 25 Engagements reçus).

**Montant des créances échues**

| En millions d'euros      | 12/2024      | dont non défaut <sup>(1)</sup> | 12/2023    | dont non défaut <sup>(1)</sup> |
|--------------------------|--------------|--------------------------------|------------|--------------------------------|
| Depuis 0 à 3 mois        | 889          | 651                            | 680        | 461                            |
| Depuis 3 à 6 mois        | 82           |                                | 71         |                                |
| Depuis 6 mois à 1 an     | 63           |                                | 74         |                                |
| Depuis plus de 1 an      | 56           |                                | 54         |                                |
| <b>DEPUIS 0 A 3 MOIS</b> | <b>1 090</b> | <b>651</b>                     | <b>879</b> | <b>461</b>                     |

(1) Ne comprend que les créances de financement des ventes non classées en Bucket 3.

Les risques sur la qualité des crédits de la clientèle font l'objet d'une évaluation (par système de score) et d'un suivi par type d'activité (Clientèle et Réseau). A la date de clôture des comptes, aucun élément ne remet en cause la qualité de crédit des créances de financement des ventes non échues et non dépréciées.

Par ailleurs, il n'existe pas de concentration de risques significative au sein de la clientèle du Financement des ventes au regard des dispositions réglementaires.

Le montant des garanties détenues sur les créances douteuses ou incidentées est de 853 M€ au 31 décembre 2024 contre 916 M€ au 31 décembre 2023.

**6.5 Valeurs résiduelles en risque porté par le groupe Mobilize Financial Services**

Le montant total de l'exposition au risque sur valeurs résiduelles porté en propre par le groupe Mobilize Financial Services (hors expositions sur batteries et expositions au risque résiliation anticipée) s'élève à 4 583 M€ au 31 décembre 2024 contre 3 356 M€ au 31 décembre 2023. Cette exposition est provisionnée à hauteur de 117 M€ au 31 décembre 2024 contre 74 M€ au 31 décembre 2023 pour la provision valeur résiduelle des véhicules en risque portée hors risque batterie et hors risque sur Voluntary Termination (concerne pour l'essentiel le Royaume-Uni). La provision pour valeur résiduelle en risque porté, est une provision qui couvre la perte de valeur portée par le groupe Mobilize Financial Services à la revente d'un véhicule.

**NOTE 7 Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité**

| En millions d'euros  | Clientèle      | Réseau        | Autres       | Total<br>12/2024 |
|--|----------------|---------------|--------------|------------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>  | <b>48 385</b>  | <b>13 858</b> | <b>1 022</b> | <b>63 265</b>    |
| Créances saines  | 43 719         | 13 483        | 1 016        | 58 218           |
| En % du total des créances   | 90,4 %         | 97,3 %        | 99,4 %       | 92,0 %           |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 3 455          | 279           |              | 3 734            |
| En % du total des créances   | 7,1 %          | 2,0 %         |              | 5,9 %            |
| Créances en défaut   | 1 211          | 96            | 6            | 1 313            |
| En % du total des créances   | 2,5 %          | 0,7 %         | 0,6 %        | 2,1 %            |
| <b>DEPRECIATION</b>  | <b>(1 161)</b> | <b>(49)</b>   | <b>(4)</b>   | <b>(1 214)</b>   |
| Dépréciation créances saines   | (318)          | (26)          | (2)          | (346)            |
| En % du total des dépréciations  | 27,4 %         | 53,1 %        | 50,0 %       | 28,5 %           |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination                             | (171)          | (2)           |              | (173)            |
| En % du total des dépréciations  | 14,7 %         | 4,1 %         |              | 14,3 %           |
| Dépréciation créances en défaut  | (672)          | (21)          | (2)          | (695)            |
| En % du total des dépréciations  | 57,9 %         | 42,9 %        | 50,0 %       | 57,2 %           |
| <b>Taux de couverture</b>  | <b>2,4 %</b>   | <b>0,4 %</b>  | <b>0,4 %</b> | <b>1,9 %</b>     |
| Créances saines  | 0,7 %          | 0,2 %         | 0,2 %        | 0,6 %            |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 4,9 %          | 0,7 %         |              | 4,6 %            |
| Créances en défaut   | 55,5 %         | 21,9 %        | 33,3 %       | 52,9 %           |
| <b>TOTAL DES VALEURS NETTES (*)</b>  | <b>47 224</b>  | <b>13 809</b> | <b>1 018</b> | <b>62 051</b>    |
| (*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) | 30             | 414           | 443          | 887              |

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault et des marques Nissan et Mitsubishi.

| En millions d'euros  | Clientèle      | Réseau        | Autres     | Total<br>12/2023 |
|--|----------------|---------------|------------|------------------|
| <b>VALEUR BRUTE</b>  | <b>44 182</b>  | <b>11 679</b> | <b>722</b> | <b>56 583</b>    |
| Créances saines  | 39 651         | 11 430        | 720        | 51 801           |
| En % du total des créances   | 89,7 %         | 97,9 %        | 99,7 %     | 91,5 %           |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 3 394          | 185           |            | 3 579            |
| En % du total des créances   | 7,7 %          | 1,6 %         |            | 6,3 %            |
| Créances en défaut   | 1 137          | 64            | 2          | 1 203            |
| En % du total des créances   | 2,6 %          | 0,5 %         | 0,3 %      | 2,1 %            |
| <b>DEPRECIATION</b>  | <b>(1 128)</b> | <b>(38)</b>   | <b>(2)</b> | <b>(1 168)</b>   |
| Dépréciation créances saines   | (316)          | (18)          | (1)        | (335)            |
| En % du total des dépréciations  | 28,0 %         | 47,4 %        | 50,0 %     | 28,7 %           |
| Dépréciation créances dégradées depuis l'origination                             | (183)          | (3)           |            | (186)            |
| En % du total des dépréciations  | 16,2 %         | 7,9 %         |            | 15,9 %           |
| Dépréciation créances en défaut  | (629)          | (17)          | (1)        | (647)            |
| En % du total des dépréciations  | 55,8 %         | 44,7 %        | 50,0 %     | 55,4 %           |
| Taux de couverture   | 2,6 %          | 0,3 %         | 0,3 %      | 2,1 %            |
| Créances saines  | 0,8 %          | 0,2 %         | 0,1 %      | 0,6 %            |
| Créances dégradées depuis l'origination  | 5,4 %          | 1,6 %         |            | 5,2 %            |
| Créances en défaut   | 55,3 %         | 26,6 %        | 50,0 %     | 53,8 %           |
| <b>TOTAL DES VALEURS NETTES (*)</b>  | <b>43 054</b>  | <b>11 641</b> | <b>720</b> | <b>55 415</b>    |
| (*) Dont entreprises liées (Hors participations reçues et rémunérations versées) | (2)            | 276           | 379        | 653              |

En dépit d'une amélioration, les perspectives mondiales restent modestes par rapport aux normes historiques. Selon le Fonds Monétaire International, la croissance mondiale 2024-2025 devrait rester stable mais décevante. Les risques baissiers restent prédominants avec notamment la montée des tensions géopolitiques, la fragmentation accrue des échanges commerciaux et des taux d'intérêt plus élevés pendant une période prolongée, la volatilité des marchés financiers, l'instabilité politique auxquels s'ajoute la menace de catastrophes climatiques.

La provision Forward Looking Sectorielle est revue semestriellement : elle a été réalisée en juin puis en décembre 2024. Cette partie sectorielle qui couvre des segments de clientèle jugés plus particulièrement à risque et pour lesquels une analyse individuelle n'est pas envisageable, porte sur 2 116 M€ d'encours au 31 décembre 2024 (contre 2 189 M€ au 31 décembre 2023), sans que leur classement en Bucket 1 ne soit affecté. Ces encours sont couverts à fin décembre 2024 par un stock de provisions de 25,1 M€ (contre 29,4 M€ à fin décembre 2023), soit une reprise nette de 4,3 M€ par rapport à décembre 2023. La liste des secteurs risqués a été révisée avec le maintien au 31 décembre 2024 des secteurs Textiles & Construction (sortie des secteurs Loisirs & Tourisme, Hébergement, Restauration, évènementiels à fin juin 2024, Papier au 31 décembre 2024).

Les provisions Forward Looking Sectoriel sont impactées par les évolutions méthodologiques IFRS 9 et par la mise à jour des paramètres PD/LGD avec un effet défavorable global de -4,1 M€ (par rapport à juin 2024), notamment en France sur le segment Entreprises et la dégradation des paramètres, en Espagne et en Allemagne sur le segment Construction (impact du changement de méthodologie sur les taux de couverture). Nous rappelons également que depuis juin 2024, un changement de pondération du Bucket 2 dans la détermination du taux de couverture à appliquer a été réalisé (impact -4,7 M€ en juin 2024 comparé à décembre 2023).

Sur l'activité clientèle, le taux de provisionnement des buckets 1 et 2 s'améliorent respectivement de +8 bps et de 44 bps versus décembre 2023, à respectivement 0,4 % et 5,0 %. Le taux de provisionnement du Bucket 3 progresse passant de 55,3 % à fin décembre 2023 à 55,6 % à fin décembre 2024. Les évolutions méthodologiques IFRS 9 sur les pays du G7 ont été déployées et se sont traduites par un impact positif de 25 M€, répartis sur le B3 (LGD) et un effet mix parameters sur PD/LGD B1/B2.

A noter par rapport à décembre 2023, des cessions de portefeuilles douteux en Italie (14,5 M€), Corée et un nettoyage de portefeuilles en Espagne (créances provisionnées à 100 %), Colombie (taux de provisionnement quasiment à 100 %), et sur la France (créances provisionnées à 100 %), expliquée notamment par une hausse du portefeuille douteux, une baisse des prix de cession des véhicules et une préparation à un programme de cession de créances douteuses à partir de 2025.

Rappelons également l'intégration de MeinAuto en 2024 avec un impact sur les créances en défaut du Groupe (26 M€ au 31 décembre 2024).

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable, le taux de couverture du bucket 2 est à 0,7 % à fin décembre 2024 contre 1,6 % à fin décembre 2023, amélioration liée principalement à l'évolution positive de la distribution des encours par classe de risque et la baisse de provisions d'expertise dans certains pays. Les pays avec une contribution plus significative à cette amélioration sont la France et l'Espagne. Sur le bucket 3 le taux de couverture est à 21,9 % contre 26,6 % à fin décembre 2023, baisse expliquée notamment par l'évolution du mix du portefeuille en défaut avec un poids plus important des concessionnaires avec une date d'entrée en défaut récente, notamment due à une entrée en défaut plus significative sur le mois de décembre sur la France.

#### 7.1 Ventilation des opérations avec la clientèle par buckets et zones géographiques

| En millions d'euros | Valeur brute des créances |              |              | Dépréciation des créances |              |              | Total<br>12/2024 |
|---------------------|---------------------------|--------------|--------------|---------------------------|--------------|--------------|------------------|
|                     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     |                  |
| France              | 18 956                    | 1 363        | 516          | (74)                      | (61)         | (256)        | 20 444           |
| Allemagne           | 9 877                     | 679          | 117          | (30)                      | (29)         | (50)         | 10 564           |
| Italie              | 7 590                     | 474          | 76           | (16)                      | (14)         | (48)         | 8 062            |
| Royaume-Uni         | 6 724                     | 518          | 59           | (125)                     | (7)          | (28)         | 7 141            |
| Espagne             | 4 852                     | 222          | 83           | (31)                      | (12)         | (57)         | 5 057            |
| Brésil              | 1 641                     | 141          | 66           | (14)                      | (12)         | (30)         | 1 792            |
| Corée du Sud        | 598                       | 27           | 22           | (7)                       | (3)          | (19)         | 618              |
| Suisse              | 965                       | 69           | 21           | (2)                       | (3)          | (4)          | 1 046            |
| Colombie            | 598                       | 56           | 170          | (9)                       | (12)         | (95)         | 708              |
| Pologne             | 1 164                     | 77           | 49           | (4)                       | (6)          | (20)         | 1 260            |
| Pays-Bas            | 854                       | 8            | 2            | (3)                       | (1)          | (1)          | 859              |
| Portugal            | 662                       | 6            | 7            | (6)                       | (1)          | (5)          | 663              |
| Autriche            | 653                       | 15           | 3            | (5)                       | (2)          | (2)          | 662              |
| Maroc               | 640                       | 25           | 98           | (8)                       | (7)          | (74)         | 674              |
| Autres pays         | 2 444                     | 54           | 24           | (12)                      | (3)          | (6)          | 2 501            |
| <b>TOTAL</b>        | <b>58 218</b>             | <b>3 734</b> | <b>1 313</b> | <b>(346)</b>              | <b>(173)</b> | <b>(695)</b> | <b>62 051</b>    |

| En millions d'euros | Valeur brute des créances |              |              | Dépréciation des créances |              |              | Total<br>12/2023 |
|---------------------|---------------------------|--------------|--------------|---------------------------|--------------|--------------|------------------|
|                     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     | Bucket 1                  | Bucket 2     | Bucket 3     |                  |
| France              | 17 002                    | 1 478        | 419          | (68)                      | (64)         | (221)        | 18 546           |
| Allemagne           | 8 170                     | 559          | 75           | (21)                      | (25)         | (36)         | 8 722            |
| Italie              | 6 598                     | 397          | 86           | (14)                      | (12)         | (59)         | 6 996            |
| Royaume-Uni         | 6 153                     | 323          | 43           | (128)                     | (9)          | (23)         | 6 359            |
| Espagne             | 4 252                     | 228          | 88           | (27)                      | (13)         | (68)         | 4 460            |
| Brésil              | 1 745                     | 187          | 105          | (16)                      | (15)         | (43)         | 1 963            |
| Corée du Sud        | 802                       | 43           | 30           | (11)                      | (5)          | (25)         | 834              |
| Suisse              | 869                       | 80           | 28           | (1)                       | (3)          | (3)          | 970              |
| Colombie            | 697                       | 89           | 160          | (17)                      | (24)         | (71)         | 834              |
| Pologne             | 977                       | 76           | 46           | (3)                       | (4)          | (18)         | 1 074            |
| Pays-Bas            | 788                       | 7            | 3            | (2)                       |              | (1)          | 795              |
| Portugal            | 651                       | 8            | 7            | (6)                       | (1)          | (4)          | 655              |
| Autriche            | 628                       | 10           | 3            | (5)                       | (2)          | (1)          | 633              |
| Maroc               | 495                       | 32           | 88           | (8)                       | (7)          | (66)         | 534              |
| Autres pays         | 1 974                     | 62           | 22           | (8)                       | (2)          | (8)          | 2 040            |
| <b>TOTAL</b>        | <b>51 801</b>             | <b>3 579</b> | <b>1 203</b> | <b>(335)</b>              | <b>(186)</b> | <b>(647)</b> | <b>55 415</b>    |

**7.2 Variation des opérations avec la clientèle**

| En millions d'euros                            | 12/2023       | Augmentation <sup>(1)</sup> | Transfert <sup>(2)</sup> | Remboursements  | Abandons     | 12/2024       |
|--|---------------|-----------------------------|--------------------------|-----------------|--------------|---------------|
| Créances saines                                | 51 801        | 73 738                      | (1 146)                  | (66 175)        |              | 58 218        |
| Créances dégradées depuis l'origination        | 3 579         |                             | 714                      | (559)           |              | 3 734         |
| Créances en défaut                             | 1 203         |                             | 432                      | (129)           | (193)        | 1 313         |
| <b>TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE (VB)</b> | <b>56 583</b> | <b>73 738</b>               |                          | <b>(66 863)</b> | <b>(193)</b> | <b>63 265</b> |

(1) Augmentations = Nouvelle production.

(2) Transfert = Changement de classification.

**7.3 Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle**

| En millions d'euros   | 12/2023      | Augmentation <sup>(1)</sup> | Diminution <sup>(2)</sup> | Transfert <sup>(3)</sup> | Variations <sup>(4)</sup> | Autres <sup>(5)</sup> | 12/2024      |
|---|--------------|-----------------------------|---------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|--------------|
| Dépréciation sur créances saines <sup>(*)</sup>             | 335          | 114                         | (75)                      | (150)                    | 117                       | 5                     | 346          |
| Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination    | 186          | 22                          | (20)                      | (23)                     | 10                        | (2)                   | 173          |
| Dépréciation des créances en défaut                         | 647          | 75                          | (203)                     | 173                      | 3                         |                       | 695          |
| <b>TOTAL DEPRECIATIONS DES OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE</b> | <b>1 168</b> | <b>211</b>                  | <b>(298)</b>              | <b>-</b>                 | <b>130</b>                | <b>3</b>              | <b>1 214</b> |

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production.

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons.

(3) Transfert = Changement de classification.

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL...).

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

A noter : les mouvements en augmentation (1), en diminution (2), et transfert (3) passent au compte de résultat dans des rubriques du Produit net bancaires ou du coût du risque.

Les autres mouvements <sup>(4)</sup> et <sup>(5)</sup> ne sont que des variations bilantielles.

(\*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 149 M€ au 31 décembre 2024 contre 131 M€ au 31 décembre 2023.

**NOTE 8 Comptes de régularisation et actifs divers**

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>CREANCES D'IMPOTS ET TAXES FISCALES</b>                      | <b>736</b>   | <b>659</b>   |
| Actifs d'impôts courants  | 115          | 88           |
| Actifs d'impôts différés  | 264          | 249          |
| Créances fiscales hors impôts courants                          | 357          | 322          |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>               | <b>1 413</b> | <b>1 583</b> |
| Créances sociales   | 1            | 1            |
| Autres débiteurs divers   | 1 050        | 912          |
| Comptes de régularisation actif                                 | 82           | 110          |
| Autres actifs   | 4            | 5            |
| Valeurs reçues à l'encaissement                                 | 276          | 555          |
| Contrats d'assurance et réassurance actifs                      | 51           | 33           |
| Contrats de réassurance détenus                                 | 51           | 33           |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS (*)</b> | <b>2 200</b> | <b>2 275</b> |
| (*) Dont entreprises liées                                      | 316          | 390          |

Les actifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

La société RCI Banque SA a opté pour la possibilité de comptabiliser au bilan une partie de ses contributions versées annuellement au Fonds de résolution Unique, la partie complémentaire étant quant à elle, enregistrée au compte de résultat en impôts et taxes.

Ainsi les débiteurs divers comprennent au 30 décembre 2024, un montant cumulé de dépôt de garantie au titre du FRU de 19,6 M€ et un montant cumulé de 19.6M€ au 31 décembre 2023.

En contrepartie un engagement hors-bilan de paiement irrévocable d'un montant identique, est enregistré dans les engagements de financement (Note 24)

**NOTE 9 Participations dans les entreprises associées et coentreprises**

| En millions d'euros   | 12/2024              |          | 12/2023              |             |
|---|----------------------|----------|----------------------|-------------|
|   | Valeur bilan des SME | Résultat | Valeur bilan des SME | Résultat    |
| Orfin Finansman Anonim Sirketi  | 26                   | 1        | 13                   | (2)         |
| RN SF B.V.  | 26                   | 1        | 25                   | 8           |
| Nissan Renault Financial Services India Private Limited                         | 41                   | 2        | 37                   | 2           |
| Mobility Trader Holding GmbH (RCI)  | 1                    | (3)      | 4                    | (20)        |
| Select Vehicule Group Holding Limited   | 19                   | 1        | 18                   |             |
| <b>TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES ET COENTREPRISES</b> | <b>113</b>           | <b>2</b> | <b>97</b>            | <b>(12)</b> |

**NOTE 10 Immobilisations corporelles et incorporelles**

| En millions d'euros   | 12/2024    | 12/2023    |
|---|------------|------------|
| <b>VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>             | <b>182</b> | <b>42</b>  |
| Valeur brute  | 240        | 87         |
| Amortissements et provisions                                      | (58)       | (45)       |
| <b>VALEUR NETTE DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>               | <b>27</b>  | <b>25</b>  |
| Valeur brute  | 141        | 133        |
| Amortissements et provisions                                      | (114)      | (108)      |
| <b>VALEUR NETTE DES DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUES</b>     | <b>81</b>  | <b>83</b>  |
| Valeur brute  | 193        | 177        |
| Amortissements et provisions                                      | (112)      | (94)       |
| <b>TOTAL NET DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES</b> | <b>290</b> | <b>150</b> |

Les valeurs nettes des droits d'utilisation intègrent les contrats immobiliers ou mobiliers activés sous IFRS 16 (voir paragraphe 1.3.3. – Règles et méthodes comptables).

La variation est essentiellement expliquée par la convergence comptable de MeinAuto dans le cadre du PPA (Purchase Price Allocation)

**NOTE 11 Goodwill**

| En millions d'euros                         | 12/2024    | 12/2023    |
|---|------------|------------|
| Royaume-Uni                                 | 37         | 36         |
| Allemagne                                   | 96         | 11         |
| Italie                                      | 9          | 9          |
| Corée du Sud                                | 17         | 18         |
| République tchèque                          | 3          | 3          |
| Espagne                                     | 59         | 59         |
| <b>TOTAL DES GOODWILL VENTILES PAR PAYS</b> | <b>221</b> | <b>136</b> |

L'ensemble de ces goodwill a fait l'objet de tests de dépréciation (selon les méthodes et hypothèses décrites au paragraphe 1.3.3.3 - principe de consolidation). Ces tests n'ont pas fait apparaître de risque de dépréciation significative au 31 décembre 2024.

Le taux d'actualisation avant impôt est de 11,6 % en décembre 2024.

Les hypothèses retenues résistent à une réalisation de résultat inférieure de 21 % aux prévisions retenues dans les hypothèses 2024 ou à une augmentation de 3,3 points du taux d'actualisation entraîneraient une dépréciation du goodwill.

**NOTE 12 Passifs financiers à la juste valeur par résultat**

| En millions d'euros  | 12/2024   | 12/2023   |
|--|-----------|-----------|
| Instruments dérivés de taux  | 39        | 15        |
| Instruments dérivés de change                                      | 13        | 47        |
| <b>TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b> | <b>52</b> | <b>62</b> |

**NOTE 13 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre****13.1 Banques centrales**

| En millions d'euros            | 12/2024      | 12/2023      |
|--------------------------------|--------------|--------------|
| Comptes et emprunts à terme    | 1 993        | 2 321        |
| Dettes rattachées              | 7            | 54           |
| <b>TOTAL BANQUES CENTRALES</b> | <b>2 000</b> | <b>2 375</b> |

La valeur comptable du collatéral présenté à la Banque de France (3G) s'élève au 31 décembre 2024 à 6 695 M€, soit 6 256 M€ en titres de véhicules de titrisations et 439 M€ en créances privées.

Le groupe a remboursé sur l'exercice les derniers tirages du programme TLTRO III émis par la BCE. Pour rappel, le taux d'intérêt applicable à ces financements sur la période est calculé sur la base de la moyenne des taux des facilités de dépôts (Deposit Facility Rate) de la Banque Centrale Européenne.

**Programme TFSME**

Le groupe a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020 et a pu effectuer en 2021 des tirages cumulés de 409,3 M€ avec une maturité en septembre et en octobre 2025.

Le taux d'intérêt applicable est calculé sur la base du taux de base de la Banque d'Angleterre (4.75 % au 31 décembre 2024) plus une marge de 0,25 %.

Le groupe a appliqué IFRS 9 à ces financements, en considérant ce taux ajustable comme un taux de marché applicable à toutes les banques bénéficiant du programme TFSME.

**13.2 Dettes envers les établissements de crédit**

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>Dettes à vue envers les établissements de crédit</b>     | <b>605</b>   | <b>260</b>   |
| Comptes ordinaires créditeurs                               | 94           | 15           |
| Autres sommes dues  | 510          | 245          |
| Dettes rattachées   | 1            |              |
| <b>Dettes à terme envers les établissements de crédit</b>   | <b>2 259</b> | <b>2 015</b> |
| Comptes et emprunts à terme                                 | 2 173        | 1 920        |
| Dettes rattachées   | 86           | 95           |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT</b> | <b>2 864</b> | <b>2 275</b> |

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

**13.3 Dettes envers la clientèle**

| En millions d'euros   | 12/2024       | 12/2023       |
|---|---------------|---------------|
| <b>COMPTES CREDITEURS DE LA CLIENTELE</b>                     | <b>31 303</b> | <b>29 061</b> |
| Comptes ordinaires créditeurs                                 | 253           | 341           |
| Comptes créditeurs à terme                                    | 600           | 608           |
| Comptes d'épargne - Livrets ordinaires (**)                   | 18 711        | 18 224        |
| Dépôts à terme de la clientèle (**)                           | 11 739        | 9 888         |
| <b>AUTRES SOMMES DUES A LA CLIENTELE ET DETTES RATTACHEES</b> | <b>223</b>    | <b>251</b>    |
| Autres sommes dues à la clientèle                             | 112           | 171           |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue                | 36            | 15            |
| Dettes rattachées sur comptes créditeurs à terme              |               | 1             |
| Dettes rattachées sur comptes d'épargne - Livrets ordinaires  | 36            | 31            |
| Dettes rattachées sur dépôts à terme de la clientèle          | 39            | 33            |
| <b>TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE (*)</b>               | <b>31 526</b> | <b>29 312</b> |
| (*) Dont entreprises liées.                                   | 627           | 635           |
| (*) Dont couverts part un régime de garantie des dépôts       | 26 923        | 25 072        |
| En pourcentage  | 88,4 %        | 89,2 %        |



| En millions d'euros                 | 12/2024          |                |               | 12/2023          |                |               |
|-------------------------------------|------------------|----------------|---------------|------------------|----------------|---------------|
|                                     | Compte d'épargne | Compte à terme | Total         | Compte d'épargne | Compte à terme | Total         |
| Allemagne                           | 10 993           | 7 052          | 18 045        | 10 838           | 6 025          | 16 863        |
| Royaume-Uni                         | 3 142            | 2 862          | 6 004         | 2 695            | 2 822          | 5 517         |
| Autriche                            | 1 365            | 653            | 2 018         | 1 334            | 419            | 1 753         |
| France                              | 1 536            | 2              | 1 538         | 1 424            | 24             | 1 448         |
| Espagne                             | 1 107            | 960            | 2 067         | 1 087            | 463            | 1 550         |
| Pays-Bas                            | 604              | 242            | 846           | 877              | 143            | 1 020         |
| Brésil                              |                  | 7              | 7             |                  | 25             | 25            |
| <b>TOTAL DEPOTS DE LA CLIENTELE</b> | <b>18 747</b>    | <b>11 778</b>  | <b>30 525</b> | <b>18 255</b>    | <b>9 921</b>   | <b>28 176</b> |

Les comptes créditeurs à terme tiennent compte d'une convention de gage-espèces accordée à RCI Banque S.A. par le constructeur Renault pour un montant de 600 M€ couvrant sans distinction géographique les risques de défaillance du groupe Renault.

Le groupe Mobilize Financial Services a lancé son activité d'épargne en février 2012 en France, en février 2013 en Allemagne, en avril 2014 en Autriche, en juin 2015 au Royaume-Uni, et en novembre 2020 en Espagne, en commercialisant des comptes sur livrets ainsi que des dépôts à terme. Le groupe a déployé en juillet 2021 son activité de collecte d'épargne au Pays-Bas par l'intermédiaire de la fintech Raisin.

A fin décembre 2024, la croissance de l'activité dépôts (+2 349 M€, +8,3 %) est assortie d'une forte progression des produits à terme. En effet, ceux-ci ont augmenté de 1857 M€ / +18,7 % alors que les produits à vue n'ont progressé que de 492 M€ / +2,7 %, reflétant une anticipation de baisse des taux de la part des épargnants.

#### 13.4 Dettes représentées par un titre

| En millions d'euros   | 12/2024       | 12/2023       |
|---|---------------|---------------|
| <b>TITRES DE CREANCES NEGOCIABLES <sup>(1)</sup></b>          | <b>1 493</b>  | <b>1 808</b>  |
| Certificats de dépôt  | 1 274         | 1 570         |
| Billets de trésorerie, Papiers commerciaux et assimilés       | 177           | 184           |
| Dettes rattachées sur titres de créances négociables          | 42            | 54            |
| <b>AUTRES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE <sup>(2)</sup></b> | <b>6 320</b>  | <b>4 324</b>  |
| Autres dettes représentées par un titre                       | 6 313         | 4 317         |
| Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre | 7             | 7             |
| <b>EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES</b>                     | <b>16 433</b> | <b>14 184</b> |
| Emprunts obligataires   | 16 058        | 13 857        |
| Dettes rattachées sur emprunts obligataires                   | 375           | 327           |
| <b>TOTAL DES DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE*</b>            | <b>24 246</b> | <b>20 316</b> |
| (*) Dont entreprises liées                                    | 1             |               |

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par RCI Banque S.A., Banco RCI Brasil SA, RCI Colombia SA Compania de Financiamiento et Diac SA.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent principalement aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation allemande (RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland), britannique (RCI Financial Services Ltd) et française (Diac SA) et italienne (RCI Banque Succursale Italiana)

#### 13.5 Ventilation des dettes par méthode d'évaluation

| En millions d'euros  | 12/2024       | 12/2023       |
|--|---------------|---------------|
| <b>DETTES EVALUEES AU COUT AMORTI - HORS COUVERTURE JUSTE VALEUR</b> | <b>52 941</b> | <b>48 411</b> |
| Banques centrales  | 2 000         | 2 375         |
| Dettes envers les établissements de crédit                           | 2 864         | 2 275         |
| Dettes envers la clientèle   | 31 526        | 29 312        |
| Dettes représentées par un titre                                     | 16 551        | 14 449        |
| <b>DETTES EVALUEES AU COUT AMORTI - COUVERTURE JUSTE VALEUR</b>      | <b>7 695</b>  | <b>5 867</b>  |
| Dettes représentées par un titre                                     | 7 695         | 5 867         |
| <b>TOTAL DES DETTES FINANCIERES</b>                                  | <b>60 636</b> | <b>54 278</b> |

13.6 Ventilation de l’endettement par taux avant dérivés

| En millions d’euros                     | Variable | Fixe   | 12/2024 |
|---|----------|--------|---------|
| Banques centrales                       | 500      | 1 500  | 2 000   |
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 358    | 1 506  | 2 864   |
| Dettes envers la clientèle              | 17 685   | 13 841 | 31 526  |
| Titres de créances négociables          | 253      | 1 240  | 1 493   |
| Autres dettes représentées par un titre | 6 319    | 1      | 6 320   |
| Emprunts obligataires                   | 2 180    | 14 253 | 16 433  |
| TOTAL DE L’ENDETTEMENT PAR TAUX         | 28 295   | 32 341 | 60 636  |

| En millions d’euros                     | Variable | Fixe   | 12/2023 |
|---|----------|--------|---------|
| Banques centrales                       | 2 025    | 350    | 2 375   |
| Dettes sur les établissements de crédit | 1 224    | 1 051  | 2 275   |
| Dettes envers la clientèle              | 15 655   | 13 657 | 29 312  |
| Titres de créances négociables          | 532      | 1 276  | 1 808   |
| Autres dettes représentées par un titre | 4 317    | 7      | 4 324   |
| Emprunts obligataires                   | 2 126    | 12 058 | 14 184  |
| TOTAL DE L’ENDETTEMENT PAR TAUX         | 25 879   | 28 399 | 54 278  |

13.7 Ventilation de l’endettement par durée restant à courir

La ventilation des dettes par échéance est exposée en note 20.

NOTE 14 Titrisation

Titrisation – Opérations publiques

| Pays   | France   | France   | France   | France   | France  | France   | France  | Italie   |
|--|--|--|--|--|---|--|---|--|
| Entités cédantes   |  |  |  |  |   |  |   | RCI Banque Succursale Italiana                               |
| Collatéral concerné  | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA  | DIAC SA   | DIAC SA  | DIAC SA   | Crédits automobiles à la clientèle                           |
| Véhicule d’émission  | Cars Alliance Auto Loans France Master                       | Cars Alliance DFP France                                   | Cars Alliance Auto Loans France V 2022-1                       | Cars Alliance Auto Leases France V 2023-1                    | Cars Alliance Auto Leases France V 2020-1                 | Cars Alliance Auto Leases France Master                      | Cars Alliance Auto Loans France V 2024-1                      | Cars Alliance Auto Loans Italy 2015 s.r.l.                   |
| Date de début  | mai 2012   | juillet 2013   | mai 2022   | octobre 2023   | octobre 2020  | octobre 2020   | octobre 2024  | juillet 2015   |
| Maturité légale des fonds  | août 2039  | juillet 2033   | novembre 2032  | octobre 2038   | octobre 2036  | octobre 2038   | octobre 2034  | mars 2041  |
| Montant des créances cédées à l’origine  | 715  | 1.020  | 759  | 769  | 1 057   | 533  | 814   | 1 234  |
| Réhaussement de crédit à la date initiale  | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 11,3 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 18 % | Cash réserve 0,7 % Sur collatéralisation en créances de 13,7 % | Cash réserve 1.25 % Sur collatéralisation en créances de 9 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 9 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 10,3 % | Cash réserve 1,25 % Sur collatéralisation en créances de 14 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 14,9 % |
| Créances cédées au 31 décembre 2024  | 196  | 1 255  | 398  | 627  | 122   | 934  | 824   | 2 067  |
| Titres émis au 31 décembre 2024 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque) | Class A  | Class A  | Class A  | Class A  | Class A   | Class A  | Class A   | Class A  |
|  | Notation : AAA   | Notation : AA  | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AAA  | Notation : AAA   | Notation : AAA  | Notation : AA  |
|  | 162  | 1 000  | 300  | 630  | 45  | 954  | 700   | 1 835  |
|  |  |  | Class B  | Classe B   | Class B   |  | Class B   |  |
|  |  |  | Notation : AA  | Notation : AA  | Notation : AAA  |  | Notation : AA   |  |
|  |  |  | 52   | 37   | 42  |  | 65  |  |
|  | Classe B   |  | Class C  | Class C  | Class C   | Class B  | Class C   | Class J  |
|  | Non noté   |  | Non noté   | Non noté   | Non noté  | Non noté   | Non noté  | Non noté   |
|  | 22   |  | 45   | 32   | 53  | 110  | 49  | 296  |
| Période  | Revolving  | Revolving  | Amortissement  | Amortissement  | Amortissement   | Revolving  | Revolving   | Revolving  |
| Nature de l’opération  | auto-souscrite   | Auto-souscrite   | Marché   | Marché   | Marché  | Auto-souscrite   | Marché  | Auto-souscrite   |

| Pays   | Espagne   | Allemagne   | Allemagne   | Allemagne  | Allemagne  | Allemagne  | Royaume-Uni  |
|--|---|---|---|--|--|--|--|
| Entités cédantes   | RCI Banque Sucursal en Espana                                 | RCI Bank Niederlassung                                    | RCI Bank Niederlassung  | RCI Bank Niederlassung   | RCI Bank Niederlassung   | RCI Bank Niederlassung                                       | RCI Financial Services                                     |
| Collatéral concerné  | Crédits automobiles à la clientèle                            | Crédits automobiles à la clientèle                        | Créances concessionnaires indépendants                          | Crédits automobiles à la clientèle                             | Crédits automobiles à la clientèle                             | Crédits automobiles à la clientèle                           | Crédits automobiles à la clientèle                         |
| Véhicule d’émission  | Cars Alliance Auto Loans Spain 2022                           | Cars Alliance Auto Loans Germany Master                   | Cars Alliance DFP Germany 2017                                  | Cars Alliance Auto Loans Germany V 2021-1                      | Cars Alliance Auto Loans Germany V 2023-1                      | Cars Alliance Auto Loans Germany V 2024-1                    | CARS Alliance UK Master Plc                                |
| Date de début  | novembre 2022   | mars 2014   | juillet 2017  | octobre 2021   | mars 2023  | avril 2024   | octobre 2021   |
| Maturité légale des fonds  | octobre 2036  | mars 2039   | août 2031   | juin 2034  | mars 2035  | janvier 2036   | septembre 2032   |
| Montant des créances cédées à l’origine  | 1 223   | 674   | 852   | 1 009  | 757  | 860  | 1 249  |
| Rehaussement de crédit à la date initiale  | Cash réserve 1,1 % Sur collatéralisation en créances de 8,8 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 8 % | Cash réserve 1,5 % Sur collatéralisation en créances de 20,75 % | Cash réserve 0.75 % Sur collatéralisation en créances de 7,5 % | Cash réserve 1.25 % Sur collatéralisation en créances de 7.5 % | Cash réserve 1.25 % Sur collatéralisation en créances de 7 % | Cash réserve 1 % Sur collatéralisation en créances de 28 % |
| Créances cédées au 31 décembre 2024  | 1 121   | 603   | 648   | 414  | 582  | 900  | 1 263  |
| Titres émis au 31 décembre 2024 (y compris parts éventuellement souscrites par le groupe RCI Banque) | Class A   | Class A   | Class A   | Class A  | Class A  | Class A  | Classe A   |
|  | Notation : AA   | Notation : AAA  | Notation : AAA  | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AAA   | Notation : AA  |
|  | 1 120   | 550   | 540   | 337  | 497  | 800  | 905  |
|  |   |   |   | Class B  | Class B  | Class B  |  |
|  |   |   |   | Notation : AA  | Notation : AA  | Notation : AA  |  |
|  |   |   |   | 24   | 19   | 22   |  |
|  | Class B   | Class B   |   | Class C  | Class C  | Class C  | Classe B   |
|  | Non noté  | Non noté  |   | Non noté   | Non noté   | Non noté   | Non noté   |
|  | 108   | 41  |   | 49   | 38   | 39   | 352  |
| Période  | Revolving   | Revolving   | Revolving   | Amortissement  | Amortissement  | Revolving  | Revolving  |
| Nature de l’opération  | Auto-souscrite  | Auto-souscrite  | Auto-souscrite  | Marché   | Marché   | Marché   | Auto-souscrite   |

En 2024 le groupe RCI Banque a procédé à une opération de titrisation publique en Allemagne et une opération de titrisation publique en France par l’intermédiaire de véhicules ad hoc.

En complément et dans le cadre de la diversification du refinancement, des opérations ont été assurées par des banques ou des conduits et ces émissions étant privées, leurs modalités ne sont pas détaillées dans le tableau ci-dessus.

Au 31 décembre 2024, le montant total des financements obtenus à travers les titrisations privées est de 2 963 M€, le montant des financements obtenus par les titrisations publiques placées sur les marchés est de 3 362 M€.

Toutes les opérations de titrisation du groupe répondent à l’exigence de rétention de 5 % du capital économique mentionné à l’article 405 de la directive européenne n° 575/2013. Ces opérations n’ont pas eu pour conséquence la décomptabilisation des créances cédées, le montant des créances de financement des ventes ainsi maintenu au bilan s’élève à 16 510 M€ au 31 décembre 2024 (14 822 M€ au 31 décembre 2023), soit :

- pour les titrisation placées sur le marché : 3 867 M€ ;
- pour les titrisations auto-souscrites : 8 087 M€ ;
- pour les titrisations privées : 4 556 M€.

La juste valeur de ces créances est de 15 567 M€ au 31 décembre 2024.

Un passif de 6 320 M€ a été comptabilisé en « Autres dettes représentées par un titre » correspondant aux titres émis lors des opérations de titrisation, la juste valeur de ce passif est de 6 358 M€ au 31 décembre 2024.

La différence entre le montant des créances cédées et le montant du passif cité précédemment correspond au rehaussement de crédit nécessaire à ces opérations ainsi qu’à la quote-part des titres conservés par le groupe Mobilize Financial Services, constituant une réserve de liquidité.

**NOTE 15 Comptes de régularisation et passifs divers**

| En millions d'euros  | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>DETTES D'IMPOTS ET TAXES FISCALES</b>                         | <b>1 013</b> | <b>961</b>   |
| Passifs d'impôts courants  | 133          | 135          |
| Passifs d'impôts différés  | 804          | 772          |
| Dettes fiscales hors impôts courants                             | 76           | 54           |
| <b>COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS</b>               | <b>2 156</b> | <b>1 880</b> |
| Dettes sociales  | 80           | 68           |
| Autres créditeurs divers   | 1 067        | 887          |
| Dettes sur actifs loués  | 84           | 85           |
| Comptes de régularisation passif                                 | 585          | 513          |
| Dettes rattachées sur autres créditeurs divers                   | 336          | 318          |
| Comptes d'encaissement   | 4            | 9            |
| <b>TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS (*)</b> | <b>3 169</b> | <b>2 841</b> |
| (*) Dont entreprises liées.                                      | 98           | 64           |

Les passifs d'impôts différés sont analysés en note 34.

De plus, les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues, les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer, les commissions d'assurance à payer par les entités maltaises et la valorisation des puts sur minoritaires.

**NOTE 16 Passif sur contrats d'assurance émis****Réserves techniques d'assurance par composants**

| En millions d'euros   | Flux de trésorerie actualisés | Ajust. pour risque non financier | Marge de service contract. | Total        |
|---|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 28                            | 2                                | 3                          | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 162                           | (18)                             | (326)                      | (182)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024</b>                          | <b>190</b>                    | <b>(16)</b>                      | <b>(323)</b>               | <b>(149)</b> |
| <b>Changements liés aux services actuels</b>                        | <b>(4)</b>                    | <b>4</b>                         | <b>199</b>                 | <b>199</b>   |
| MSC reconnue pour les services rendus                               |                               |                                  | 199                        | 199          |
| Modification de l'ajustement du risque                              |                               | 4                                |                            | 4            |
| Ajustements d'expérience  | (4)                           |                                  |                            | (4)          |
| <b>Changements liés aux services futurs</b>                         | <b>379</b>                    | <b>(4)</b>                       | <b>(217)</b>               | <b>158</b>   |
| Contrats initialement comptabilisés sur la période                  | 345                           | (4)                              | (182)                      | 159          |
| Modifications des estimations qui ajustent la MSC                   | 36                            |                                  | (35)                       | 1            |
| Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux        | (2)                           |                                  |                            | (2)          |
| <b>Changements liés aux services passés</b>                         | <b>2</b>                      | <b>4</b>                         |                            | <b>6</b>     |
| Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus     | (8)                           |                                  |                            | (8)          |
| Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges            | 10                            | 4                                |                            | 14           |
| <b>RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                              | <b>377</b>                    | <b>4</b>                         | <b>(18)</b>                | <b>363</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b> | <b>16</b>                     |                                  | <b>(12)</b>                | <b>4</b>     |
| Autres mouvements   | 16                            |                                  | (12)                       | 4            |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                           | <b>6</b>                      |                                  |                            | <b>6</b>     |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI</b>                | <b>399</b>                    | <b>4</b>                         | <b>(30)</b>                | <b>373</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>   | <b>(374)</b>                  | <b>(3)</b>                       | <b>(9)</b>                 | <b>(386)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                               | (606)                         |                                  | (12)                       | (618)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées         | 76                            |                                  | 3                          | 79           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                        | 156                           | (3)                              |                            | 153          |
| <b>SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2024</b>                           | <b>215</b>                    | <b>(15)</b>                      | <b>(362)</b>               | <b>(162)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 48                            | 2                                | 1                          | 51           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 167                           | (17)                             | (363)                      | (213)        |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 32                            | 3                                | 1                          | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 186                           | (19)                             | (333)                      | (166)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023</b>                          | <b>218</b>                    | <b>(16)</b>                      | <b>(332)</b>               | <b>(130)</b> |
| <b>Changements liés aux services actuels</b>                        | <b>2</b>                      | <b>2</b>                         | <b>180</b>                 | <b>184</b>   |
| MSC reconnue pour les services rendus                               |                               |                                  | 180                        | 180          |
| Modification de l'ajustement du risque                              |                               | 2                                |                            | 2            |

|   |              |             |              |              |
|---|--------------|-------------|--------------|--------------|
| Ajustements d'expérience  | 2            |             |              | 2            |
| <b>Changements liés aux services futurs</b>                         | <b>318</b>   | <b>(5)</b>  | <b>(159)</b> | <b>154</b>   |
| Contrats initialement comptabilisés sur la période                  | 348          | (5)         | (188)        | 155          |
| Modifications des estimations qui ajustent la MSC                   | (29)         |             | 29           |              |
| <b>Changements d'estimations de pertes sur des contrats onéreux</b> | <b>(1)</b>   |             |              | <b>(1)</b>   |
| <b>Changements liés aux services passés</b>                         | <b>20</b>    | <b>4</b>    |              | <b>24</b>    |
| Modifications du passif pour l'exécution des sinistres survenus     | 24           | 2           |              | 26           |
| Ajustements d'expérience sur sinistres et autres charges            | (4)          | 2           |              | (2)          |
| <b>RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                              | <b>340</b>   | <b>1</b>    | <b>21</b>    | <b>362</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b> | <b>(10)</b>  |             | <b>(6)</b>   | <b>(16)</b>  |
| Autres mouvements   | (10)         |             | (6)          | (16)         |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                           | <b>(5)</b>   |             |              | <b>(5)</b>   |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI</b>                | <b>325</b>   | <b>1</b>    | <b>15</b>    | <b>341</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>   | <b>(353)</b> | <b>(1)</b>  | <b>(6)</b>   | <b>(360)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                               | (591)        |             |              | (591)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées         | 54           |             |              | 54           |
| <b>Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance</b>                 | <b>184</b>   | <b>(1)</b>  | <b>(6)</b>   | <b>177</b>   |
| <b>SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2023</b>                           | <b>190</b>   | <b>(16)</b> | <b>(323)</b> | <b>(149)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 28           | 2           | 3            | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 162          | (18)        | (326)        | (182)        |

#### Réserves techniques d'assurance par couvertures

| En millions d'euros  | Passif pour<br>couverture<br>restante<br>Hors perte | Passif pour<br>couverture<br>restante<br>Perte | Passif pour<br>sinistres<br>survenus | Total        |
|--|---|--|--------------------------------------|--------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 27  |  | 6                                    | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (136)   |  | (46)                                 | (182)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2024</b>                             | <b>(109)</b>  |  | <b>(40)</b>                          | <b>(149)</b> |
| <b>Total des revenus d'assurance</b>                                   | <b>432</b>  |  |                                      | <b>432</b>   |
| Marge reconnue pour les services fournis                               | 199   |  |                                      | 199          |
| Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré | 5   |  |                                      | 5            |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres       | 60  |  |                                      | 60           |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses        | 16  |  |                                      | 16           |
| Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance          | 152   |  |                                      | 152          |
| <b>Total des dépenses des services d'assurance</b>                     | <b>11</b>   | <b>(2)</b>                                     | <b>(78)</b>                          | <b>(69)</b>  |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres                |   |  | (64)                                 | (64)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses                 |   |  | (20)                                 | (20)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements        |   |  | (1)                                  | (1)          |
| Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance         | 11  |  |                                      | 11           |
| Changements des services passés  |   |  | 7                                    | 7            |
| <b>PERTES ET REPRISES DE PERTES SUR CONTRAT DEFICITAIRE</b>            |   | <b>(2)</b>                                     |                                      | <b>(2)</b>   |
| <b>Résultat du service d'assurance</b>                                 | <b>443</b>  | <b>(2)</b>                                     | <b>(78)</b>                          | <b>363</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b>    | <b>5</b>  |  | <b>(1)</b>                           | <b>4</b>     |
| Autres mouvements  | 5   |  | (1)                                  | 4            |
| <b>AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>                              | <b>6</b>  |  |                                      | <b>6</b>     |
| <b>Total Variations du compte de résultat et OCI</b>                   | <b>454</b>  | <b>(2)</b>                                     | <b>(79)</b>                          | <b>373</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>  | <b>(462)</b>  |  | <b>76</b>                            | <b>(386)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                                  | (618)   |  |                                      | (618)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées            | 3   |  | 76                                   | 79           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                           | 153   |  |                                      | 153          |
| <b>SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2024</b>                              | <b>(117)</b>  | <b>(2)</b>                                     | <b>(43)</b>                          | <b>(162)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 47  | (2)  | 6                                    | 51           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (164)   |  | (49)                                 | (213)        |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                      | 21  | (1)  | 16                                   | 36           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                      | (99)  |  | (67)                                 | (166)        |
| <b>SOLDE NET D'OUVERTURE AU 01/01/2023</b>                             | <b>(78)</b>   | <b>(1)</b>                                     | <b>(51)</b>                          | <b>(130)</b> |
| <b>Total des revenus d'assurance</b>                                   | <b>387</b>  |  |                                      | <b>387</b>   |
| Marge reconnue pour les services fournis                               | 180   |  |                                      | 180          |
| Variation de l'ajustement des risques non financiers sur risque expiré | 5   |  |                                      | 5            |
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Sinistres       | 49  |  |                                      | 49           |

|   |              |          |             |              |
|---|--------------|----------|-------------|--------------|
| Charges attendues des services d'assurance encourues - Dépenses     | 14           |          |             | 14           |
| Recouvrement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance       | 139          |          |             | 139          |
| <b>Total des dépenses des services d'assurance</b>                  | <b>16</b>    | <b>1</b> | <b>(42)</b> | <b>(25)</b>  |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Sinistres             |              | 1        | (61)        | (60)         |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Dépenses              |              | 1        | (4)         | (3)          |
| Dépenses encourues sur services d'assurance - Autres mouvements     |              |          | 1           | 1            |
| Amortissement des flux de trésorerie d'acquisition d'assurance      | 16           |          |             | 16           |
| Changements des services passés                                     |              |          | 22          | 22           |
| Pertes et reprises de pertes sur contrat déficitaire                |              | (1)      |             | (1)          |
| <b>RESULTAT DU SERVICE D'ASSURANCE</b>                              | <b>403</b>   | <b>1</b> | <b>(42)</b> | <b>362</b>   |
| <b>Produits et charges financiers des contrats d'assurance émis</b> | <b>(16)</b>  |          |             | <b>(16)</b>  |
| Autres mouvements   | (16)         |          |             | (16)         |
| <b>Autres éléments du résultat global</b>                           | <b>(4)</b>   |          | <b>(1)</b>  | <b>(5)</b>   |
| <b>TOTAL VARIATIONS DU COMPTE DE RESULTAT ET OCI</b>                | <b>383</b>   | <b>1</b> | <b>(43)</b> | <b>341</b>   |
| <b>Flux de trésorerie</b>   | <b>(414)</b> |          | <b>54</b>   | <b>(360)</b> |
| Primes et impôts sur les primes reçus                               | (591)        |          |             | (591)        |
| Sinistres et autres charges des services d'assurance payées         |              |          | 54          | 54           |
| Flux de trésorerie d'acquisition d'assurance                        | 177          |          |             | 177          |
| <b>SOLDE NET DE CLOTURE AU 31/12/2023</b>                           | <b>(109)</b> |          | <b>(40)</b> | <b>(149)</b> |
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance                   | 27           |          | 6           | 33           |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance                   | (136)        |          | (46)        | (182)        |

## Ventilation par maturité des flux de trésorerie actualisés

| En millions d'euros                               | < 1 an | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2024 |
|---|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|------------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance | 17     | 21           | 7            | 2            | 1            |         | 48               |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance | (60)   | (52)         | (34)         | (15)         | (5)          | (1)     | (167)            |

| En millions d'euros                               | < 1 an | de 1 à 2 ans | de 2 à 3 ans | de 3 à 4 ans | de 4 à 5 ans | > 5 ans | Total<br>12/2023 |
|---|--------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------|------------------|
| Actifs sur contrats d'assurance et de réassurance | 12     | 9            | 6            | 1            |              |         | 28               |
| Passif sur contrats d'assurance et de réassurance | (56)   | (56)         | (33)         | (13)         | (4)          |         | (162)            |

## Tests de sensibilités

| En millions d'euros         | Montant avant ajustement d'audit | Choc de taux :<br>+100 bp de la courbe de taux d'actualisation | Choc du risque d'assurance :<br>hausse permanente de la fréquence des sinistres<br>(+20 % à +40 % en fonction de la couverture) | Choc réglementaire :<br>baisse de la nouvelle production de 15 % |
|-----------------------------|----------------------------------|--|---|--|
| Résultat avant impôt        | 209                              | 209  | 201   | 211  |
| Variations                  |                                  |  | (8)   | 2  |
| Eléments du résultat global | 6                                | 3  | 5   | 6  |
| Variations                  |                                  | (3)  | (1)   |  |

| En millions d'euros         | Montant avant ajustement d'audit | Choc de taux :<br>+100 bp de la courbe de taux d'actualisation | Choc du risque d'assurance :<br>hausse permanente de la fréquence des sinistres<br>(+20 % à +40 % en fonction de la couverture) | Choc réglementaire :<br>baisse de la nouvelle production de 15 % |
|-----------------------------|----------------------------------|--|---|--|
| Résultat avant impôt        | 203                              | 203  | 189   | 207  |
| Variations                  |                                  |  | (14)  | 4  |
| Eléments du résultat global | (5)                              | (7)  | (4)   | (5)  |
| Variations                  |                                  | (2)  | 1   |  |

**NOTE 17 Provisions**

| En millions d'euros                             | 12/2023    | Dotations  | Reprises    |               | Autres (*) | 12/2024    |
|---|------------|------------|-------------|---------------|------------|------------|
|   |            |            | Utilisées   | Non Utilisées |            |            |
| <b>PROVISIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES</b>      | <b>42</b>  | <b>100</b> | <b>(3)</b>  | <b>(57)</b>   | <b>1</b>   | <b>83</b>  |
| Provisions sur engagement par signature(**)     | 7          | 32         |             | (32)          | (1)        | 6          |
| Provisions pour risques de litiges              | 3          | 26         | (1)         | (1)           | 2          | 29         |
| Autres provisions                               | 32         | 42         | (2)         | (24)          |            | 48         |
| <b>PROVISIONS SUR OPERATIONS NON BANCAIRES</b>  | <b>109</b> | <b>26</b>  | <b>(34)</b> | <b>(25)</b>   | <b>9</b>   | <b>85</b>  |
| Provisions pour engagements de retraite et ass. | 38         | 5          | (7)         |               | 10         | 46         |
| Provisions pour restructurations                | 14         | 2          | (8)         | (1)           | 1          | 8          |
| Provisions pour risques fiscaux et litiges      | 48         | 3          | (4)         | (24)          | (1)        | 22         |
| Autres provisions                               | 9          | 16         | (15)        |               | (1)        | 9          |
| <b>TOTAL DES PROVISIONS</b>                     | <b>151</b> | <b>126</b> | <b>(37)</b> | <b>(82)</b>   | <b>10</b>  | <b>168</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(\*\*) Provisions sur engagement de signature = Concernent essentiellement des engagements de financement

**Provisions sur opérations bancaires****Provisions pour risques de litiges :**

Chacun des litiges connus dans lesquels RCI Banque S.A. ou des sociétés du groupe sont impliquées fait l'objet d'un examen à la date d'arrêt des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

UK Motor Finance : Au Royaume Uni, le Financial Conduct Authority (FCA) a interdit en 2021 certains modèles de commissionnement pour le financement automobile. Plusieurs plaintes ont été déposées concernant les accords de commission mis en place avant cette interdiction. Le 11 janvier 2024, le FCA a annoncé qu'il examinerait les accords de commissions et de ventes de financement automobile de plusieurs institutions financières, dont RCI Financial Services Ltd, et veillerait à ce que les consommateurs reçoivent un règlement approprié s'il trouvait des preuves d'une mauvaise conduite généralisée.

Parallèlement aux investigations du FCA, la Cour d'Appel du Royaume-Uni a rendu le 25 octobre 2024 un jugement indiquant que toute commission de financement doit impérativement faire l'objet d'une communication (« disclosure ») auprès des clients et d'un consentement explicite de ces derniers. Cette décision de la Cour d'Appel a fait l'objet d'un pourvoi auprès de la Cour Suprême, dont l'examen est attendu courant 2025.

Différents scénarios estimant les coûts de remédiation potentiels ont été construits et associés à une probabilité d'occurrence, donnant lieu à la constatation d'une provision dans les états financiers au 31 décembre 2024.

**Provisions sur opérations non bancaires****Provisions pour restructuration :**

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financé par l'entreprise.

**Provisions pour risques fiscaux et litiges :**

Les sociétés du groupe font périodiquement l'objet de contrôles fiscaux dans les pays où elles sont implantées. Les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

La provision liée au contentieux PIS/COFINS au Brésil d'un montant de 24 M€ a fait l'objet d'une reprise compte tenu de l'évolution favorable de la jurisprudence récente.

**Provisions pour engagements de retraite et assimilés**

| En millions d'euros                                       | 12/2024   | 12/2023   |
|---|-----------|-----------|
| Montant de la provision sociétés françaises               | 36        | 26        |
| Montant de la provision sociétés étrangères               | 10        | 12        |
| <b>TOTAL DE LA PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE</b> | <b>46</b> | <b>38</b> |

**Filiales sans fond de pension**

| Principales hypothèses actuarielles retenues | France  |         |
|--|---------|---------|
|  | 12/2024 | 12/2023 |
| Age de départ à la retraite                  | 67 ans  | 67 ans  |
| Evolution des salaires                       | 3,00 %  | 2,44 %  |
| Taux d'actualisation financière              | 3,40 %  | 3,12 %  |
| Taux de départ                               | 2,68 %  | 10,33 % |

**Filiales avec un fond de pension**

| Principales hypothèses actuarielles retenues    | Royaume-Uni |         | Suisse  |         |
|---|-------------|---------|---------|---------|
|   | 12/2024     | 12/2023 | 12/2024 | 12/2023 |
| Duration moyenne                                | 15 ans      | 15 ans  | 24 ans  | 23 ans  |
| Taux d'indexation des salaires                  | 0,01 %      |         | 1,50 %  | 1,00 %  |
| Taux d'actualisation                            | 5,50 %      | 4,40 %  | 1,00 %  | 1,40 %  |
| Taux de rendement réel des actifs de couverture | -6,40 %     | 7,50 %  | 1,00 %  | 1,00 %  |

**Variation des provisions pour engagements de retraite au cours de l'exercice**

| En millions d'euros   | Valeur actuarielle de l'obligation (A) | Juste valeur des actifs du régime (B) | Plafonnement de l'actif (C) | Passif (actif) net au titre de prestations définies (A)-(B)-(C) |
|---|--|---------------------------------------|-----------------------------|---|
| <b>SOLDE A L'OUVERTURE DE LA PERIODE</b>  | <b>72</b>                              | <b>34</b>                             |                             | <b>38</b>   |
| Coût des services rendus de la période  | 3                                      |                                       |                             | 3   |
| Intérêt net sur le passif (actif) net   | 3                                      | 1                                     |                             | 2   |
| <b>CHARGE (PRODUIT) AU COMPTE DE RESULTAT</b>   | <b>6</b>                               | <b>1</b>                              |                             | <b>5</b>  |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des changements d'hypothèses démographiques | 5                                      |                                       |                             | 5   |
| Rendement des actifs du régime (hors partie en intérêts nets)                                     |  | (3)                                   |                             | 3   |
| Pertes et gains actuariels sur l'obligation découlant des effets d'expérience                     | 2                                      |                                       |                             | 2   |
| <b>REEVALUATION DU PASSIF (ACTIF) NET EN AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>                   | <b>7</b>                               | <b>(3)</b>                            |                             | <b>10</b>   |
| Contributions versées au régime   |  | 4                                     |                             | (4)   |
| Prestations payées au titre du régime   | (5)                                    | (2)                                   |                             | (3)   |
| Effet des variations de cours de change   | 1                                      | 1                                     |                             |   |
| <b>SOLDE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE</b>   | <b>81</b>                              | <b>35</b>                             |                             | <b>46</b>   |

**Nature des fonds investis**

| En millions d'euros | 12/2024                   |                               | 12/2022                   |                               |
|---------------------|---------------------------|-------------------------------|---------------------------|-------------------------------|
|                     | Côtés sur un marché actif | Non cotés sur un marché actif | Côtés sur un marché actif | Non cotés sur un marché actif |
| Actions             | 13                        |                               | 13                        |                               |
| Obligations         | 15                        |                               | 14                        |                               |
| Autres              | 7                         |                               | 7                         |                               |
| <b>TOTAL</b>        | <b>35</b>                 |                               | <b>34</b>                 |                               |

Les régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent la France, la Suisse, le Royaume-Uni, la Corée du sud, l'Italie et l'Autriche.

Le groupe Mobilize Financial Services a recours à différents types de régimes de retraite et avantages assimilés :

**Régimes à prestations définies**

Ces régimes donnent lieu à la constitution de provisions et concernent :

- les indemnités de fin de carrière (France) ;



- les compléments de retraites : les principaux pays ayant recours à ce type de régime sont le Royaume-Uni et la Suisse ;
- les régimes légaux d'épargne : c'est le cas de l'Italie.

Les régimes à prestations définies sont parfois couverts par des fonds. Ces derniers font périodiquement l'objet d'une évaluation actuarielle par des actuaires indépendants. La valeur de ces fonds, lorsqu'ils existent, est déduite du passif.

Les filiales du groupe Mobilize Financial Services qui ont recours à des fonds de pension externes sont RCI Financial Services Ltd et RCI Finance SA.

#### Régimes à cotisations définies

Le groupe verse, selon les lois et usages de chaque pays, des cotisations assises sur les salaires à des organismes nationaux ou privés chargés des régimes de retraite et de prévoyance. Ces régimes libèrent l'employeur de toutes obligations ultérieures, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus. Les paiements du groupe sont constatés en charges de la période à laquelle ils se rapportent.

#### NOTE 18 Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

| En millions d'euros   | 12/2023      | Dotations  | Reprises     |               | Autres (*) variations | 12/2024      |
|---|--------------|------------|--------------|---------------|-----------------------|--------------|
|   |              |            | Utilisées    | Non Utilisées |                       |              |
| <b>DEPRECIATIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES</b>                   | <b>1 168</b> | <b>786</b> | <b>(624)</b> | <b>(119)</b>  | <b>3</b>              | <b>1 214</b> |
| Opérations avec la clientèle                                    | 1 168        | 786        | (624)        | (119)         | 3                     | 1 214        |
| • Dont dépréciation sur créances saines                         | 335          | 443        | (374)        | (63)          | 5                     | 346          |
| • Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination | 186          | 113        | (102)        | (22)          | (2)                   | 173          |
| • Dont dépréciation des créances en défaut                      | 647          | 230        | (148)        | (34)          |                       | 695          |
| <b>PROVISIONS SUR OPERATIONS NON BANCAIRES</b>                  | <b>2</b>     | <b>2</b>   | <b>(1)</b>   | <b>(1)</b>    |                       | <b>2</b>     |
| Autres couvertures d'un risque de contrepartie                  | 2            | 2          | (1)          | (1)           |                       | 2            |
| <b>PROVISIONS SUR OPERATIONS BANCAIRES</b>                      | <b>10</b>    | <b>58</b>  | <b>(1)</b>   | <b>(33)</b>   | <b>1</b>              | <b>35</b>    |
| Provisions sur engagement par signature                         | 7            | 32         |              | (32)          | (1)                   | 6            |
| Provisions pour risques de litiges                              | 3            | 26         | (1)          | (1)           | 2                     | 29           |
| <b>TOTAL COUVERTURE DES RISQUES DE CONTREPARTIES</b>            | <b>1 180</b> | <b>846</b> | <b>(626)</b> | <b>(153)</b>  | <b>4</b>              | <b>1 251</b> |

(\*) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre.

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 7.

#### NOTE 19 Dettes subordonnées

| En millions d'euros                      | 12/2024      | 12/2023    |
|--|--------------|------------|
| <b>DETTESEVALUEESAU COUT AMORTI</b>      | <b>1 669</b> | <b>882</b> |
| Titres subordonnés                       | 1 647        | 865        |
| Dettes rattachées sur titres subordonnés | 22           | 17         |
| <b>DETTESEVALUEESA LA JUSTE VALEUR</b>   | <b>9</b>     | <b>11</b>  |
| Titres participatifs                     | 9            | 11         |
| <b>TOTAL DES DETTES SUBORDONNEES</b>     | <b>1 678</b> | <b>893</b> |

Les dettes évaluées au coût amorti représentent les titres subordonnés émis par RCI Banque S.A. en novembre 2019 pour 850 M€ et en juillet 2024 pour 750 M€, les titres subordonnés émis par RCI Finance Maroc SA en décembre 2020 pour 6,2 M€ en décembre 2023 pour 9,2 M€ ainsi que les titres subordonnés émis par le Brésil pour 31 M€ en novembre 2024

Les dettes évaluées à la juste valeur représentent les titres participatifs émis en 1985 par Diac SA pour un montant initial de 500 000 000 Francs.

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale 60 % du TAM (Taux Annuel Monétaire) ;
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %. L'emprunt est perpétuel.

**NOTE 20 Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir**

| En millions d'euros                                | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2024 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>19 007</b> | <b>19 006</b>  | <b>28 549</b> | <b>525</b>   | <b>67 087</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 5 681         |                |               |              | 5 681         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 14            | 4              | 158           | 30           | 206           |
| Actifs financiers                                  | 202           | 172            | 157           | 118          | 649           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539         |                |               |              | 1 539         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 11 571        | 18 830         | 28 234        | 377          | 59 012        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>25 822</b> | <b>9 701</b>   | <b>23 341</b> | <b>3 772</b> | <b>62 636</b> |
| Banques centrales                                  | 1 506         | 494            |               |              | 2 000         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 26            | 13             | 231           |              | 270           |
| Passifs financiers                                 | 10            | 40             | 2             |              | 52            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 1 339         | 605            | 920           |              | 2 864         |
| Dettes envers la clientèle                         | 21 096        | 4 187          | 5 643         | 600          | 31 526        |
| Dettes représentées par un titre                   | 1 826         | 4 357          | 16 545        | 1 518        | 24 246        |
| Dettes subordonnées                                | 19            | 5              |               | 1 654        | 1 678         |

| En millions d'euros                                | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2023 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>16 429</b> | <b>16 849</b>  | <b>27 182</b> | <b>514</b>   | <b>60 974</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 4 729         | 4              |               |              | 4 733         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 21            | 57             | 124           | 23           | 225           |
| Actifs financiers                                  | 209           | 108            | 193           | 116          | 626           |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539         |                |               |              | 1 539         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 9 931         | 16 680         | 26 865        | 375          | 53 851        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>23 095</b> | <b>10 488</b>  | <b>19 691</b> | <b>2 248</b> | <b>55 522</b> |
| Banques centrales                                  | 357           | 1 547          | 471           |              | 2 375         |
| Instruments dérivés de couverture                  | 15            | 17             | 257           |              | 289           |
| Passifs financiers                                 | 35            | 15             | 12            |              | 62            |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 605           | 677            | 993           |              | 2 275         |
| Dettes envers la clientèle                         | 19 872        | 4 327          | 4 513         | 600          | 29 312        |
| Dettes représentées par un titre                   | 2 192         | 3 905          | 13 445        | 774          | 20 316        |
| Dettes subordonnées                                | 19            |                |               | 874          | 893           |

Les emprunts Banque Centrale correspondent aux opérations de financement à Long terme (TLTRO) qui ont été introduites fin 2014 et dont les tirages ont été remboursés en 2024. Le groupe Mobilize Financial Services a également pu bénéficier du programme TFSME annoncé par la Banque d'Angleterre en 2020.

**NOTE 21 Ventilation des flux futurs contractuels par échéance**

| En millions d'euros                                    | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2024 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                              | <b>25 993</b> | <b>10 332</b>  | <b>25 315</b> | <b>4 012</b> | <b>65 652</b> |
| Banques centrales                                      | 1 500         | 494            |               |              | 1 994         |
| Instruments dérivés                                    | 5             | 122            | 177           |              | 304           |
| Dettes envers les établissements de crédit             | 1 329         | 530            | 920           |              | 2 779         |
| Dettes envers la clientèle                             | 21 017        | 4 155          | 5 643         | 600          | 31 415        |
| Dettes représentées par un titre                       | 1 767         | 4 114          | 16 469        | 1 518        | 23 868        |
| Dettes subordonnées                                    | 19            | 5              |               | 1 654        | 1 678         |
| Intérêts futurs à payer                                | 356           | 912            | 2 106         | 240          | 3 614         |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNES</b> | <b>2 556</b>  | <b>106</b>     |               | <b>1</b>     | <b>2 663</b>  |
| <b>TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ECHEANCE</b>     | <b>28 549</b> | <b>10 438</b>  | <b>25 315</b> | <b>4 013</b> | <b>68 315</b> |

| En millions d'euros                                    | < 3 mois      | de 3 à 12 mois | de 1 à 5 ans  | > 5 ans      | Total 12/2023 |
|--|---------------|----------------|---------------|--------------|---------------|
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                              | <b>23 327</b> | <b>11 036</b>  | <b>21 097</b> | <b>2 330</b> | <b>57 790</b> |
| Banques centrales                                      | 350           | 1 500          | 471           |              | 2 321         |
| Instruments dérivés                                    | 10            | 95             | 204           |              | 309           |
| Dettes envers les établissements de crédit             | 595           | 591            | 993           |              | 2 179         |
| Dettes envers la clientèle                             | 19 820        | 4 299          | 4 513         | 600          | 29 232        |
| Dettes représentées par un titre                       | 2 289         | 3 672          | 13 355        | 774          | 20 090        |
| Dettes subordonnées                                    | 19            |                |               | 872          | 891           |
| Intérêts futurs à payer                                | 244           | 879            | 1 561         | 84           | 2 768         |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS ET GARANTIES DONNES</b> | <b>3 001</b>  | <b>148</b>     |               | <b>1</b>     | <b>3 150</b>  |
| <b>TOTAL FLUX FUTURS CONTRACTUELS PAR ECHEANCE</b>     | <b>26 328</b> | <b>11 184</b>  | <b>21 097</b> | <b>2 331</b> | <b>60 940</b> |

La somme des flux futurs contractuels n'est pas égale aux valeurs bilancielle notamment en raison de la prise en comptes des intérêts futurs contractuels et des coupons de swaps non actualisés.

Pour les dérivés passifs, les flux contractuels correspondent aux montants à décaisser.

Pour les autres passifs financiers non dérivés, les flux contractuels correspondent au remboursement du nominal et au paiement des intérêts.

Pour les instruments financiers à taux variable, les intérêts ont été estimés sur la base du taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2024.

**NOTE 22 Juste Valeur des actifs et passifs financiers (en application d'IFRS 7 et d'IFRS 13) et décomposition par niveau des actifs et des passifs à la juste valeur**

| En millions d'euros - Total 12/2024                | Valeur Comptable | Fair Value |               |               |               | Ecart (*)    |
|--|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
|  |                  | Niveau 1   | Niveau 2      | Niveau 3      | JV (*)        |              |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>67 087</b>    | <b>622</b> | <b>7 451</b>  | <b>58 579</b> | <b>66 652</b> | <b>(435)</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 5 681            |            | 5 681         |               | 5 681         |              |
| Instruments dérivés de couverture                  | 206              |            | 206           |               | 206           |              |
| Actifs financiers                                  | 649              | 622        | 25            | 2             | 649           |              |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539            |            | 1 539         |               | 1 539         |              |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 59 012           |            |               | 58 577        | 58 577        | (435)        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>62 636</b>    | <b>10</b>  | <b>62 786</b> |               | <b>62 796</b> | <b>(160)</b> |
| Banques centrales                                  | 2 000            |            | 2 000         |               | 2 000         |              |
| Instruments dérivés de couverture                  | 270              |            | 270           |               | 270           |              |
| Passifs financiers                                 | 52               |            | 52            |               | 52            |              |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 2 864            |            | 2 884         |               | 2 884         | (20)         |
| Dettes envers la clientèle                         | 31 526           |            | 31 526        |               | 31 526        |              |
| Dettes représentées par un titre                   | 24 246           |            | 24 449        |               | 24 449        | (203)        |
| Dettes subordonnées                                | 1 678            | 10         | 1 605         |               | 1 615         | 63           |

(\*) JV : Juste valeur – Ecart : Gains ou pertes latents.

| En millions d'euros - Total 12/2023                | Valeur Comptable | Fair Value |               |               |               | Ecart (*)    |
|--|------------------|------------|---------------|---------------|---------------|--------------|
|  |                  | Niveau 1   | Niveau 2      | Niveau 3      | JV (*)        |              |
| <b>ACTIFS FINANCIERS</b>                           | <b>60 974</b>    | <b>596</b> | <b>6 524</b>  | <b>52 925</b> | <b>60 045</b> | <b>(929)</b> |
| Caisse et Banques centrales                        | 4 733            |            | 4 733         |               | 4 733         |              |
| Instruments dérivés de couverture                  | 225              |            | 225           |               | 225           |              |
| Actifs financiers                                  | 626              | 596        | 27            | 3             | 626           |              |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | 1 539            |            | 1 539         |               | 1 539         |              |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | 53 851           |            |               | 52 922        | 52 922        | (929)        |
| <b>PASSIFS FINANCIERS</b>                          | <b>55 522</b>    | <b>11</b>  | <b>55 720</b> |               | <b>55 731</b> | <b>(209)</b> |
| Banques centrales                                  | 2 375            |            | 2 378         |               | 2 378         | (3)          |
| Instruments dérivés de couverture                  | 289              |            | 289           |               | 289           |              |
| Passifs financiers                                 | 62               |            | 62            |               | 62            |              |
| Dettes envers les établissements de crédit         | 2 275            |            | 2 305         |               | 2 305         | (30)         |
| Dettes envers la clientèle                         | 29 312           |            | 29 312        |               | 29 312        |              |
| Dettes représentées par un titre                   | 20 316           |            | 20 564        |               | 20 564        | (248)        |
| Dettes subordonnées                                | 893              | 11         | 810           |               | 821           | 72           |

(\*) JV : Juste valeur – Ecart : Gains ou pertes latents.

Les actifs financiers classés en niveau 3 correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées.

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

#### **Hypothèses et méthodes retenues**

La hiérarchie à trois niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ;
- niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables ;
- niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque exercice, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

#### **Actifs financiers**

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les titres en niveau 3 correspondent aux titres de participations non consolidés pour lesquels il n'existe pas de cotation.

#### **Prêts et créances à la clientèle**

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs au taux auquel des prêts similaires (conditions, échéance et qualité du débiteur) seraient accordés au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

#### **Passifs financiers**

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de RCI Banque S.A. des émissions sur le marché secondaire contre trois mois.

**NOTE 23 Accords de compensation et autres engagements similaires****Convention cadre relative aux opérations sur instruments financiers à terme et accords similaires**

Le groupe Mobilize Financial Services négocie ses contrats d'instruments dérivés à terme sous les conventions-cadre de l'International Swaps and Derivatives Association (ISDA) et de la FBF (Fédération Bancaire Française).

La survenance d'un cas de défaut donne à la partie non défaillante le droit de suspendre l'exécution de ses obligations de paiement et au paiement ou à la réception d'un solde de résiliation pour l'ensemble des transactions résiliées.

Les conventions-cadre ISDA et FBF ne répondent pas aux critères de compensation dans les états financiers. Le groupe Mobilize Financial Services ne dispose actuellement pas d'un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés uniquement en cas de défaut ou d'événement de crédit.

**Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers**

| En millions d'euros - Total 12/2024 | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés           |                    |                     | Exposition nette |
|-------------------------------------|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
|                                     |   |                          |                      | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan |                  |
| <b>ACTIFS</b>                       | <b>1 260</b>                              |                          | <b>1 260</b>         | <b>153</b>                       | <b>779</b>         |                     | <b>328</b>       |
| Dérivés                             | 206                                       |                          | 206                  | 153                              |                    |                     | 53               |
| Créances de financements Réseau (1) | 1 054                                     |                          | 1 054                |                                  | 779                |                     | 275              |
| <b>PASSIFS</b>                      | <b>270</b>                                |                          | <b>270</b>           | <b>153</b>                       |                    |                     | <b>117</b>       |
| Dérivés                             | 270                                       |                          | 270                  | 153                              |                    |                     | 117              |

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 637 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 593 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 417 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 186 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

| En millions d'euros - Total 12/2023 | Valeur Brute comptable avant compensation | Montants bruts compensés | Montant net au bilan | Montants non compensés           |                    |                     | Exposition nette |
|-------------------------------------|---|--------------------------|----------------------|----------------------------------|--------------------|---------------------|------------------|
|                                     |   |                          |                      | Instruments financiers au passif | Garantie au Passif | Garantie hors bilan |                  |
| <b>ACTIFS</b>                       | <b>1 212</b>                              |                          | <b>1 212</b>         | <b>234</b>                       | <b>703</b>         |                     | <b>275</b>       |
| Dérivés                             | 225                                       |                          | 225                  | 234                              |                    |                     | (9)              |
| Créances de financements Réseau (1) | 987                                       |                          | 987                  |                                  | 703                |                     | 284              |
| <b>PASSIFS</b>                      | <b>289</b>                                |                          | <b>289</b>           | <b>234</b>                       |                    |                     | <b>55</b>        |
| Dérivés                             | 289                                       |                          | 289                  | 234                              |                    |                     | 55               |

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspond pour 498 M€ à celles du groupe Renault Retail Group, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 495 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault (cf. note 13.3) et pour 489 M€ aux concessionnaires financés par Banco RCI Brasil SA, dont les expositions sont couvertes à hauteur de 208 M€ par nantissement des lettras de cambio souscrites par les concessionnaires.

**NOTE 24 Engagements donnés**

| En millions d'euros                                  | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>                    | <b>2 579</b> | <b>3 092</b> |
| Engagements en faveur de la clientèle                | 2 579        | 3 092        |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>                       | <b>263</b>   | <b>279</b>   |
| Engagements d'ordre d'établissements de crédit       | 169          | 200          |
| Engagements d'ordre de la clientèle                  | 94           | 79           |
| <b>AUTRES ENGAGEMENTS DONNES</b>                     | <b>333</b>   | <b>66</b>    |
| Engagements sur locations mobilières et immobilières | 333          | 66           |
| <b>TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNES*</b>                 | <b>3 175</b> | <b>3 437</b> |
| (*) Dont entreprises liées                           | 1            | 1            |

**NOTE 25 Engagements reçus**

| En millions d'euros                          | 12/2024       | 12/2023       |
|--|---------------|---------------|
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>            | <b>4 649</b>  | <b>4 631</b>  |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 4 649         | 4 631         |
| <b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>               | <b>24 100</b> | <b>21 603</b> |
| Engagements reçus d'établissements de crédit | 208           | 206           |
| Engagements reçus de la clientèle            | 6 630         | 6 745         |
| Engagements de reprise reçus                 | 17 262        | 14 652        |
| <b>AUTRES ENGAGEMENTS RECUS</b>              | <b>332</b>    | <b>64</b>     |
| Autres engagements reçus                     | 332           | 64            |
| <b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>            | <b>29 081</b> | <b>26 298</b> |
| (*) Dont entreprises liées                   | 5 935         | 5 624         |

Le groupe Mobilize Financial Services dispose au 31 décembre 2024 de 4 649 M€ de lignes de sécurité confirmées non utilisées, d'une diversification importante de ses programmes d'émissions à court et moyen termes et de 4 460 M€ d'actifs éligibles et mobilisables auprès de la Banque Centrale Européenne ou de la Banque d'Angleterre (après prise en compte des décotes, hors titres et créances mobilisées à la date de clôture).

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

**Garanties et collatéraux**

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services mène donc une gestion active et rigoureuse de ses sûretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

**NOTE 26 Exposition au risque de change**

| En millions d'euros - Total 12/2024 | Bilan           |                 | Hors Bilan      |                 | Position Nette |              |                 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
|                                     | Position longue | Position courte | Position longue | Position courte | Total          | Dt Monétaire | Dt Structurelle |
| Position en USD                     | 64              |                 |                 | (63)            | 1              | 1            |                 |
| Position en GBP                     | 644             |                 |                 | (294)           | 350            |              | 350             |
| Position en CHF                     | 469             |                 |                 | (465)           | 4              |              | 4               |
| Position en CZK                     | 83              |                 |                 | (66)            | 17             |              | 17              |
| Position en ARS                     | 1               |                 |                 |                 | 1              |              | 1               |
| Position en BRL                     | 109             |                 |                 |                 | 109            |              | 109             |
| Position en PLN                     | 749             |                 |                 | (736)           | 13             |              | 13              |
| Position en HUF                     | 5               |                 |                 |                 | 5              |              | 5               |
| Position en RON                     | 28              |                 |                 | (28)            |                |              |                 |
| Position en KRW                     | 140             |                 |                 |                 | 140            |              | 140             |
| Position en MAD                     | 28              |                 |                 |                 | 28             |              | 28              |
| Position en DKK                     | 47              |                 |                 | (47)            |                |              |                 |
| Position en TRY                     | 10              |                 |                 |                 | 10             |              | 10              |
| Position en INR                     | 24              |                 |                 |                 | 24             |              | 24              |
| Position en COP                     | 26              |                 |                 |                 | 26             |              | 26              |
| <b>EXPOSITIONS TOTALES</b>          | <b>2 427</b>    |                 |                 | <b>(1 699)</b>  | <b>728</b>     | <b>1</b>     | <b>727</b>      |

| En millions d'euros - Total 12/2023 | Bilan           |                 | Hors Bilan      |                 | Position Nette |              |                 |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|--------------|-----------------|
|                                     | Position longue | Position courte | Position longue | Position courte | Total          | Dt Monétaire | Dt Structurelle |
| Position en GBP                     | 608             |                 |                 | (273)           | 335            | 1            | 334             |
| Position en JPY                     | 2               |                 |                 |                 | 2              | 2            |                 |
| Position en CHF                     | 299             |                 |                 | (294)           | 5              | 1            | 4               |
| Position en CZK                     | 68              |                 |                 | (51)            | 17             |              | 17              |
| Position en ARS                     | 1               |                 |                 |                 | 1              |              | 1               |
| Position en BRL                     | 130             |                 |                 |                 | 130            |              | 130             |
| Position en PLN                     | 839             |                 |                 | (826)           | 13             |              | 13              |
| Position en HUF                     | 5               |                 |                 |                 | 5              |              | 5               |
| Position en RON                     | 41              |                 |                 | (41)            |                |              |                 |
| Position en KRW                     | 149             |                 |                 |                 | 149            |              | 149             |
| Position en MAD                     | 27              |                 |                 |                 | 27             |              | 27              |
| Position en DKK                     | 44              |                 |                 | (44)            |                |              |                 |
| Position en TRY                     | 2               |                 |                 |                 | 2              |              | 2               |
| Position en SEK                     | 104             |                 |                 | (104)           |                |              |                 |
| Position en INR                     | 23              |                 |                 |                 | 23             |              | 23              |
| Position en COP                     | 28              |                 |                 |                 | 28             |              | 28              |
| <b>EXPOSITIONS TOTALES</b>          | <b>2 370</b>    |                 |                 | <b>(1 633)</b>  | <b>737</b>     | <b>4</b>     | <b>733</b>      |

La position de change structurelle correspond à la valeur historique de souscription des titres de participations en devises détenus par RCI Banque S.A..

#### NOTE 27 Intérêts et produits assimilés

| En millions d'euros  | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>                                | <b>4 854</b> | <b>4 195</b> |
| Opérations avec les établissements de crédit                         | 445          | 439          |
| Opérations avec la clientèle   | 3 018        | 2 626        |
| Opérations de location financière                                    | 1 148        | 879          |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture               | 170          | 187          |
| Intérêts courus et échus des instruments financiers                  | 73           | 64           |
| <b>ETALEMENT DES REMUNERATIONS VERSEES AUX APPORTEURS D'AFFAIRES</b> | <b>(793)</b> | <b>(798)</b> |
| Opérations avec la clientèle   | (512)        | (546)        |
| Opérations de location financière                                    | (281)        | (252)        |
| <b>TOTAL DES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES (*)</b>                  | <b>4 061</b> | <b>3 397</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | 930          | 672          |

Les intérêts et produits assimilés sont en augmentation du fait de la hausse d'actifs et de la hausse des taux de marché depuis 2022.

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

#### NOTE 28 Intérêts et charges assimilées

| En millions d'euros                                    | 12/2024        | 12/2023        |
|--|----------------|----------------|
| Opérations avec les établissements de crédit           | (411)          | (431)          |
| Opérations avec la clientèle                           | (1 005)        | (684)          |
| Opérations de location financière                      | (4)            | (3)            |
| Intérêts courus et échus des instruments de couverture | (176)          | (166)          |
| Charges sur dettes représentées par un titre           | (1 080)        | (807)          |
| Autres intérêts et charges assimilées                  | (19)           | (18)           |
| <b>TOTAL DES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES (*)</b>    | <b>(2 695)</b> | <b>(2 109)</b> |
| (*) Dont entreprises liées                             | (25)           | (25)           |

Les intérêts et charges assimilées sont en augmentation du fait de la hausse d'actifs et de la hausse des taux de marché depuis 2022.

**NOTE 29 Commissions**

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>PRODUITS SUR COMMISSIONS</b>                                 | <b>831</b>   | <b>765</b>   |
| Commissions   | 32           | 31           |
| Frais de dossiers   | 26           | 21           |
| Commissions sur activités de services                           | 163          | 158          |
| Commissions de courtage d'assurance                             | 62           | 63           |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | 276          | 266          |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | 194          | 166          |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement      | 78           | 60           |
| <b>CHARGES SUR COMMISSIONS</b>                                  | <b>(445)</b> | <b>(383)</b> |
| Commissions   | (54)         | (50)         |
| Commissions sur les activités de services                       | (123)        | (118)        |
| Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement | (61)         | (52)         |
| Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement | (160)        | (134)        |
| Autres commissions accessoires aux contrats de financement      | (47)         | (29)         |
| <b>TOTAL DES COMMISSIONS NETTES(*)</b>                          | <b>386</b>   | <b>382</b>   |
| (*) Dont entreprises liées                                      | 15           | 17           |

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

**NOTE 30 Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat**

| En millions d'euros   | 12/2024     | 12/2023      |
|---|-------------|--------------|
| <b>GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>                                 | <b>(13)</b> | <b>(102)</b> |
| Gains et pertes nets sur opérations de change   | (55)        | 26           |
| Gains et pertes nets sur les instruments dérivés classés en juste valeur par résultat | 39          | (118)        |
| Gains et pertes nets sur titres participatifs évalués à la juste valeur               | 2           | 4            |
| Couvertures de juste valeur : variation instruments de couverture                     | 126         | 185          |
| Couvertures de juste valeur : variation éléments couverts                             | (130)       | (202)        |
| Gains et pertes nets sur titres évalués à la juste valeur par résultat                | 5           | 3            |
| <b>ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT</b>                       | <b>(1)</b>  | <b>(7)</b>   |
| Gains et pertes sur actifs en juste valeur par résultat                               | (1)         | (7)          |
| <b>TOTAL DES GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR(*)</b> | <b>(14)</b> | <b>(109)</b> |
| (*) Dont entreprises liées  | (1)         | (7)          |

Dans le cadre de la couverture de certains passifs à taux variable (dépôts), le groupe Mobilize Financial Services a mis en place des dérivés de taux non qualifiés comptablement de dérivés de couverture selon les dispositions d'IFRS 9). Le produit net bancaire a été négativement impacté par un effet négatif des instruments dérivés classés en juste valeur par résultat de -6 M€ (principalement lié à la baisse des taux de marché) et négatif par les swaps de change d'un total de 45 M€.

**NOTE 31 Produits et charges nets des autres activités**

| En millions d'euros   | 12/2024        | 12/2023      |
|---|----------------|--------------|
| <b>AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                    | <b>1 202</b>   | <b>785</b>   |
| Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux        | 554            | 406          |
| • dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles            | 326            | 203          |
| Opérations de location opérationnelle                             | 583            | 340          |
| Autres produits d'exploitation bancaire                           | 65             | 39           |
| • dont reprise de provisions pour risques bancaires               | 26             | 9            |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                     | <b>(1 134)</b> | <b>(739)</b> |
| Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux        | (543)          | (381)        |
| • dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles           | (336)          | (190)        |
| Coûts de distribution non assimilables à des intérêts             | (124)          | (81)         |
| Opérations de location opérationnelle                             | (403)          | (239)        |
| <b>AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>                     | <b>(64)</b>    | <b>(38)</b>  |
| • dont dotation aux provisions pour risques bancaires             | (43)           | (10)         |
| Autres produits et charges d'exploitation                         | 7              | 8            |
| Autres produits d'exploitation                                    | 33             | 28           |
| Autres charges d'exploitation                                     | (26)           | (20)         |
| <b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES NETS DES AUTRES ACTIVITES(*)</b> | <b>75</b>      | <b>54</b>    |
| (*) Dont entreprises liées  | 14             | 10           |



Les produits et les coûts des activités de services comprennent les produits et les charges comptabilisés au titre des contrats d'assurance émis par les captives d'assurance du groupe.

### NOTE 32 Charges générales d'exploitation et des effectifs

| En millions d'euros  | 12/2024      | 12/2023      |
|--|--------------|--------------|
| <b>FRAIS DE PERSONNEL</b>  | <b>(426)</b> | <b>(372)</b> |
| Rémunération du personnel  | (293)        | (255)        |
| Charges de retraites et assimilées - Régime à cotisations définies | (27)         | (27)         |
| Charges de retraites et assimilées - Régime à prestations définies | 2            | 4            |
| Autres charges sociales  | (94)         | (81)         |
| Autres charges de personnel  | (14)         | (13)         |
| <b>AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS</b>                                 | <b>(318)</b> | <b>(321)</b> |
| Impôts et taxes hors IS  | (16)         | (58)         |
| Loyers   | (9)          | (7)          |
| Autres frais administratifs  | (293)        | (256)        |
| <b>TOTAL DES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION(*)</b>               | <b>(744)</b> | <b>(693)</b> |
| (*) Dont entreprises liées   | (2)          | (1)          |

Les honoraires des Commissaires aux comptes sont analysés dans la partie Annexe 3 « honoraires des Commissaires aux comptes et de leur réseau ».

De plus, les services autres que la certification des comptes fournis par KPMG SA et Mazars au cours de l'exercice à RCI et aux entités qu'elle contrôle concernent essentiellement (i) préparation de la déclaration d'impôt et (ii) attestations suite à une nouvelle réglementation.

| Effectif moyen en nombre              | 12/2024      | 12/2023      |
|---------------------------------------|--------------|--------------|
| Financements et services en France    | 1 620        | 1 852        |
| Financements et services à l'étranger | 2 741        | 2 420        |
| <b>TOTAL GROUPE RCI BANQUE</b>        | <b>4 361</b> | <b>4 272</b> |

### NOTE 33 Coût du risque par catégorie de clientèle

| En millions d'euros                               | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTELE</b>   | <b>(160)</b> | <b>(154)</b> |
| Dotations pour dépréciation                       | (421)        | (447)        |
| Reprises de dépréciation                          | 408          | 421          |
| Pertes sur créances irrécouvrables                | (190)        | (160)        |
| Récupérations sur créances amorties               | 43           | 32           |
| <b>COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT DES RESEAUX</b> | <b>(11)</b>  | <b>9</b>     |
| Dotations pour dépréciation                       | (44)         | (43)         |
| Reprises de dépréciation                          | 33           | 54           |
| Pertes sur créances irrécouvrables                |              | (2)          |
| <b>COUT DU RISQUE SUR AUTRES ACTIVITES</b>        | <b>(1)</b>   | <b>(8)</b>   |
| Variation des dépréciations des autres créances   | 2            |              |
| Autres corrections de valeurs                     | (3)          | (8)          |
| <b>TOTAL DU COUT DU RISQUE</b>                    | <b>(172)</b> | <b>(153)</b> |

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations.

A fin décembre 2024, le coût du risque total s'établit en dotation nette de 172 M€ dont 160 M€ sur le financement Clientèle (0,35 % des Actifs Productifs Moyens), 11 M€ sur le financement des réseaux (0,11 % des Actifs Productifs Moyens).

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements intervenus au cours de l'année 2024 sont les suivants :

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>ENCOURS PERFORMANTS</b>  | <b>45</b>    | <b>9</b>     |
| Dotation suite augmentation des encours B1 et B2                      | (24)         | (38)         |
| Dotation/reprise sur évolution mix par bucket et paramètres de risque | 36           | (29)         |
| Reprise au titre du forward-looking                                   | 3            | 20           |
| Dotation / Reprise au titre des provisions à dire d'expert            | 30           | 56           |
| <b>ENCOURS NON PERFORMANTS</b>  | <b>(205)</b> | <b>(163)</b> |
| Dotation sur encours B3   | (36)         | (55)         |
| Pertes sur créances irrécouvrables                                    | (190)        | (159)        |
| Récupérations sur créances amorties                                   | 43           | 32           |
| Dotation / Reprise au titre du forward-looking                        | 1            | (3)          |
| Dotation / Reprise au titre des provisions à dire d'expert            | (23)         | 22           |
| <b>TOTAL DU COUT DU RISQUE SUR FINANCEMENT CLIENTELE</b>              | <b>(160)</b> | <b>(154)</b> |

La reprise de provision d'expertise observée au 31 décembre 2024 sur les encours sains au regard de la clôture de décembre 2023 est principalement liée à la reprise progressive de la provision pour risque d'inflation (27 M€) sur l'ensemble du périmètre Mobilize Financial Services, compte tenu du retour des indices à leur niveau de 2021.

La variation nette des provisions à dire d'expert sur les encours en défaut est essentiellement expliquée par la Colombie où l'ajustement qui conduisait à une expertise négative (expliquée par des taux de couverture statistiques fortement impactés par l'allongement de la maturité des prêts à la suite de la hausse des taux d'intérêt, et un biais méthodologique comptabilisant en pertes tous les montants dus après 84 mois) a été d'une part intégré dans les provisions statistiques.

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque (dotation de 11 M€) comprend :

- une dotation de 7 M€ sur les encours sains, expliquée notamment par une dotation des provisions forward looking de 4 M€ et par un effet volume avec une progression des encours de 2 147 M€ par rapport à décembre 2023 ;
- une dotation de 4 M€ sur les encours en défaut expliquée principalement par la hausse de l'exposition en bucket 3 en France.

#### NOTE 34 Impôts sur les bénéfices

| En millions d'euros                                     | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| <b>IMPOTS EXIGIBLES</b>                                 | <b>(215)</b> | <b>(312)</b> |
| Impôts courants sur les bénéfices                       | (215)        | (312)        |
| <b>IMPOTS DIFFERES</b>                                  | <b>2</b>     | <b>78</b>    |
| Impôts différés   | 2            | 77           |
| Variation de la dépréciation des impôts différés actifs |              | 1            |
| <b>TOTAL DE LA CHARGE D'IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>    | <b>(213)</b> | <b>(234)</b> |

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur dans les différents pays.

La charge d'impôt au 31 décembre 2024 tient compte d'un produit d'impôt de 90 M€. Ce produit d'impôt correspond au remboursement par l'Etat Maltais d'un crédit d'impôt équivalent à 6/7 de la charge d'impôt 2024 (soit 6/7 de 105 M€).

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, des déficits reportables et des autres actifs / passifs (notamment l'impact des opérations de titrisations et la valorisation des SWAP).

#### Ventilation du solde net bilantiel des impôts différés

| En millions d'euros   | 12/2024      | 12/2023      |
|---|--------------|--------------|
| ID sur provisions   | (12)         | 31           |
| ID sur provisions et autres charges déductibles lors de leur paiement | (44)         | (39)         |
| ID sur déficits reportables   | 165          | 93           |
| ID sur autres actifs et passifs                                       | 181          | 107          |
| ID sur opérations de location   | (857)        | (721)        |
| ID sur immobilisations  | 35           | 14           |
| Provisions sur impôts différés actif                                  | (8)          | (8)          |
| <b>TOTAL DES IMPOTS DIFFERES NETS AU BILAN</b>                        | <b>(540)</b> | <b>(523)</b> |

**Impôts différés constatés sur les autres éléments du résultat global**

| En millions d'euros                            | Var. 2024 des capitaux propres |     |      | Var. 2023 des capitaux propres |     |       |
|--|--------------------------------|-----|------|--------------------------------|-----|-------|
|  | Avant IS                       | IS  | Net  | Avant IS                       | IS  | Net   |
| Opérations de couverture de flux de trésorerie | (81)                           | 16  | (65) | (236)                          | 63  | (173) |
| Variation de JV des actifs financiers          | 4                              | (1) | 3    | 6                              | (2) | 4     |
| Ecart actuariels sur engagements de retraite   | (9)                            | 2   | (7)  | (6)                            | 2   | (4)   |
| Différences de conversion                      | 13                             |     | 13   | 16                             |     | 16    |
| Variation des contrats d'assurance             | 6                              | (2) | 4    | (5)                            | 2   | (3)   |

**NOTE 35 Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement postérieur à la clôture n'est à constater.

**5.3.8 Filiales et succursales du groupe****5.3.8.1 Liste des sociétés consolidées et des succursales à l'étranger**

|   | Pays         | Participation directe de RCI | Participation indirecte de RCI |                       | Pourcentage d'intérêt |       |
|---|--------------|------------------------------|--------------------------------|-----------------------|-----------------------|-------|
|   |              |                              | %                              | Détenue par           | 2024                  | 2023  |
| <b>SOCIETE MERE</b>   |              |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque S.A.   |              |                              |                                |                       |                       |       |
| <b>SUCCURSALES DE RCI BANQUE</b>  |              |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland                               | Allemagne    |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque Sucursal Argentina   | Argentine    |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich                                | Autriche     |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque S.A. Sucursal en Espana                                      | Espagne      |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque Sucursal Portugal  | Portugal     |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque S.A. Bancna Podružnica Ljubljana                             | Slovénie     |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque Succursale Italiana  | Italie       |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque Branch Ireland   | Irlande      |                              |                                |                       |                       |       |
| Renault Finance Nordic, Bankfilial till RCI Banque S.A. Frankrike       | Suède        |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce                              | Pologne      |                              |                                |                       |                       |       |
| <b>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT</b>                                   |              |                              |                                |                       |                       |       |
| RCI Versicherungs Service GmbH  | Allemagne    | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| Bipi Mobility Germany GmbH (1)  | Allemagne    | -                            | 100                            | Bipi Mobility SL      | 100                   | 100   |
| MS Mobility Solutions GmbH.(2)  | Allemagne    | 100                          |                                | Mobilize Lease&Co SAS | 100                   |       |
| Mobility Concept GmbH.(2)   | Allemagne    | 100                          |                                | Mobilize Lease&Co SAS | 100                   |       |
| DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH.(2)                                   | Allemagne    | 100                          |                                | Mobilize Lease&Co SAS | 100                   |       |
| MeinAuto GmbH.(2)   | Allemagne    | 100                          |                                | Mobility Concept GmbH | 100                   |       |
| Rombo Compania Financiera SA  | Argentine    | 60                           |                                |                       | 60                    | 60    |
| Courtage SA   | Argentine    | 95                           |                                |                       | 95                    | 95    |
| RCI Compania de seguros de personas S.A.U.(2)                           | Argentine    | 100                          |                                | RCI Banque S.A.       | 100                   |       |
| RCI Financial Services SA   | Belgique     | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| AUTOFIN   | Belgique     | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| Administradora De Consorcio RCI Brasil Ltda.                            | Brésil       | 99,92                        |                                |                       | 99,92                 | 99,92 |
| Banco RCI Brasil SA (ex Companhia de Arrendamento Mercantil RCI Brasil) | Brésil       | 60,11                        |                                |                       | 60,11                 | 60,11 |
| Corretora de Seguros RCI Brasil SA                                      | Brésil       | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| RCI Brasil Serviços e Participações Ltda                                | Brésil       | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| RCI Colombia SA Compania De Financiamiento                              | Colombie     | 51                           |                                |                       | 51                    | 51    |
| RCI Servicios Colombia SA   | Colombie     | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| RCI Usluge d.o.o  | Croatie      | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |
| RCI Financial Services Korea Co, Ltd                                    | Corée du sud | 100                          |                                |                       | 100                   | 100   |

|   |              |     |               |                                      |     |     |
|---|--------------|-----|---------------|--------------------------------------|-----|-----|
| RCI Insurance Service Korea Co.Ltd            | Corée du sud | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Overlease SA                                  | Espagne      | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Bipi Mobility SL                              | Espagne      | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Diac SA                                       | France       | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Diac Location SA                              | France       | -   | 100           | Diac SA                              | 100 | 100 |
| Bipi Mobility France                          | France       | -   | 100           | Bipi Mobility SL                     | 100 | 100 |
| Mobilize Insurance SAS(1)                     | France       | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Mobilize Lease&Co SAS(1)                      | France       | -   | 85            |                                      | 85  | 85  |
| RCI ZRT                                       | Hongrie      | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| ES Mobility SRL                               | Italie       | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Bipi Mobility Italy SRL                       | Italie       | -   | 100           | Bipi Mobility SL                     | 100 | 100 |
| RCI Services Ltd                              | Malte        | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Insurance Ltd                             | Malte        | -   | 100           | RCI Services Ltd                     | 100 | 100 |
| RCI Life Ltd                                  | Malte        | -   | 100           | RCI Services Ltd                     | 100 | 100 |
| RCI Finance Maroc SA                          | Maroc        | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RDFM SAR.L                                    | Maroc        | -   | 100           | RCI Finance Maroc SA                 | 100 | 100 |
| RCI Financial Services B.V.                   | Pays-Bas     | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Bipi Mobility Netherlands B.V.                | Pays-Bas     | -   | 100           | Bipi Mobility SL                     | 100 | 100 |
| RCI Leasing Polska Sp. z.o.o                  | Pologne      | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI COM SA                                    | Portugal     | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI GEST SEGUROS – Mediadores de Seguros, Lda | Portugal     | -   | 100           | RCI COM SA                           | 100 | 100 |
| RCI Finance CZ s.r.o.                         | R. Tchèque   | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Financial Services s.r.o.                 | R. Tchèque   | 50  |               |                                      | 50  | 50  |
| RCI Broker De Asigurare S.R.L.                | Roumanie     | -   | 100           | RCI Finantare Romania                | 100 | 100 |
| RCI Finantare Romania                         | Roumanie     | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Leasing Romania IFN SA                    | Roumanie     | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Financial Services Ltd                    | Royaume-Uni  | -   | 100           | RCI Bank UK Ltd                      | 100 | 100 |
| RCI Bank UK Ltd                               | Royaume-Uni  | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| Bipi Mobility UK Limited                      | Royaume-Uni  | -   | 100           | Bipi Mobility SL                     | 100 | 100 |
| Mobilize Lease&Co UK Ltd (1)                  | Royaume-Uni  | -   | 85            | RCI Bank UK Ltd                      | 85  | 85  |
| RCI Finance SA                                | Suisse       | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Finance SK S.r.O                          | Slovaquie    | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| RCI Lizing d.o.o                              | Slovénie     | 100 |               |                                      | 100 | 100 |
| <b>SPV</b>                                    |              |     |               |                                      |     |     |
| CARS Alliance Auto Loans Germany Master       | Allemagne    |     | (cf. note 14) | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance Auto Leases Germany             | Allemagne    |     |               | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance DFP Germany 2017                | Allemagne    |     | (cf. note 14) | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V 2019-1     | Allemagne    |     | (cf. note 14) | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V 2021-1     | Allemagne    |     | (cf. note 14) | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance Auto Loans Germany V2023-1 (1)  | Allemagne    |     | (cf. note 14) | RCI Banque Niederlassung Deutschland |     |     |
| CARS Alliance Auto Loans Spain 2022           | Espagne      |     | (cf. note 14) | RCI Banque Sucursales Espana         |     |     |
| FCT Cars Alliance DFP France                  | France       |     | (cf. note 14) | Diac SA                              |     |     |

|   |             |     |                            |                                |      |      |
|---|-------------|-----|----------------------------|--------------------------------|------|------|
| CARS Alliance Auto Loans France FCT Master          | France      |     | (cf. note 14)              | Diac SA                        |      |      |
| CARS Alliance Auto Leases France V 2020-1           | France      |     | (cf. note 14)              | Diac SA                        |      |      |
| CARS Alliance Auto Leases France Master             | France      |     | (cf. note 14)              | Diac SA                        |      |      |
| CARS Alliance Auto Loans France V 2022-1            | France      |     | (cf. note 14)              | Diac SA                        |      |      |
| Diac RV Master                                      | France      |     |                            | Diac SA                        |      |      |
| CARS Alliance Auto Leases France V 2023-1 (1)       | France      |     | (cf. note 14)              | Diac SA                        |      |      |
| CARS Alliance Auto Loans Italy 2015 SRL             | Italie      |     | (cf. note 14)              | RCI Banque Succursale Italiana |      |      |
| CARS Alliance UK Master Plc                         | Royaume-Uni |     | (cf. note 14)              | RCI Financial Services Ltd     |      |      |
| CARS Alliance Auto UK 2015 Limited                  | Royaume-Uni |     | RCI Financial Services Ltd |                                |      |      |
| <b>SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE</b>                |             |     |                            |                                |      |      |
| RN SF B.V.  | Pays-Bas    | 50  |                            |                                | 50   | 50   |
| BARN B.V.(3)  | Pays-Bas    | -   | 60                         | RN SF B.V.                     | 30   | 30   |
| Orfin Finansman Anonim Sirketi                      | Turquie     | 50  |                            |                                | 50   | 50   |
| Renault Crédit Car                                  | Belgique    | -   | 50,1                       | AUTOFIN                        | 50,1 | 50,1 |
| Nissan Renault Financial Services India Private Ltd | Inde        | 30  |                            |                                | 30   | 30   |
| Mobility Trader Holding GmbH                        | Allemagne   | 7,4 |                            |                                | 7,4  | 7,4  |
| Select Vehicule Group Holding Ltd (1)               | Royaume-Uni |     | 36,6                       | RCI Bank UK Ltd                | 36,6 | 36,6 |

(1) Entités entrées dans le périmètre en 2023.

(2) Entités entrées dans le périmètre en 2024.

(3) Entités cédées et sorties du périmètre de consolidation en 2024.

**5.3.8.2 Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives**

| En millions d'euros - 12/2024  | RCI Financial Services, S.r.o. | Rombo Compania Financiera S.A. | Banco RCI Brasil S.A. | RCI Colombia S.A.   |
|--|--------------------------------|--------------------------------|-----------------------|---------------------|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |                                |                                |                       |                     |
| Pays d'implantation  | République tchèque             | Argentine                      | Brésil                | Colombie            |
| Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle    | 49,90 %                        | 40,00 %                        | 39,89 %               | 49,00 %             |
| Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle   | 49,90 %                        | 40,00 %                        | 39,89 %               | 49,00 %             |
| Nature   | Filiale                        | Filiale                        | Filiale               | Filiale             |
| Méthode de consolidation   | Intégration globale            | Intégration globale            | Intégration globale   | Intégration globale |
| Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle                  | 1                              | 7                              | 22                    | 2                   |
| Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle              | (1)                            |                                |                       |                     |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle                    | 2                              |                                | 14                    |                     |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 6                              | 2                              | 164                   | 20                  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 110                            | 78                             | 1 676                 | 702                 |
| Autres Actifs  | 4                              | 4                              | 131                   | 42                  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>120</b>                     | <b>84</b>                      | <b>1 971</b>          | <b>764</b>          |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 94                             | 55                             | 1 635                 | 689                 |
| Autres Passifs   | 2                              | 6                              | 92                    | 10                  |
| Situation nette  | 24                             | 23                             | 244                   | 65                  |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>120</b>                     | <b>84</b>                      | <b>1 971</b>          | <b>764</b>          |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>6</b>                       | <b>26</b>                      | <b>102</b>            | <b>44</b>           |
| Impôts sur les bénéfices   | (1)                            | (4)                            | (30)                  | (2)                 |
| Résultat net   | 3                              | 17                             | 56                    | 4                   |
| Autres éléments du résultat global   |                                |                                | 27                    |                     |
| <b>RESULTAT GLOBAL</b>   | <b>3</b>                       | <b>17</b>                      | <b>83</b>             | <b>4</b>            |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 7                              | (3)                            | 16                    | (121)               |
| Flux de trésorerie liés aux financements   | (7)                            |                                | (3)                   |                     |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |                                |                                | (1)                   | (1)                 |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b> |                                | <b>(3)</b>                     | <b>12</b>             | <b>(122)</b>        |

| <b>En millions d'euros -12/2023</b>  | <b>RCI<br/>Financial<br/>Services,<br/>S.r.o.</b> | <b>Rombo<br/>Compania<br/>Financiera<br/>S.A.</b> | <b>Banco RCI<br/>Brasil S.A</b> | <b>RCI<br/>Colombia<br/>S.A.</b> |
|--|---|---|---------------------------------|----------------------------------|
| <b>Avant élimination des opérations intra groupe</b>                               |   |   |                                 |                                  |
| Pays d'implantation  | République<br>tchèque                             | Argentine   | Brésil                          | Colombie                         |
| Pourcentage d'intérêts détenu par les participations ne donnant pas le contrôle    | 49,90 %   | 40,00 %   | 39,89 %                         | 49,00 %                          |
| Pourcentage des droits de vote par les participations ne donnant pas le contrôle   | 49,90 %   | 40,00 %   | 39,89 %                         | 49,00 %                          |
| Nature   | Filiale   | Filiale   | Filiale                         | Filiale                          |
| Méthode de consolidation   | Intégration<br>globale                            | Intégration<br>globale                            | Intégration<br>globale          | Intégration<br>globale           |
| Résultat Net - Part des participations ne donnant pas le contrôle                  | 2   | 3   | 18                              | (7)                              |
| Capitaux propres - Part des participations ne donnant pas le contrôle              |   |   |                                 |                                  |
| Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle                    | 2   |   | 24                              | 4                                |
| Prêts et créances aux établissement de crédit                                      | 4   | 4   | 89                              | 83                               |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 106   | 34  | 1 856                           | 834                              |
| Autres Actifs  | 4   |   | 151                             | 41                               |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>114</b>  | <b>38</b>   | <b>2 096</b>                    | <b>958</b>                       |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 86  | 28  | 1 794                           | 886                              |
| Autres Passifs   | 3   | 2   | 73                              | 9                                |
| Situation nette  | 25  | 8   | 229                             | 63                               |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>114</b>  | <b>38</b>   | <b>2 096</b>                    | <b>958</b>                       |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>7</b>  | <b>9</b>  | <b>96</b>                       | <b>45</b>                        |
| Impôts sur les bénéfices   | (1)   |   | (12)                            | 7                                |
| Résultat net   | 4   | 7   | 44                              | (13)                             |
| Autres éléments du résultat global   |   |   | (10)                            | (1)                              |
| <b>RESULTAT GLOBAL</b>   | <b>4</b>  | <b>7</b>  | <b>34</b>                       | <b>(14)</b>                      |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 14  | 1   | 106                             | 86                               |
| Flux de trésorerie liés aux financements   | (9)   |   | (101)                           | (15)                             |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |   |   | (1)                             | (1)                              |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b> | <b>5</b>  | <b>1</b>  | <b>4</b>                        | <b>70</b>                        |

Les pourcentages de droits de vote sont identiques.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour l'entité brésilienne, Banco RCI Brasil SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 123 M€ au 31 décembre 2024 contre 109 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour ROMBO Compania Financiera est classé en « Autres dettes » pour un montant de 14 M€ au 31 décembre 2024 contre 10 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Colombia SA est classé en « Autres dettes » pour un montant de 37 M€ au 31 décembre 2024 contre 24 M€ au 31 décembre 2023.

Le montant de la dette au titre des puts sur minoritaires pour RCI Financial services S.r.o. est classé en « Autres dettes » pour un montant de 14 M€ au 31 décembre 2024 contre 15 M€ au 31 décembre 2023.

## 5.3.8.3 Entreprises associées et co-entreprises significatives

| En millions d'euros -12/2024<br>Avant élimination des opérations intra groupe      | ORFIN<br>Finansman<br>Anonim<br>Sirketi | Nissan<br>Renault<br>Financial<br>Services<br>India<br>Private Ltd | Mobility<br>Trader<br>Holding<br>GmbH | Select<br>Vehicle<br>Group<br>Holding<br>Limited |
|--|---|--|---------------------------------------|--|
| Pays d'implantation  | Turquie                                 | Inde   | Allemagne                             | Royaume-Uni                                      |
| Pourcentage d'intérêts détenu  | 50,00 %                                 | 30,00 %  | 7,40 %                                | 36,60 %  |
| Nature   | Co-entreprise                           | Entreprise associée  | Entreprise associée                   | Co-entreprise                                    |
| Méthode de consolidation   | Mise en équivalence                     | Mise en équivalence  | Mise en équivalence                   | Mise en équivalence                              |
| Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises                  | 1                                       | 2  | (3)                                   | 1  |
| Participations dans les entreprises associées et co-entreprises                    | 26                                      | 41   | 1                                     | 19   |
| Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises                       |   |  |                                       |  |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 76                                      | 3  | 61                                    | 4  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 310                                     | 376  | 73                                    | 38   |
| Autres Actifs  | 8                                       | 14   | 20                                    | 7  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>394</b>                              | <b>393</b>   | <b>154</b>                            | <b>49</b>  |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 330                                     | 119  |                                       | 36   |
| Autres Passifs   | 12                                      | 139  | 41                                    | 6  |
| Situation nette  | 52                                      | 135  | 113                                   | 7  |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>394</b>                              | <b>393</b>   | <b>154</b>                            | <b>49</b>  |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>28</b>                               | <b>19</b>  |                                       | <b>19</b>  |
| Impôts sur les bénéfices   | (5)                                     | (2)  |                                       |  |
| Résultat net   | 13                                      | 7  | (39)                                  | 1  |
| Autres éléments du résultat global   |   |  |                                       |  |
| <b>RESULTAT GLOBAL</b>   | <b>13</b>                               | <b>7</b>   | <b>(39)</b>                           | <b>1</b>   |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | (3)                                     | (1)  | 35                                    | 2  |
| Flux de trésorerie liés aux financements   | 16                                      |  |                                       |  |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |   |  |                                       |  |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b> | <b>13</b>                               | <b>(1)</b>   | <b>35</b>                             | <b>2</b>   |

| En millions d'euros - 12/2023<br>Avant élimination des opérations intra groupe     | ORFIN<br>Finansman<br>Anonim<br>Sirketi | Nissan<br>Renault<br>Financial<br>Services<br>India<br>Private Ltd | Mobility<br>Trader<br>Holding<br>GmbH | Select<br>Vehicle<br>Group<br>Holding<br>Limited |
|--|---|--|---------------------------------------|--|
| Pays d'implantation  | Turquie                                 | Inde   | Allemagne                             | Royaume-Uni                                      |
| Pourcentage d'intérêts détenu  | 50,00 %                                 | 30,00 %  | 7,40 %                                | 36,60 %  |
| Nature   | Co-entreprise                           | Entreprise associée  | Entreprise associée                   | Co-entreprise                                    |
| Méthode de consolidation   | Mise en équivalence                     | Mise en équivalence  | Mise en équivalence                   | Mise en équivalence                              |
| Part dans le résultat des entreprises associées et co-entreprises                  | (2)                                     | 2  | (20)                                  |  |
| Participations dans les entreprises associées et co-entreprises                    | 13                                      | 37   | 4                                     | 18   |
| Dividendes reçus des entreprises associées et co-entreprises                       |   |  |                                       |  |
| Prêts et créances aux établissements de crédit                                     | 71                                      | 4  | 26                                    | 4  |
| Encours nets de crédit et de location financière                                   | 251                                     | 396  | 184                                   | 10   |
| Autres Actifs  | 4                                       | 13   | 38                                    | 7  |
| <b>TOTAL ACTIF</b>   | <b>326</b>                              | <b>413</b>   | <b>248</b>                            | <b>21</b>  |
| Dettes sur établissement de crédit & clientèle et dettes représentées par un titre | 295                                     | 157  |                                       | 10   |
| Autres Passifs   | 6                                       | 132  | 96                                    | 6  |

|  |            |             |              |            |
|--|------------|-------------|--------------|------------|
| Situation nette  | 25         | 124         | 152          | 5          |
| <b>TOTAL PASSIF</b>  | <b>326</b> | <b>413</b>  | <b>248</b>   | <b>21</b>  |
| <b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>  | <b>15</b>  | <b>19</b>   |              | <b>2</b>   |
| Impôts sur les bénéfices   | (3)        | (2)         |              |            |
| Résultat net   | 7          | 7           | (269)        |            |
| Autres éléments du résultat global   |            |             |              |            |
| <b>RESULTAT GLOBAL</b>   | <b>7</b>   | <b>7</b>    | <b>(269)</b> |            |
| Flux de trésorerie des opérations d'exploitation                                   | 23         | (15)        | (168)        | (1)        |
| Flux de trésorerie liés aux financements   |            |             | 135          |            |
| Flux de trésorerie liés aux investissements  |            |             |              |            |
| <b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b> | <b>23</b>  | <b>(15)</b> | <b>(33)</b>  | <b>(1)</b> |

#### 5.3.8.4 Restrictions importantes

Le groupe n'a pas de restrictions importantes sur sa capacité à accéder ou utiliser ses actifs et régler ses passifs autres que celles résultant du cadre réglementaire dans lequel les filiales opèrent. Les autorités de supervision locales peuvent exiger des filiales bancaires de garder un certain niveau de capital et de liquidités, de limiter leur exposition à d'autres parties du groupe et de se conformer à d'autres ratios.

#### 5.4 Annexe 1 : Informations sur les implantations et activités

| En millions d'euros - 12/2024 |  |                   | Effectifs<br>(fin de période) | Produit net bancaire | Résultat avant impôt | Impôts exigibles | Impôts différés | Subv. publiques reçues |
|-------------------------------|--|-------------------|-------------------------------|----------------------|----------------------|------------------|-----------------|------------------------|
| Pays                          | Nom des implantations                        | Nature d'activité |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| France                        | RCI Banque S.A.                              | Holding           | 467                           | 263                  | 194                  | (21)             | (38)            |                        |
| Allemagne                     | RCI Banque S.A. Niederlassung Deutschland    | Financement       | 680                           | 277                  | 134                  | (22)             | (23)            |                        |
|                               | Bipi Mobility Germany GmbH                   | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | RCI Versicherungs-Service GmbH               | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | MS Mobility Solutions GmbH                   | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Mobility Concept GmbH                        | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | DFD Deutscher Fahrzeugdienst GmbH            | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | MeinAuto GmbH                                | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Mobility Trader Holding GmbH                 | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Argentine                     | RCI Banque Sucursal Argentina                | Financement       | 66                            | 90                   | 28                   | (3)              | (1)             |                        |
|                               | Rombo Compania Financiera S.A.               | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Courtage S.A.                                | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | RCI Compagnia de seguros de personas S.A.U.  | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Autriche                      | RCI Banque S.A. Niederlassung Österreich     | Financement       | 58                            | 31                   | 18                   | (2)              | (2)             |                        |
| Belgique                      | RCI Financial Services S.A.                  | Financement       | 34                            | 20                   | 13                   | (3)              |                 |                        |
|                               | Autofin S.A.                                 | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Renault Crédit Car S.A.                      | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Brésil                        | Administradora de Consórcio RCI Brasil Ltda  | Financement       | 170                           | 111                  | 88                   | (13)             | (17)            |                        |
|                               | Banco RCI Brasil S.A.                        | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | RCI Brasil Serviços e Participações Ltda     | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Corretora de Seguros RCI Brasil S.A.         | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Colombie                      | RCI Colombia S.A. Compania de Financiamiento | Financement       | 91                            | 45                   | 6                    |                  | (2)             |                        |
|                               | Mobilize Lease&Co S.A.S                      | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Corée du Sud                  | RCI Financial Services Korea Co. Ltd         | Financement       | 85                            | 30                   | 13                   | (3)              | (1)             |                        |
|                               | RCI Insurance Service Korea Co. Ltd          | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Croatie                       | RCI Usluge d.o.o                             | Financement       | 6                             | 2                    | 1                    |                  |                 |                        |
|                               | Rci Banque S.A. Sucursal En España           | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| Espagne                       | Overlease S.A.                               | Financement       | 422                           | 154                  | 90                   | (32)             | 4               |                        |
|                               | Bipi Mobility SL                             | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
|                               | Díac S.A.                                    | Financement       |                               |                      |                      |                  |                 |                        |
| France                        | Díac Location S.A.                           | Financement       | 1 106                         | 399                  | 105                  | (27)             | 53              |                        |
|                               | Mobilize Insurance SAS                       | Service           |                               |                      |                      |                  |                 |                        |



|              |   |             |              |              |              |              |          |  |
|--------------|---|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|----------|--|
|              | Mobilize Lease&Co SAS   | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | Bipi Mobility France  | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Hongrie      | RCI Zrt   | Financement | 5            | 1            |              |              |          |  |
| Inde         | Nissan Renault Financial Services India Private Limited           | Financement | 125          |              | 2            |              |          |  |
| Irlande      | RCI Banque, Branch Ireland  | Financement | 32           | 14           | 7            | (1)          |          |  |
| Italie       | RCI Banque S.A. Succursale Italiana ES Mobility S.R.L.            | Financement | 248          | 164          | 94           | (30)         | (3)      |  |
|              | Bipi Mobility Italy S.R.L.  | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Malte        | RCI Services Ltd  | Holding     | 36           | 212          | 209          | 18           | (1)      |  |
|              | RCI Insurance Ltd   | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Maroc        | RCI Life Ltd  | Service     | 48           | 40           | 23           | (9)          | 1        |  |
|              | RCI Finance Maroc S.A.  | Financement |              |              |              |              |          |  |
|              | RDFM S.A.R.L.   | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Pays-Bas     | RCI Financial Services B.V.                                       | Financement | 56           | 22           | 7            | (2)          | 1        |  |
|              | Bipi Mobility Netherlands B.V.                                    | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | RN SF BV  | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Pologne      | RCI Banque Spółka Akcyjna Oddział w Polsce                        | Financement | 68           | 35           | 17           | (14)         | 11       |  |
|              | RCI Leasing Polska Sp. z o.o.                                     | Financement |              |              |              |              |          |  |
| Portugal     | RCI Banque S.A. Sucursal Portugal                                 | Financement | 35           | 17           | 7            | (3)          |          |  |
|              | RCI COM SA  | Financement |              |              |              |              |          |  |
|              | RCI Gest Seguros - Mediadores de Seguros Lda                      | Service     |              |              |              |              |          |  |
| Rep. Tchèque | RCI Finance C.Z., S.r.o.  | Financement | 22           | 9            | 6            | (1)          |          |  |
|              | RCI Financial Services, S.r.o.                                    | Financement |              |              |              |              |          |  |
| Roumanie     | RCI Finantare Romania S.r.l.                                      | Financement | 67           | 19           | 12           | (2)          |          |  |
|              | RCI Broker de asigurare S.R.L.                                    | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | RCI Leasing Romania IFN S.A.                                      | Financement |              |              |              |              |          |  |
| Royaume-Uni  | RCI Financial Services Ltd  | Financement | 362          | 177          | 93           | (38)         | 20       |  |
|              | RCI Bank Uk Limited   | Financement |              |              |              |              |          |  |
|              | Bipi Mobility UK Limited  | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | Mobilize Lease&Co UK Ltd  | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | Select Vehicle Group Holding Limited                              | Service     |              |              |              |              |          |  |
|              | RCI BANQUE S.A. Bančna podružnica Ljubljana                       | Financement | 36           | 8            | 3            | (1)          |          |  |
| Slovénie     | RCI Lizing d.o.o.   | Financement |              |              |              |              |          |  |
| Slovaquie    | RCI Finance SK S.r.o.   | Financement | 3            | 2            | 2            | (1)          |          |  |
| Suède        | Renault Finance Nordic Bankfilial till RCI Banque S.A., Frankrike | Financement | 18           | 5            | 2            | (1)          |          |  |
| Suisse       | RCI Finance S.A.  | Financement | 46           | 33           | 18           | (4)          |          |  |
| Turquie      | ORFIN Finansman Anonim Sirketi                                    | Financement | 44           |              | 2            |              |          |  |
| <b>TOTAL</b> |   |             | <b>4 436</b> | <b>2 180</b> | <b>1 194</b> | <b>(215)</b> | <b>2</b> |  |

## 5.5 Annexe 2 : Les risques financiers

La gestion des risques financiers du groupe Mobilize Financial Services France est appréhendée dans le cadre de la gestion globale des risques assurée par le groupe Mobilize Financial Services. A ce titre, la holding RCI Banque S.A. réalise des opérations sur instruments financiers pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe Mobilize Financial Services.

### Refinancement et gestion de bilan

La Direction Financements et Trésorerie assure le refinancement des entités du groupe éligibles au refinancement centralisé. Elle emprunte les ressources nécessaires à la continuité de l'activité commerciale (émission d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, emprunts interbancaires...), procède aux équilibres actifs-passifs et aux ajustements de trésorerie des sociétés du groupe, tout en gérant et minimisant l'exposition aux risques financiers par l'utilisation des swaps de taux d'intérêt et de change ainsi que d'opérations de change au comptant et à terme.

Les principes de politique financière s'étendent à l'ensemble des filiales consolidées du groupe Mobilize Financial Services et sont adaptés et déclinés au sein des filiales dont le refinancement n'est pas centralisé.

Les opérations sur instruments financiers réalisées par la holding Mobilize Financial Services sont, pour l'essentiel, liées à sa fonction de centrale de refinancement du groupe.

### 5.5.1 L'organisation du contrôle des risques de marché

Le dispositif spécifique de contrôle des risques de marché s'inscrit dans le cadre du dispositif global de contrôle interne du groupe Mobilize Financial Services, selon des normes validées par le Conseil d'administration de RCI Banque. La gestion des risques de marché (risque global de taux, de liquidité et de change) et le respect des limites qui s'y rapportent sont assurés, pour l'ensemble du périmètre groupe Mobilize Financial Services, par la Direction Financements et Trésorerie de RCI Banque SA. Le système des limites qui encadre le dispositif est validé par l'actionnaire et périodiquement actualisé. Le Service des Risques Financiers, rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques), assure la production d'un reporting quotidien et la surveillance de l'exposition du groupe aux risques financiers.

Une liste des produits autorisés, validée par le Directeur Général de RCI Banque SA, précise les instruments de change et de taux ainsi que la nature des devises susceptibles d'être utilisées au titre de la gestion des risques de marché.

### 5.5.2 La gestion des risques globaux de taux d'intérêt, de change, de contrepartie et de liquidité

#### Risque de taux

Le risque global de taux d'intérêt représente l'impact d'une variation potentielle des taux sur la valeur économique et les revenus futurs.

L'objectif du groupe Mobilize Financial Services est de limiter au maximum ce risque.

Deux indicateurs de suivi sont utilisés en interne pour le risque de taux :

- La sensibilité actualisée (economic value - EV), qui consiste à mesurer à un instant  $t$  l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur la valeur de marché des flux du bilan d'une entité. La valeur de marché est déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux de marché à l'instant. Cette mesure sert à fixer les limites applicables aux entités de gestion du groupe.
- La marge nette d'intérêt qui consiste à mesurer un gain ou une perte, selon une vision compte de résultat. Il est présenté comme la différence de revenu d'intérêts futurs sur un horizon défini. La particularité de la sensibilité en vision MNI, comparativement à la vision actuarielle de la sensibilité, est la linéarisation de l'impact des nouvelles opérations.

Pour tenir compte de la difficulté à ajuster exactement la structure des emprunts avec celle des prêts, une souplesse limitée est admise dans la couverture du risque de taux par chaque filiale.

Cette souplesse se traduit par l'attribution d'une limite en sensibilité pour chaque filiale validée par le Comité Financier, déclinaison individuelle de la limite globale définie par le Conseil d'Administration de RCI Banque.

|  |       |
|--|-------|
| Limite centrale de refinancement :   | 32 M€ |
| Limite des filiales de financement des ventes :  | 38 M€ |
| Non Alloués :  | 0 M€  |
| Total limite de sensibilité en M€ accordé par le Conseil d'administration sur avis du Comité des risques de RCI Banque : | 70 M€ |

Conformément aux évolutions réglementaires (EBA/GL/2022/14), Mobilize Financial Services mesure également la sensibilité de la marge nette d'intérêts (MNI) et la sensibilité de la valeur économique des Fonds Propres (EVE).

Les calculs sont basés sur des échéanciers (gap) actif et passif moyens mensuels qui intègrent les opérations à taux fixe et les opérations à taux variable jusqu'à leur prochaine date de révision.

Les échéancements des encours sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations et des résultats de la modélisation des comportements historiques de la clientèle (remboursements anticipés, etc.), complétés d'hypothèses sur certains agrégats (fonds propres, etc.).

Le calcul de sensibilité est effectué quotidiennement par devise et par entité de gestion (centrale de refinancement, filiales de financement des ventes françaises et étrangères) et permet une gestion globale du risque de taux sur le périmètre consolidé groupe Mobilize Financial Services. Le suivi est réalisé par le Service des Risques Financiers, qui est rattaché au Département Risques et Réglementation Bancaire (Direction de la Gestion des Risques).

La situation de chaque entité au regard de sa limite est vérifiée chaque jour, et des directives de couverture immédiate sont données aux filiales si la situation l'impose.

Le résultat des contrôles fait l'objet d'un reporting mensuel au Comité Financier qui vérifie la conformité des positions avec la stratégie financière du groupe ainsi qu'avec les notes de procédure en vigueur.

Au 31 décembre 2024, la sensibilité globale au risque de taux du groupe Mobilize Financial Services s'est maintenue en dessous de la limite fixée à (70 M€).

La sensibilité en valeur absolue du groupe Mobilize Financial Services Groupe au risque de taux (variation différenciée par de devise constatée au 31 décembre 2024 est de + 20.1 M€.

Au 31 décembre 2024, une hausse des taux différenciée par devise en valeur relative de la sensibilité de la MNI aurait un impact négatif de - 10.2 M€

| Devise | K€     | Devise | K€     | Devise | K€     | Devise | K€  |
|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----|
| ARS    | 107    | CZK    | 181    | HUF    | 0      | SEK    | 0   |
| BRL    | 1 199  | EUR    | -3 326 | KRW    | 20     | RON    | 503 |
| CHF    | 909    | DKK    | -84    | MAD    | 172    |        |     |
| COP    | -1 415 | GBP    | -3 915 | PLN    | -4 572 |        |     |

La somme des valeurs absolues des sensibilités à la MNI des filiales du groupe s'élève à 16,4 M€.

### 5.5.3 L'analyse du risque structurel de taux fait ressortir les points suivants

#### Filiales de financement de ventes

La quasi-totalité des prêts accordés à la clientèle par les filiales de financement des ventes est effectuée à taux fixe pour des durées comprises entre un et soixante-douze mois.

Ces prêts sont couverts par des ressources à taux fixe de même structure. Ils sont adossés en macro-couverture et ne génèrent qu'un risque de taux résiduel.

Dans les filiales où la ressource est à taux variable, le risque de taux est couvert grâce à des swaps de taux d'intérêt de macro-couverture.

#### Centrale de refinancement

L'activité principale de RCI Holding est d'assurer le refinancement des filiales commerciales du groupe.

Les encours des filiales de financement des ventes sont adossés à des ressources à taux fixe, pour certaines micro-couvertes par des swaps de taux d'intérêt, et à des ressources à taux variable.

Des opérations de macro-couverture réalisées sous la forme de swaps de taux d'intérêt, permettent de maintenir la sensibilité du holding de refinancement sous la limite définie par le groupe (32 M€).

Ces swaps sont valorisés en juste valeur par les réserves conformément à la norme IFRS 9. Ces opérations de macro-couverture couvrent des ressources à taux variables et/ ou des ressources à taux fixe variabilisées par la microcouverture de swaps.

Des tests sont réalisés mensuellement afin de vérifier :

- l'efficacité de la couverture des ressources à taux fixe par les swaps d'intérêts les micro-couvrant ;
- la pertinence des opérations de macro-couverture, en confrontant celles-ci aux ressources à taux variable/à taux fixe variabilisées.

Ces données sont calculées sur la base de scénarios simplifiés, en partant de l'hypothèse que toutes les positions courent jusqu'à leur maturité et qu'elles ne sont pas réajustées pour tenir compte des nouvelles conditions de marché.

La sensibilité des réserves à une variation des taux d'intérêts exposée ci-dessus ne saurait aucunement être représentative d'un impact sur les résultats futurs.

### 5.5.4 Le risque de liquidité

Mobilize Financial Services porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité. A cette fin, le groupe s'impose des normes internes strictes.

Le pilotage du risque de liquidité de Mobilize Financial Services repose sur les éléments suivants :

**La liquidité statique**

Cet indicateur mesure l'écart entre le passif et l'actif à une date donnée sans hypothèses de renouvellement de passif ou d'actif. Il matérialise des impasses ou « gaps » de liquidité statique. La politique du groupe est de refinancer ses actifs par des passifs d'une durée supérieure, maintenant ainsi des gaps de liquidité statique positifs sur l'ensemble des pôles du bilan.

**La réserve de liquidité**

La réserve de liquidité correspond aux sources de liquidité d'urgence utilisables par Mobilize Financial Services en cas de besoin. Elle se compose d'actifs hautement liquides, High Quality Liquid Assets (HQLA) tels que définis par le Comité de Bâle pour le calcul du ratio de liquidité LCR, d'actifs financiers non reconnus comme HQLA par le Comité de Bâle, de lignes bancaires bilatérales confirmées et de collatéral mobilisable auprès de la Banque Centrale Européenne (BCE) et non déjà compté en HQLA ou actifs financiers. Au sein du périmètre de refinancement centralisé et pour les entités en refinancement local matérielles, des niveaux minimum et adéquat de réserve de liquidité sont définis semestriellement par le Comité Financier.

**Scénarios de stress**

Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts, de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les scénarios comprennent également des vitesses différenciées de propagation du stress associées à des horizons de survie différenciés.

**5.5.5 Le risque de change**

La position de change peut être décomposée en :

- la position de change structurelle, qui résulte des investissements à long terme du groupe dans les fonds propres de ses filiales étrangères ;
- la position de change transactionnelle, qui découle des flux de trésorerie libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale,

Depuis 2022, Mobilize Financial Services dispose d'une allocation de capital couvrant son exposition au risque de change structurel.

Le groupe bénéficie d'une dérogation de la BCE pour les cinq devises les plus significatives (GBP, BRL, KRW, CHF et MAD) lui permettant, pour ces devises, de ne prendre en compte que l'excédent de capital par rapport à la moyenne du CET1 groupe.

Le risque de change structurel est inclus dans le dispositif d'appétit au risque de Mobilize Financial Services, la position du groupe dans toutes les devises est contrôlée mensuellement lors du Comité capital et liquidité et communiquée trimestriellement au Superviseur.

Mobilize Financial Services encadre par des limites sa position de change transactionnelle qui provient des cash-flows libellés dans des devises autres que la devise patrimoniale.

**Centrale de refinancement**

Très faible historiquement, la position de change de RCI Banque S.A., centrale de refinancement, s'est maintenue en dessous de sa limite, à 4 M€, tout au long de l'année.

Aucune position n'est admise dans le cadre de la gestion du refinancement : la salle des marchés assure à cet égard, la couverture systématique de la totalité des flux concernés.

Des positions résiduelles et temporaires en devises, liées aux décalages de flux inhérents à la gestion d'une trésorerie multidevises, peuvent toutefois subsister. Ces positions éventuelles font l'objet d'un suivi quotidien et obéissent au même souci de couverture.

Toute autre opération de change (notamment au titre de l'anticipation de la couverture des dividendes prévisionnels) ne peut être initiée que sur décision du directeur de la Direction financements et trésorerie.

**Filiales de financement des ventes**

Les filiales de financement des ventes ont l'obligation de se refinancer dans leur propre devise et ne sont donc pas exposées.

Par exception, des limites sont allouées aux filiales où les activités de financement des ventes ou le refinancement sont multidevises, ainsi qu'à celles étant autorisées à placer une partie de leurs excédents de trésorerie dans une devise autre que leur devise patrimoniale.

Le groupe Mobilize Financial Services se finance dans sa devise patrimoniale et n'a donc à ce titre pas de position de change transactionnelle.

La position de change transactionnelle du groupe au 31 décembre 2024 est de 12.7 M€

#### 5.5.6 Le risque de contrepartie

Le risque de contrepartie bancaire chez Mobilize Financial Services résulte de diverses opérations de marché réalisées par les entités du groupe dans le cadre de leurs activités quotidiennes (placements des excédents de trésorerie, opérations de couverture de taux ou de change, investissements en actifs liquides...).

Les opérations sont réalisées auprès d'établissements bancaires de premier ordre et dont le risque est encadré par des limites définies par Mobilize Financial Services, puis validées par Renault dans le cadre de la consolidation des risques de contrepartie au niveau du groupe.

La calibration des limites s'appuie sur une méthode interne basée sur le niveau des fonds propres, la notation « long terme » par les agences de notation et l'appréciation qualitative de la contrepartie.

Ces limites sont suivies quotidiennement. L'ensemble des résultats des contrôles est communiqué mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services et intégré au suivi consolidé du risque de contrepartie du groupe Renault.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours « Liquidity Coverage Ratio » (LCR), Mobilize Financial Services a constitué un portefeuille d'investissements en actifs liquides. Ces derniers sont encadrés par des limites en montant et en durée définies pour chaque émetteur.

Mobilize Financial Services a également investi dans des fonds monétaires, des titres de dettes d'entreprises et un fonds composé de titres de créances émises par des agences européennes, des états et des émetteurs supranationaux. Chacun de ces investissements fait l'objet d'une limite spécifique validée en Comité Financier et revue au moins une fois par an.

Des accords ponctuels sont aussi donnés aux filiales de financement des ventes afin qu'elles puissent investir dans des bons du Trésor ou de la Banque Centrale des pays dans lesquelles elles résident.

Ces limites font également l'objet d'un suivi quotidien et sont remontées mensuellement au Comité Financier Mobilize Financial Services.

S'agissant des entités financières, le risque prend en compte l'exposition cash (dépôts et intérêts courus) ainsi que l'exposition sur instruments dérivés calculé par la méthode forfaitaire interne telle que présenté ci-après lorsqu'il n'existe pas de dispositif de mitigation du risque par échange de collatéral.

#### Méthode forfaitaire

Mobilize Financial Services a revu sa méthode d'évaluation au risque de marché en 2023.

L'utilisation croissante de techniques d'atténuation du risque sur instruments dérivés (chambres de compensation ou échanges de collatéral avec la contrepartie sur une base bilatérale) a incité Mobilize Financial Services à revoir sa méthode d'évaluation au risque de marché.

Mobilize Financial Services distingue les dérivés enregistrés en chambre de compensation, les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral et les dérivés non compensés sans échange de collatéral. Un coefficient d'équivalent risque est affecté à chaque type d'opération.

Le coefficient appliqué dépend de la durée pendant laquelle Mobilize Financial Services est exposé à de potentielles variations de valeurs défavorables des instruments dérivés qu'elle détient.

Ces variations de valeurs dépendent des variations des taux d'intérêt ou de change :

- pour les dérivés compensés en chambre, Mobilize Financial Services est en position au maximum un jour ;
- pour les dérivés non compensés faisant l'objet d'échange de collatéral hebdomadaire, Mobilize Financial Services est en position sept jours ;
- pour les dérivés non compensés sans échange de collatéral, Mobilize Financial Services est en position jusqu'à l'échéance de la transaction.
- Avec l'ajout d'une composante change pour les swaps de change.

A la suite des différentes analyses sur les courbes de taux, Mobilize Financial Services a opté pour les évaluations de risque suivante :

- 0 % sur les dérivés en chambre de compensation,
- 2 % pour les swaps gérés en bilatérale,

6 % pour les swaps de change (qui ont en plus d'une dépendance aux variations de taux ont également une dépendance aux variations des taux de change).

Contrat sur taux d'intérêt

| SWAPS Compensés | SWAPS Bilatérales de taux | SWAPS d'intérêt non compensés |                  |
|-----------------|---------------------------|-------------------------------|------------------|
|                 |                           | Durée résiduelle              | Coefficient taux |
| 0 %             | 2 %                       | Entre 0 et 1 an               | 2 %              |
|                 |                           | Entre 1 et 2 ans              | 5 %              |
|                 |                           | Entre 2 et 3 ans              | 8 %              |
|                 |                           | Entre 3 et 4 ans              | 11 %             |
|                 |                           | Entre 4 et 5 ans              | 14 %             |
|                 |                           | Entre 5 et 6 ans              | 17 %             |
|                 |                           | Entre 6 et 7 ans              | 20 %             |
|                 |                           | Entre 7 et 8 ans              | 23 %             |
|                 |                           | Entre 8 et 9 ans              | 26 %             |
|                 |                           | Entre 9 et 10 ans             | 29 %             |

Contrat sur taux de change

| SWAPS bilatérales de change | SWAPS de change non compensés |                    |
|-----------------------------|-------------------------------|--------------------|
|                             | Initial duration              | Coefficient change |
| 6 %                         | Entre 0 et 1 an               | 6 %                |
|                             | Entre 1 et 2 ans              | 18 %               |
|                             | Entre 2 et 3 ans              | 22 %               |
|                             | Entre 3 et 4 ans              | 26 %               |
|                             | Entre 4 et 5 ans              | 30 %               |
|                             | Entre 5 et 6 ans              | 34 %               |
|                             | Entre 6 et 7 ans              | 38 %               |
|                             | Entre 7 et 8 ans              | 42 %               |
|                             | Entre 8 et 9 ans              | 46 %               |
|                             | Entre 9 et 10 ans             | 50 %               |

Pour s’assurer du caractère conservateur de cette méthode, l’exposition sur dérivés est recalculée périodiquement selon la méthode réglementaire « mark to market positif + add-on » présentée ci-dessous :

Méthode « mark to market positif + add-on »

Cette méthode est basée sur la méthode réglementaire dite des grands risques. L’exposition sur produits dérivés (taux et change), est calculée comme la somme des pertes potentielles, calculées sur la base de la valeur de remplacement des contrats réalisés avec la contrepartie sans compensation avec les gains potentiels, augmentée d’un « add-on » représentant le risque potentiel futur. Ce risque potentiel futur est déterminé par la réglementation bancaire française (règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 article 274) comme suit :

|                       | Contrats sur<br>taux<br>d'intérêts<br>(en % du<br>nominal) | Contrats sur<br>taux de<br>change et<br>sur l'or (en<br>% du<br>nominal) |
|-----------------------|--|--|
| Durée résiduelle      |  |  |
| <= 1 an               | 0 %  | 1 %  |
| 1 an < durée <= 5 ans | 0,50 %   | 5 %  |
| > 5 ans               | 1,50 %   | 7,50 %   |

Selon la méthode forfaitaire, il s’élève à 234,9 millions d’euros au 31 décembre 2024, contre 188 millions d’euros au 31 décembre 2023. Selon la méthode « mark to market positif + add on », l’équivalent risque de contrepartie s’élève à 54,3 millions d’euros au 31 décembre 2024, contre 26,3 millions d’euros au 31 décembre 2023. Ces montants ne concernent que des établissements de crédit. Ils ont été déterminés sans prendre en compte les accords de compensation conformément à la méthodologie décrite ci-dessus.

**5.6 Annexe 3 : Honoraires des commissaires aux comptes**

|   | Réseau FORVIS MAZARS |              |              |              | Réseau KPMG  |              |              |              | Réseau AUTRES |              |            |              |
|---|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------|--------------|------------|--------------|
|   | 2024                 |              | 2023         |              | 2024         |              | 2023         |              | 2024          |              | 2023       |              |
|   | HT                   | %            | HT           | %            | HT           | %            | HT           | %            | HT            | %            | HT         | %            |
| Audit légal stricto sensu   | 2 724                | 82 %         | 2 078        | 95 %         | 1 402        | 75 %         | 1 302        | 93 %         | 211           | 77 %         | 92         | 81 %         |
| Certification du reporting CSRD (Coporate Sustainability Reporting Directive)             | 340                  | 11 %         | 30           | 1 %          | 340          | 18 %         | 21           | 1 %          | 53            | 19 %         | 21         | 19 %         |
| Services habituellement fournis par les commissaires aux comptes                          | 28                   | 6 %          | 67           | 3 %          | 106          | 3 %          |              |              | 10            | 4 %          |            |              |
| <b>Audit légal et prestations assimilées</b>  | <b>3 092</b>         | <b>99 %</b>  | <b>2 175</b> | <b>100 %</b> | <b>1 848</b> | <b>96 %</b>  | <b>1 323</b> | <b>94 %</b>  | <b>274</b>    | <b>100 %</b> | <b>113</b> | <b>100 %</b> |
| Prestations fiscales, juridiques et sociales  | 4                    | 0 %          | 4            | 0 %          |              |              |              |              |               |              |            |              |
| Prestations d'accompagnement en organisation  |                      |              |              |              |              |              |              |              |               |              |            |              |
| Autres prestations  | 19                   | 1 %          |              | 69           | 4 %          | 78           | 6 %          |              |               |              |            |              |
| <b>Prestations de service autorisées hors audit légal ayant nécessité une approbation</b> | <b>23</b>            | <b>1 %</b>   | <b>4</b>     | <b>0 %</b>   | <b>69</b>    | <b>4 %</b>   | <b>78</b>    | <b>6 %</b>   |               |              |            |              |
| <b>TOTAL DES HONORAIRES</b>   | <b>3 115</b>         | <b>100 %</b> | <b>2 179</b> | <b>100 %</b> | <b>1 917</b> | <b>100 %</b> | <b>1 401</b> | <b>100 %</b> | <b>274</b>    | <b>100 %</b> | <b>113</b> | <b>100 %</b> |

**Affectation du résultat**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, décide d'affecter le résultat de l'exercice comme suit :

|                                       |                      |
|---------------------------------------|----------------------|
| Résultat net de l'exercice 2024       | 681 103 918,52 EUR   |
| Report à nouveau antérieur            | 2 400 680 094,32 EUR |
| Solde disponible                      | 3 081 784 012,84 EUR |
| Dividendes à distribuer               | 150 000 000,00 EUR   |
| Solde du compte report à nouveau 2024 | 2 931 784 012,84 EUR |

L'Assemblée générale fixe en conséquence le dividende à 150 000 000 EUR au titre de l'exercice 2024, soit à 150 EUR par action.

Ce dividende versé au titre de l'année 2024 :

- ouvre droit à un abattement de 40 % lorsque les bénéficiaires sont des personnes physiques imposables à l'impôt sur le revenu en France, conformément à l'article 158-3-2° du Code général des impôts ;
- et n'ouvre pas droit à cet abattement dans les autres cas.

Les dividendes versés au titre des trois précédents exercices ont été les suivants :

Au titre de l'exercice 2021, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 800 000 000 EUR, soit 800 EUR par action.

Au titre de l'exercice 2022, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 EUR, soit 600 EUR par action.

Au titre de l'exercice 2023, il y a eu une distribution de dividendes d'un montant de 600 000 000 EUR, soit 600 EUR par action.

**Rapport de gestion**

Les rapports de gestions des comptes sociaux et consolidés sont tenus à disposition au siège social.